

HISTOMAG'44

La Seconde Guerre Mondiale par des passionnés pour des passionnés !

Numéro 80 - Novembre / Décembre 2012

**L'Appel qui éveilla
bien des consciences**

**Vincent Dupont, Cédric Mas,
Yvonnick Bobe, Daniel Laurent
Frédéric Bonnus ...**



**Dossier
La France Libre**

Sommaire

Numéro 80 - Novembre / Décembre 2012



Ligne éditoriale

Histomag'44 est produit par une équipe de bénévoles passionnés d'histoire.

À ce titre, ce magazine est le premier bimestriel historique imprimable et entièrement gratuit. Nos colonnes sont ouvertes à toute personne qui souhaite y publier un article, nous faire part d'informations, annoncer une manifestation.

Si vous êtes intéressé à devenir partenaire d'Histomag'44, veuillez contacter notre rédacteur en chef.

Contact : histomag@39-45.org

Rédaction

Responsable d'Édition : Prosper Vandenbroucke

Rédacteur en Chef : Vincent Dupont

Conseiller de rédaction : Patrick Babelaere (*Dynamo*),

Responsable communication et partenariats : Jean Cotrez (*Jumbo*)

Correction : Yvonnick Bobe (*Brehon*), Nathalie Mousnier (*Petit_pas*)

Relecture et correction définitive : Vincent Dupont, Frédéric Bonnus

Infographie et Mise en pages : Pierre Chaput - Frédéric Bonnus

Rubrique Commémoration : Yves Donjon - Marc Taffoureau

Responsable rubriques : Jean Cotrez (*jumbo*)

Informatique et publication : Pierre Chaput (*histoquiz*) et Frédéric Bonnus (*fbonnus*)

Contacts :

Forum : contact@39-45.org

Histomag : histomag@39-45.org

Web :

Forum : <http://www.39-45.org>

Histomag : <http://www.39-45.org/histomag>

Histomag'44 est une publication bimestrielle gratuite du Forum « Le Monde en Guerre » sous format pdf. Marque, logos, design et contenus déposés et protégés. Toute reproduction sous quelque support que ce soit est interdite sans notre autorisation et/ou celle de l'auteur concerné. Le format « pdf » est une propriété d'Adobe inc.

3 **Éditorial** (Vincent Dupont)

Le Dossier : La France Libre

4 **Choisir la France Libre** : essai d'analyse de témoignages d'officiers (Vincent Dupont)

18 **Les débuts chaotiques de la France Libre** (Daniel Laurent)

27 **La genèse des forces terrestres de la France Libre 1940-1941** (Cédric Mas)

37 **Les Corvettes FNFL** (Yvonnick Bobe)

40 **Les porte-voix de la France Libre : Radio Londres** (Frédéric Bonnus)

60 **Rubrique Commémoration : Paul Deforges** (Yves Donjon et Marc Taffoureau)

65 **Les plans du Mur de l'Atlantique II** (Frédéric Bonnus)

74 **Documents de captivité : Le Lieutenant Moreau à l'Oflag XVII A** (Nicolas Moreau)

82 **Le Professeur Hugo Blaschke** (Xavier Riaud)

84 **Béton : La batterie côtière marine de Crisbecq** (Jean Cotrez)

92 **Ceux qui restaurent : La Ligne Chauvineau** (Jean Cotrez)

96 **Le coin lecteur** (Vincent Dupont)





Vingt-trois. C'est le nombre des gardiens de la mémoire de la France Libre encore en vie portant le glorieux titre de « Compagnons de la Libération ». Certes beaucoup d'autres Français libres n'ont

jamais eu ce titre, mais c'est la symbolique de cet ordre et ce qu'il entend préserver qu'il faut retenir, et ces témoins de l'Histoire disparaissent malheureusement. Cette année fut particulièrement dure avec le départ de Bernard Demolins et René Gatissou en février, Robert Galley et Gérard Théodore en juin, Jean Tranape en août, Louis Magnat en septembre et enfin Roland de la Poype en octobre dernier. Plus que jamais, à l'heure où ce sont les communes qui vont reprendre la gestion de ce lourd patrimoine protéiforme, il est important de rappeler ce que fut la France Libre et ceux qui la firent.

Aussi il nous a semblé important de traiter un sujet que nous n'avons traité jusqu'ici que sous des angles différents mais sans vraiment nous y attarder : la France Libre. Nous avons donc tenté de constituer un dossier spécial pour ce numéro où un maximum « d'angles d'attaque » pouvaient vous être présentés : aspects historiques évidemment, militaires également, mais aussi sociologiques et psychologiques. Nous n'avons pas cherché à faire une présentation exhaustive du mouvement initié par le général de Gaulle en juin 1940, l'Histomag'44 n'arriverait pas à la cheville de *La France Libre* de Jean-Louis Crémieux-Brilhac ! Mais nous espérons que cet aperçu vous conviendra, et à double titre puisque c'est votre serviteur qui ouvrira les hostilités avec un article sur le choix de la France Libre. Ensuite, car il nous faut rappeler sur le plan politique la difficulté pour le général de Gaulle de s'imposer en 1940, Daniel Laurent nous parlera des débuts chaotiques de la France Libre qu'il avait déjà abordés il y a quelque temps et qu'il a accepté de revoir, corriger et augmenter pour l'occasion. Ensuite Cédric Mas, dans la continuité des débuts de la France libre, nous parlera de la formation des premières unités FFL, en particulier de la 1ère Brigade Française Libre. Puis ce sont les Forces Navales Françaises Libres qui seront mises à l'honneur dans un article d'Yvonnick Bobe sur les corvettes de la France Libre.

Enfin c'est un article de Frédéric Bonus sur Radio Londres comme porte-voix incontournable de la France Libre qui clôturera ce dossier.

Toutefois, pour nos autres articles de deuxième partie nous ne quittons pas vraiment le thème des Français Libres puisque Yves Donjon et Marc Taffoureau nous parlerons de Paul de Forges, aviateur FFL dont la mémoire a été commémorée.

Ensuite vous découvrirez, grâce à Frédéric Bonus, comment les plans du mur de l'Atlantique récupérés par René Duchez que vous avez pu découvrir dans notre numéro de mai 2012 purent être livrés à Londres. Puis Nicolas Moreau nous présentera quelques documents de captivité comme pouvaient en voir les prisonniers français durant le conflit. Xavier Riaud nous parlera quant à lui du Pr Hugo Blaschke, dentiste proche d'Adolf Hitler.

Pour finir Jean Cotrez vous présentera ce mois-ci la batterie côtière de Crisbecq avant de parler de ceux qui prennent de leur temps pour restaurer et mettre en valeur les vestiges de la ligne Chauvineau. Enfin nos lecteurs retrouveront, comme d'habitude, la présentation de quelques ouvrages que la rédaction a jugés bon de recommander, dont certaines références essentielles au sujet de la France Libre.

Toute la rédaction de l'Histomag'44 vous souhaite une excellente lecture ! Je rappelle que l'Histomag'44, fier de compter dans ses contributeurs des historiens professionnels et des passionnés avertis, ouvre ses colonnes à tous, y compris et surtout aux historiens de demain. Donc si vous avez une idée, un projet, n'hésitez pas ! Contactez la rédaction !

Vincent Dupont





Choisir la France Libre

Essai d'analyse de témoignages d'officiers

Par Vincent Dupont

Université de Picardie Jules Verne
Centre d'Histoire des Sociétés, des Sciences et des Conflits



Rencore aujourd'hui, souvent, on se pose la question : « Et moi ? Qu'aurais-je fait ? » La question est lancinante et toujours sans réponse pour nous. Nous connaissons désormais les événements et pourtant nous n'avons pas la capacité de répondre à cette question car nous n'avons pas été exposés directement, avec le stress de la défaite, du climat politique, au drame de conscience qui se posa à bon nombre d'individus en juin 1940. Ainsi il importe de mieux connaître quelles furent les motivations de ceux dont le général De Gaulle peindra le portrait dans ses *Mémoires de guerre* :

« Ceux-ci étaient, en effet, de cette forte espèce à laquelle devaient appartenir les combattants de la résistance française, où qu'ils aient pu se trouver. Goût du risque et de l'aventure poussé jusqu'à l'amour de l'art, mépris pour les veules et les indifférents, propension à la mélancolie et, par là même, aux querelles pendant les périodes sans danger, faisant place dans l'action à une ardente cohésion, fierté nationale aiguisée jusqu'à l'extrême par le malheur de la patrie et le contact d'alliés bien pourvus, par-dessus tout confiance souveraine en la force et en la ruse de leur propre conjuration, tels furent les traits psychologiques de cette élite partie de rien et qui devait, peu à peu, grandir au point d'entraîner derrière elle toute la nation et tout l'Empire. »



L'analyse des motivations des Français Libres dans leur ensemble a déjà été étudiée par Vincent Monteil notamment, qui a décelé que leur patriotisme s'exprimait par des sentiments divers autour de thèmes majeurs comme le refus de la défaite, l'attachement au pays, le sens de l'honneur et l'hostilité à l'ennemi héréditaire. L'effet d'entraînement fut également reconnu, qu'il s'agisse d'un ralliement sur place lorsqu'un territoire bascule dans la dissidence ou de la solidarité avec un groupe dont la majorité a décidé de rejoindre la France Libre. L'idéologie quant à elle intervint aussi mais si on doit résumer l'attitude des Français Libres en 1940 c'est tout simplement qu'ils eurent une notion moins statique du patriotisme, ce qui leur donna une plus grande liberté de mouvement pour défendre leur idéal. Pour toute une génération d'officiers français, désobéir ne fut donc pas une mince affaire puisque cela remettait aussi en cause la discipline que tous ces hommes avaient acquise depuis leur formation, ainsi que tous les principes qui régissaient leur vie jusque là comme l'honneur et la loyauté, le tout formant une sorte de consensus moral les préservant des querelles partisans. La défaite brouilla cette interprétation de l'obéissance passive et déclencha une crise de pensée qui ne sera résolue que près de vingt ans plus tard (et encore...).

Rompre avec le cadre établi, avec leur carrière, leur avancement, laisser probablement leur famille derrière eux, cela nécessitait une grande force de conviction mais aussi la capacité, la possibilité de continuer le combat ailleurs. Ce n'est qu'une fois ces conditions remplies que l'on peut parler de désobéissance légitime, car il faut aussi donner un sens à leur engagement, avec la nécessité pour eux de rompre avec la légalité pour donner à leur sens du devoir une conception plus réfléchie. Cependant le choix de la France Libre n'induisait-il pas qu'il fallait avoir la possibilité de le faire ? Cette possibilité il ne faut pas oublier que beaucoup de militaires ne l'auront pas. L'appel du 18 juin n'a pas le retentissement désiré dans les armées. Rares furent, en France, les militaires qui l'entendirent et lorsque le texte fut rendu public, la proclamation obtint peu de réactions favorables. Il faut dire

que l'on se battait encore le 18 juin, et quand on se bat, la place de tous les officiers était à leur poste, que l'issue soit heureuse ou malheureuse. Le choix de la France Libre, en rupture avec la grande majorité des Français, et la révolte, le plus souvent individuelle, contre l'autorité légale du pays, sont des phénomènes singuliers qui justifient une étude psychosociologique sur les origines et les motivations des Français qui se sont ralliés au général De Gaulle. Pour ceux qui veulent continuer la guerre au moment de la défaite, c'est toute une arborescence de possibilités qui se pose à eux.



Antoine Béthouart
Collection de l'auteur

Ainsi on peut trouver ceux qui se battent encore mais qui ne veulent pas laisser leurs hommes sans chefs face à l'ennemi. De ce fait ils rejoindront l'armée de l'armistice et, soit ils y resteront, soit prendront leur congé d'armistice.

Dans les deux cas on retrouve certains d'entre eux dans la Résistance par la suite, avec toutefois une intégration progressant à mesure des désillusions. Dans la continuité idéologique de ces hommes on trouve aussi ceux qui parviennent à s'échapper mais dont le ralliement à la France Libre ne doit pas être considéré comme une évidence, certains faisant toujours confiance à des chefs comme Weygand et Pétain en restant persuadés que la revanche arrivera tôt ou tard. Néanmoins pour d'autres la possibilité de s'échapper se traduira par un ralliement presque immédiat au général De Gaulle. Enfin il y a aussi ceux qui ont la possibilité de rejoindre Londres, n'étant pas dans une zone des combats et étant plus « libres » de faire leur choix. Ces derniers ont fourni un témoignage à l'Histoire et ce dernier est particulièrement intéressant car leur motivation y est sans doute plus réfléchie et expliquée posément. C'est sur ces écrits que nous nous reposerons principalement ici pour comprendre ce que cela signifiait de « choisir la France Libre », leur raisonnement et leurs motivations pouvant aisément s'appliquer à bon nombre d'officiers en 1940 mais qui n'ont pu par la suite écrire leurs mémoires. Ceci étant dit, et bien qu'il soit lui aussi officier supérieur et que sa rupture avec l'armée ait un sens, nous ne pourrions ici nous servir de l'exemple du général De Gaulle. De ses écrits personnels il est facile de déceler que lui-même se voyait déjà en chef prenant la tête d'une initiative politique et la thématique du cas de conscience militaire pour ne pas dire patriotique est clairement absente de son œuvre. Les seules références que l'on peut trouver se rapportent à sa solitude dans son entreprise : « Bref, tout limité et solitaire que je fusse, et justement parce que je l'étais, il me fallait gagner les sommets et n'en descendre jamais plus », le rôle de sa mission quasi-divine : « Devant le vide effrayant du renoncement général, ma mission m'apparut, d'un seul coup, claire et terrible. En ce moment, le pire de son histoire, c'était à moi d'assumer la France. » Toujours est-il que si, pour le « Grand Charles » ce fut une évidence, ce ne le fut peut-être pas pour tous les autres officiers justement...

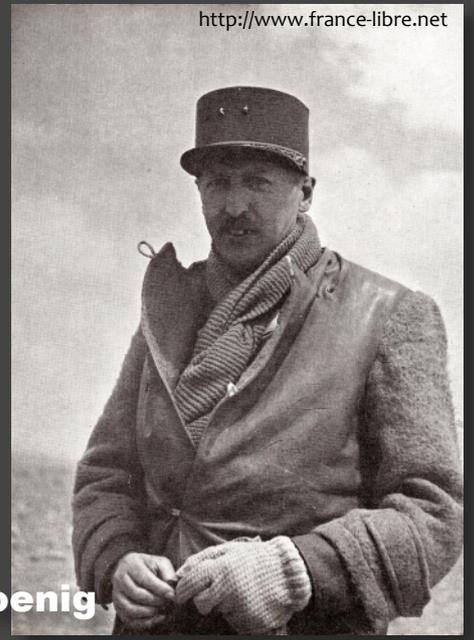
Béthouart ou l'impossible rupture

Afin de montrer les diverses possibilités et motivations nous nous devons donc de considérer plusieurs cas d'officiers. Ceci nous est possible grâce aux témoignages qu'ils ont laissés. Commençons par le général Béthouart pour montrer dans un premier temps cette difficulté de choisir la France Libre, avant de poursuivre sur d'autres témoignages l'ayant effectivement rejointe.

Raoul Magrin-Vernerey dit « Monclar »



http://www.o-p-i.fr



Marie-Pierre Koenig

Pour ceux qui à cet instant s'exclament : « Mais Béthouart n'était pas FFL ! » c'est exact bien que compagnon de la Libération pour son rôle le 8 novembre 1942. Mais il représente un point de vue assez particulier pour être mentionné. Ce dernier commandait en juin 1940 le Corps Expéditionnaire Français en Scandinavie (CEFS). Cette unité envoyée en Norvège avait été retirée des combats alors qu'elle était victorieuse, pendant que les Allemands attaquaient la Hollande, la Belgique et la France. Transféré en Bretagne dans l'espoir de renforcer un front en pleine déliquescence, le CEFS fut très vite rembarqué pour l'Angleterre où les unités débarquées à des points différents se regroupèrent alors, et des officiers comme Magrin-Vernerey, Koenig, Dewavrin réfléchirent déjà à leur devenir tandis que la nouvelle de l'armistice arrive avec son lot de conditions innommables. Le lieutenant-colonel Magrin-Vernerey rapportera d'ailleurs comment il fit son choix avec son adjoint le capitaine Koenig. Tous deux, au sortir du bureau londonien de Saint Stephen's House du général de Gaulle, auraient dit : « Ce général est fou ; nous avons affaire à un visionnaire. Il n'importe ; marchons quand même avec lui ! ».

Pour certains officiers la poursuite de la lutte était donc déjà une évidence, mais pour Béthouart le doute persistait. Dans un premier temps il projette de rester en Angleterre, avançant lui aussi qu'il ne peut « accepter une telle honte nationale », mais il a la responsabilité de 7 000 hommes à Trentham-Park et ces hommes souhaitent rentrer chez eux. Comme il se le demande lui-même : « Ai-je le droit de les laisser partir sans moi à bord de bateaux anglais qui risquent d'être torpillés ? » nous pouvons nous demander si légitimement Béthouart pouvait choisir la France Libre en rompant avec la discipline, l'honneur et la loyauté qui lui commandaient de rester à la tête de ses troupes. On peut penser que oui dans un premier temps, un autre officier se serait chargé d'emmener ces hommes en France après tout ! Or pour Béthouart la notion de rupture avec l'honneur n'est pas concevable. Peut-être n'avait-il pas la force morale de franchir le pas qu'a franchi son ancien camarade de Saint-Cyr. Et oui, Béthouart était à Saint-Cyr avec Charles De Gaulle ! Et ils décident donc de se rencontrer.

Avant cela Béthouart rapporte dans ses mémoires l'état d'esprit qu'il avait vis-à-vis de lui jusque là :

« J'avais lu ses livres. Ils répondaient aux aspirations des officiers de ma génération. Nous avons été intéressés par ses idées et les perspectives de stratégie nouvelle et dynamique qu'elles offraient. [...] Tel que je le connaissais, son initiative ne me surprenait pas ; elle correspondait d'ailleurs à mes propres réactions. »

Le 26 juin ils déjeunent ensemble, il est d'ailleurs étonnant que Charles De Gaulle ne mentionne pas cette rencontre dans ses mémoires, puisqu'elle fut déterminante dans la possibilité pour le chef de la France Libre de recruter « l'épée » qu'il entendait forger. Toujours est-il que leur rencontre montre la clairvoyance de l'un comme de l'autre dans leurs responsabilités et le sens qu'ils leurs accorde en toute conscience :

« Je pense que tu as raison ; il faut que quelqu'un reste et combatte avec les alliés ; mais personnellement j'ai 7 000 hommes à rapatrier et je ne peux pas, en conscience, les abandonner avant qu'ils soient en sécurité. Par ailleurs, je voudrais me rendre compte de ce qui se passe de l'autre côté. Je ne comprends pas l'attitude de ces chefs en lesquels nous avons confiance. Noguès avait fait une proclamation excellente et digne. Pourquoi a-t-il rallié Pétain ? Y a-t-il une raison majeure qui m'échappe ?

– Tu verras, c'est une bande de vieux dégonflés.

– S'il en est ainsi je reviendrai.

– Tu ne le pourras pas. »

A l'issue du déjeuner la décision est prise pour Béthouart : il devra partir mais fera tout pour faciliter l'entreprise de son camarade de promotion. Aussi tout le matériel lourd, alors en Angleterre, est laissé à De Gaulle. Le 28 juin, le gouvernement britannique accepte de garder et d'accueillir en Angleterre les officiers et soldats volontaires pour continuer à combattre avec lui et De Gaulle demande donc tout naturellement à Béthouart les soldats de sa division. Ce dernier facilitera tous les transferts, permettant entre autre à des unités des chasseurs et de légion (la fameuse 13^e DBLE) et à des officiers comme Magrin-Verney ou Dewavrin de devenir des Monclar et Passy aux côtés des Koenig, Amilakvari, Cazaud, Brunet de Sairigné, Lalande et bien d'autres qui forgèrent l'épopée de la France Libre.

Béthouart conclura cet épisode dans ses mémoires par : « Pour lui, comme pour moi, c'est un saut dans l'inconnu. Nous nous quittons et sa dernière parole est pour me dire : « Enfin, si tu reviens, nous ferons équipe à deux. » A son arrivée, bien que mouvementée, au Maroc, Béthouart refusera catégoriquement de donner des noms d'officiers ou de soldats restés en Angleterre, le sacro-saint honneur était une fois de plus préservé. Ce premier témoignage, bien que dénotant volontairement avec le titre de cet article, montre que l'on peut avoir la possibilité de choisir la France Libre, la volonté de le faire, mais qu'il reste toujours un obstacle difficile à matérialiser mais que nous avons pourtant abordé en introduction : le code de conduite qui régit la vie des officiers. Il faut plus que de la volonté à un officier pour rejeter les fondements de l'honneur et de la discipline. Il faut un cas de conscience qui se présente comme une évidence. C'est l'absence de ce « déclic » qui obligea bon nombre d'officiers, en 1940, à ne pas franchir la Manche, ce bras de mer pourtant familier érigé en un tragique Rubicon.

L'exemple des attachés militaires à l'étranger

Fort heureusement pour la France Libre, des officiers parvinrent à trouver une solution à leur drame de conscience, et pour certains ce fut non seulement une évidence, mais une nécessité, en particulier pour ceux qui en eurent la possibilité de par leur emplacement géographique. Ainsi dans la plupart des missions militaires françaises, des ambassades, on trouve en juin 1940 au moins un officier qui franchit le pas, quand ce n'est pas celui qui commande la mission qui en donne l'exemple.

Au Paraguay c'est le colonel Petit et le commandant Angenot qui se rallient parmi les premiers au général De Gaulle. Petit devient chef d'état-major des Forces Françaises Libres et procédera dans les circonstances particulièrement difficiles des premiers mois de la France Libre à l'organisation, à l'instruction et à l'armement des unités FFL.

Angenot remplira quant à lui les fonctions de chef d'état-major particulier du général De Gaulle jusqu'en 1941 même s'il ne fut pas particulièrement compétent à ce poste comme le suggère sa notation. Attaché militaire au Pérou, le colonel Dassonville rejoint également la France Libre dès le 19 juin 1940 dans un élan de patriotisme mais tout comme Angenot il décevra très vite. En effet, et c'est aussi le problème d'une partie des officiers supérieurs qui rejoignent la France Libre en 1940 : même s'ils ont franchi

le pas de la désobéissance, ils sont des officiers de l'armée française avec toute la lourdeur du système et l'incompétence le plus souvent confortée par l'étiquette « breveté » que cela implique. Malheureusement ces hommes n'ont laissé que peu de traces.

A l'inverse, et toujours dans la continuité des officiers qui se trouvaient à l'étranger au moment de la défaite, la réflexion entreprise par le commandant Brosset jusqu'à son ralliement est particulièrement intéressante pour notre sujet.

Consignant presque tout dans ses carnets, nous pouvons ainsi saisir de plus près encore les raisons du choix de la France Libre. Alors que les troupes allemandes pénètrent en France, Brosset vient de rejoindre sa nouvelle affection : la mission militaire française en Colombie.

La défaite, les péripéties de la campagne ne le touchent pas directement bien qu'un tel effondrement, malgré la distance, l'ébranle profondément.

Mais c'est justement cet éloignement qui lui permet de faire mûrir sa décision et de l'expliquer dans ses carnets. Ainsi on peut lire son cheminement de pensée de l'annonce de l'armistice à son ralliement effectif au général De Gaulle. L'armistice tout d'abord, le 22 juin lui déclenche une réaction sévère :



André Dewavrin, dit « Passy »



Paul Angenot

Collection de l'auteur

<http://lesamitiesdelaresistance.fr>

« Notre attitude est d'une vulgarité écœurante, d'une platitude définitive. Nous manquons non seulement à tous nos engagements avec nos alliés, mais encore aux engagements gratuits pris vis-à-vis de nous-mêmes, pris dans les derniers jours de n'accepter qu'une paix honorable. [...] Non seulement nous avons délibérément fait table rase de nos engagements antérieurs mais encore nous en avons pris tout récemment dans le but semble-t-il d'avoir un peu plus de fange dans laquelle nous rouler »

Le 27 juin 1940 il adresse une lettre au général De Gaulle où il expose ses motivations pour le rejoindre. Cette lettre parle d'elle-même, rappelant toutes les motivations qui peuvent objectivement pousser un officier comme lui et dans sa situation à entrer en dissidence, voilà pourquoi il importe de la présenter dans son entièreté :

« Mon général,
L'impossibilité d'obtenir un commandement de troupe parce que récemment breveté, la vanité de tout effort pour agir de façon efficace dans l'état-major de corps d'armée auquel je comptais m'ont décidé il y a trois mois à accepter de faire partie de la mission militaire française en Colombie.

Aujourd'hui, prisonnier d'un contrat et du manque de moyens financiers, je ne peux donner suite à mon désir de m'aller placer sous vos ordres.

Je veux du moins faire le geste de me « compromettre » en me mettant, moralement, à votre disposition, non sans espoir de réussir, dans un délai plus ou moins long – et peut-être avec votre aide – à m'y mettre de façon plus effective.

Votre réponse au maréchal Pétain a interprété d'une façon rigoureusement exacte le sentiment de nombreux Français résidant à l'étranger. Elle a particulièrement exprimé le mien. Vous y avez montré des réflexes qui m'ont rappelé ceux du général Mangin, mon beau-père, aux jours – glorieux grâce à lui – de Verdun ; des réflexes qui ont été, à une autre époque, ceux de mes anciens camarades les officiers du Maroc. Rien d'étrange qu'ils soient semblables à ceux que ma situation actuelle, paradoxale et désolante, m'empêche de proclamer.

Si vous avez besoin d'un officier breveté, parlant l'anglais et beaucoup mieux l'arabe, si l'ambassade d'Angleterre à Bogotá peut faciliter mon retour avec ma femme et mes quatre enfants à Londres, en Afrique du Nord ou en Orient, je ne doute pas qu'une fois créées les possibilités matérielles de ce voyage un entretien avec le président Santos me donne

la possibilité morale de m'embarquer, me procurant la joie et l'honneur de servir sous vos ordres.

Je voudrais, mon général, pouvoir espérer retrouver auprès de vous quelques-uns de mes beaux-frères Mangin qui, où qu'ils soient aujourd'hui, sont certainement, au moins en esprit, à vos côtés.

Croyez, je vous prie, mon général, à l'assurance de mes sentiments respectueusement dévoués. »

Le 29 juin Brosset exprime à nouveau dans ses carnets la réflexion qu'il fait sur l'initiative entreprise par le général De Gaulle et offre sans doute le meilleur témoignage direct sur le pourquoi du ralliement à la France Libre en 1940 :

« Il y a des moments où il faut savoir faire gratuitement un acte qui vous compromette. [...] On doit savoir faire abstraction de soi pour s'unir et, un organe central s'imposant, celui qui se trouvant dans la situation de le créer a su en prendre l'initiative, mérite qu'on s'incline devant lui. Les appels du général de Gaulle à tous les Français indépendants méritent d'être entendus [...] Peu importe que condamné par les vieillards il soit considéré par le gouvernement de Bordeaux comme rebelle. Des hommes qui ont admis de capituler sans condition – et je demande qu'on cherche dans le texte de l'armistice une condition française – ne méritent pas qu'on les considère comme libres de jugement et d'action, ils ne sont proprement plus un gouvernement. [...] Se résigner devant l'inévitable est une sagesse : si la résignation est temporaire. Se résigner tant que l'action présente encore des ressources est une lâcheté. »



<http://www.mauritanidees.fr>

Diego Brosset

« Ici Brosset nous fourni un contre-exemple parfait des raisons pour lesquelles la rébellion peut être une discipline en soit sur le chemin de l'honneur si cher aux officiers, une clé pour résoudre ce cas de conscience si difficile à appréhender et définir ... »

Toute la profondeur de son jugement, de son analyse, peut nous permettre ici de faire progresser cette étude, car par son explication, par ses propres mots, il décrit très bien la nécessité morale qui pour lui fait foi en pareille situation et légitime la désobéissance. Comme nous avons pu le voir avec l'argumentation du général Béthouart dans les pages précédentes, il est important pour les officiers de résoudre le conflit de conscience qui existe chez eux en 1940 mais il peut arriver – nous l'avons vu avec Béthouart – que l'on ne parvienne pas à abandonner ses préceptes de vie pour entrer en dissidence. Ici Brosset nous fournit un contre-exemple parfait des raisons pour lesquelles la rébellion peut être une discipline en soi sur le chemin de l'honneur si cher aux officiers, une clé pour résoudre ce cas de conscience si difficile à appréhender et définir. Le 6 juillet sa réflexion sur le sens de la discipline et de l'honneur en ces temps troublés se transpose même à tous les Français dont il juge l'inertie coupable dans la défaite :

« On a l'impression que les Français ne pensent plus, ils font semblant. Pour ne pas prendre parti on exécute l'ordre qui suit la filière administrative habituelle. Ce qui dirige aujourd'hui les réflexes des Français ce sont ces bureaux qui dans la décadence de toutes les civilisations ont survécu à la catastrophe qui les abattit, rouages qui continuent à tourner après que la machine s'effondre, inertie particulière de la masse sociale qui fut un peuple. Mais dans les écroulements antérieurs il y eut je crois toujours des réactions individuelles assez notables pour déterminer d'importants mouvements collectifs de révolte. [...]

Aujourd'hui les Français exécutent, ils ne jugent pas, ne réagissent pas, j'en connais pour lesquels aucun problème ne se pose ! Ils exécutent avec un reste d'éclat, aussi inutile et vain que le geste du toréador encorné qui se relève et rageur frappe le taureau avant qu'on l'emmène à l'infirmerie. La marine française a lutté dans le port d'Oran, misérablement, avant de disparaître et a crié : « l'honneur est sauf ». Mais le vocabulaire des langues ne se modifie pas en quelques heures, il faut des siècles pour former les concepts auxquels s'attachent les mots et l'honneur en français c'est tout autre chose que ce qu'apporte un geste. [...] « Morale, Patrie, famille » doit être la prochaine devise de la France ? Mais alors il était peut-être imprudent de vider d'abord ces mots de leur sens ! Quelle morale apprendrons-nous à des enfants qui liront dans leur histoire qu'on avait le soin au temps de leur père de protester, avant de prendre une attitude ou une décision, que cette attitude serait ignoble, cette décision honteuse et qu'on ne saurait s'y arrêter ? Qu'est-ce qu'une Patrie dont il ne reste que le sol et dont on piétine ce qui fit sa noblesse non seulement à ses propres yeux mais aux yeux du monde ? Qu'est-ce que la famille représente quand au culte des morts qui ont voulu la défendre répond l'obséquiosité vis-à-vis de ceux qui la décimèrent ? [...] A quand la revanche de l'armée ? On peut avoir confiance, son tour viendra, le défenseur de Verdun, le sauveur du Maroc (que méprisait si cordialement Lyautey), et l'homme-qui-va-derrière-lui, l'intègre et désintéressé beau-père de M. de Chambrun, sauront nous donner

FRANCE
LIBRE

l'occasion de fonder sur de magnifiques actions cette France nouvelle qu'ils édifient sur les ruines de celle dont l'effondrement ne peut être reproché qu'aux dirigeants d'hier et aux profiteurs du régime abattu dont, certes, ils ne furent ni l'un ni l'autre ! [...] mon individualisme n'accepte pas que la vie se meuble d'intentions, l'individu vaut par ses possibilités mais elles se mesurent aux actes. Mon scepticisme se méfie de la sécheresse et s'oblige à sacrifier de temps en temps à la beauté morale. J'éprouve devant l'ignominie française un besoin d'expiation aussi impérieusement et de la même façon que je sens parfois l'autorité d'un beau vers. Le besoin d'expiation est d'une exacte valeur morale : les humbles le sentent, naïvement ils en cherchent les voies. Actuellement la colonie française songe à profiter du 14 juillet pour aller protester auprès du ministre d'Angleterre son attachement aux serments jurés ; c'est bêtement républicain, d'un tact douteux, mais au fond c'est bien l'expression maladroite d'un sentiment juste. »

Le 30 juillet, la réflexion de Brosset, jusqu'alors personnelle, militaire et politique à propos de la guerre, s'élargit pour devenir plus philosophique, et même plus idéologique :

« [...] moi qui me scandalisai en parlant des Allemands sans haine, je scandaliserais aujourd'hui en rappelant que les positions respectives des nazis et des Anglo-Saxons nous obligent – tout de même [...] à prendre parti pour ceux-ci. On paraît avoir oublié en France que le nazisme est antihumaniste et antichrétien parce que nietzschéen et que cela divise le monde en deux ; [...] la France ne comprend pas qu'elle fait du masochisme, maladie mortelle des vaincus qui s'abandonnent. [...] Dire que l'Angleterre et l'Allemagne se porteront de tels coups que nous ramasserons sans peine les débris du festin au cours duquel elles se seront entremangées, n'est-ce pas un leurre de vaincus, de moralement vaincus ? [...] Soyez masochistes, Français, et le fouet s'abattra sur vous plus cruel. Quand les hommes craignent la guerre, quand les femmes craignent l'enfantement, le peuple est mûr pour la destruction ou l'esclavage. »

Le 12 septembre il adresse une lettre au général Weygand pour lui exprimer le fond de sa pensée et le vide de sens que représente la fidélité au Maréchal dans les circonstances dans lesquelles se trouve la France. Cette longue lettre, que nous ne rapporterons pas ici, tente néanmoins d'appeler Weygand à la sagesse. Il hésitera pendant trois jours à l'envoyer, faisant plusieurs versions mais où une constante ressortait : le départ pour l'Afrique de Weygand, l'application de son autorité à suffoquer la tentative de réaction d'une partie de l'Empire, faisait perdre à Brosset l'estime qu'il avait jusqu'alors pour lui. Pour Brosset, dire, exprimer par des mots sa pensée fut :

« Une satisfaction donnée à mon indignation presque suffocante, mais surtout c'était la mesure par laquelle je coupais les ponts, je m'obligeais à suivre la voie de ma conscience. [...] Cette lettre n'est pas partie d'un coup de tête, je l'ai gardée dans mon bureau, en brouillon, trois jours, et pendant ces trois jours j'ai hésité une fois à l'envoyer. [...] »

Comme on peut s'en douter, la réponse qui arrivera trois semaines plus tard lui ordonna de rejoindre la France au plus tôt. Mais le 19 septembre Brosset exprime à nouveau sa

pensée sur la défaite et ses conséquences en France. Pour lui la rébellion est un honneur dans cette défaite, et il est en pleine harmonie avec sa conscience quand il déclare, lucide sur les événements et sur ceux qui en profitent pour instaurer un nouveau régime :

« Qui est responsable de tout cela : un maréchal de France et c'est lui, ce vieillard décevant et déçu, qui prétend faire juger pour trahison des hommes politiques qui se trompèrent, peut-être de bonne foi, mais qui, s'ils trahirent, trahirent moins honteusement que lui-même. [...] Est-ce que je pourrai faire assez pour que ces salauds me condamnent à mort ? J'attendrai cette condamnation comme un baptême. »

Pour lui la défaite a des retombées encore plus vastes que l'on ne peut l'imaginer. Le fait d'être alors en Colombie l'aide à avoir une vue plus globale et pour lui la défaite n'est pas seulement néfaste à la France sur le plan militaire.



Edgard de Larminat

Plus grave peut-être pour la continuité du conflit et l'avenir du pays, elle a entraîné une baisse de la France dans l'estime des pays jadis amis, et la cause en est l'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain. Aussi rompre avec le nouveau régime incarné par le vainqueur de Verdun est désormais nécessaire. Le 7 octobre 1940 il conclut donc de manière décisive, « chirurgicale » pour reprendre son terme, cette nécessité pour lui de rompre avec Vichy et de rejoindre la France Libre :

« Le patriotisme officiel, le leurre des belles phrases, l'illusion volontaire ont perdu le pays. La maladie est arrivée au point où l'opération chirurgicale s'impose. L'opération chirurgicale c'est l'acte d'indiscipline, le refus méprisant d'accepter encore des chefs et un ordre de choses qui nous conduits à la catastrophe. »

Il choisit donc de devenir rebelle et de l'assumer. Choix lourd de sens quand on considère toute l'importance des concepts d'obéissance, de discipline qui régissaient sa vie d'officier jusqu'alors et que nous appréhendons depuis le début de cette étude. Son témoignage est capital et exemplaire pour la compréhension de son ralliement et plus largement pour la compréhension des ralliements de tous les Français Libres en 1940 qui partagèrent le même idéal. Qui plus est, cette analyse tiens non seulement sur le plan militaire, mais aussi sur le plan politique, pour montrer le comportement d'un officier convaincu du bon droit de sa décision. Nous touchons là du bout du doigt l'instant où la désobéissance devient légitime dans la conscience d'un officier.

Larminat, Legentilhomme ou l'appel à la poursuite de la guerre

Nous l'avons également abordé en introduction, outre les officiers ayant eu la possibilité et la liberté de rejoindre la France Libre, il existe aussi ceux qui, dans l'Empire, furent pour ainsi dire « frustrés » de n'avoir pas pu combattre, et qui gardèrent intacts leur volonté de se battre et leur moral. Avant même l'armistice, en Afrique du Nord ou en Asie, beaucoup s'interrogeaient déjà sur la conduite à tenir. Aussi, devant les nouvelles terribles qui déferlent à partir du 18 juin, les militaires se trouvèrent partagés entre l'accablement et la stupéfaction. Et l'attitude de ceux qui se trouvent dans les colonies et à l'étranger rejoint par certains points celle que nous venons d'aborder pour ceux qui étaient au sein de missions militaires : l'armistice, dont ils ignorent tout alors, les plonge dans la consternation et la honte. Comment toutes les possibilités de la lutte avaient-elles pu être épuisées en cinq semaines ? De part leur situation, au sein d'unités, de chaînes de commandement, la forme du ralliement des officiers présents dans l'Empire prend un autre sens qu'il convient d'aborder pour compléter cette étude. En effet pour pouvoir continuer la guerre, la France Libre devait aussi pouvoir compter sur une assise territoriale et c'est là que l'Empire et les officiers qui y sont en poste en 1940 vont avoir leur importance. Larminat en sera l'une des figures marquante et son choix de la France Libre se fit dans une perspective évidente à ses yeux de poursuite du combat. Chef d'état-major du commandement supérieur des troupes du Levant à Beyrouth, il a connu un parcours assez accidenté et l'attitude

qu'il va adopter est tout à fait conforme à son personnage qui a déjà montré son indépendance d'esprit au cours de sa carrière au Maroc, en Indochine et en Mauritanie. Cette solution était de plus facilitée par la situation dans laquelle il se trouvait : n'ayant pas pu combattre, le moral et la volonté d'en découdre étaient intacts, tout comme ses troupes qu'il tenta d'entraîner avec lui dans la mesure de ses moyens (ses fonctions de chef d'état-major du théâtre d'opérations pouvaient l'y aider). Il rapporte lui-même le cheminement qu'il dut accomplir pour rejoindre la France Libre dans ses *Chroniques irrévérencieuses* :

« Le 18 fut beaucoup plus brillant et la résolution s'y affirma bruyamment de tenir jusqu'au bout, jusqu'à la victoire finale, aux côtés de nos alliés. Et les télégrammes commencèrent à s'échanger avec l'Afrique du Nord, Djibouti et toutes autres possessions d'outre-mer, affirmant cette résolution et prônant sa généralisation. L'appel du général De Gaulle, parvenant dans cette fièvre « jusqu'au-boutistes », fut considéré comme l'expression d'une nécessité évidente, et au surplus nul ne doutait qu'il ne fût superflu, tant était répandu cette idée qu'il n'y avait pas d'autres attitudes possibles pour les territoires et les forces d'outre-mer, et que de France même devaient s'évader spontanément et de toutes façons d'importants moyens. Certains militaires pensaient que ce colonel de la veille était bien osé de se tailler un rôle facile d'emballerment général, sinon d'enfoncer des portes ouvertes. Dans l'ensemble, outre-mer, tout ce qui portait étoile regarda avec méfiance, l'annuaire sous le bras, une initiative a priori suspecte. »

On voit ici que la nouvelle de l'appel du 18 juin fut pour lui l'affirmation d'une volonté de combattre qu'il ne pouvait qu'approuver. Cependant on peut aussi voir que cette attitude n'est partagée qu'avec scepticisme par les officiers supérieurs et le haut-commandement dans l'Empire. Cela révèle le fond de l'Histoire une fois de plus : trop attachés à la discipline et aux ordres à suivre à la lettre, toute attitude qui sort du cadre, si louable soit-elle, est condamnée par la majorité des officiers qui ne respirent et ne marchent que parce que le règlement le

leur autorise. Toutefois Larminat est bien conscient de l'importance du Levant dans la guerre qui va se prolonger et veut tout tenter pour garder ce territoire dans la guerre aux côtés des Britanniques, y compris aller jusqu'à un utopique coup d'état au Liban et en Syrie :

« La question était de choisir librement, au bon moment, de ne pas risquer de se trouver en présence de l'alternative sous des pressions contradictoires et violentes. Tout ceci était assez généralement compris. Par-dessus tout, le désir était vif de se battre, de faire payer aux Italiens leur lâche agression, de rester fidèle à nos alliés. »

Malheureusement le flottement dans les prises de décisions du commandement, que ce soit celles prises par le général Mittelhauser ou celles du Haut-commissaire Puaux, jouait de plus en plus en faveur de l'armistice, du Maréchal Pétain et du général Weygand. Larminat va donc subtilement utiliser ses fonctions pour planifier le passage des troupes du Levant vers la Palestine. Puisque l'armée n'obéissait qu'aux ordres, il fallait contourner habilement l'obstacle de la discipline aveugle en préparant des ordres d'opération prescrivant ce déploiement. Une fois en territoire sous contrôle britannique tout retour en arrière serait plus ardu et le tour serait joué. En attendant la décision fatidique devait être prise par Larminat qui lui aussi devait régler la question du cas de conscience :

« J'étais dans une situation difficile. Mon devoir était d'être loyal vis-à-vis de mon chef, et l'intérêt national était évidemment que l'ensemble des territoires du Levant et des troupes qui y stationnaient restât dans la guerre. C'était le grand jeu, celui auquel il fallait tout sacrifier, et pour le gagner arriver à tenir dans ses brancards un vieux cheval fatigué et quelque peu vicieux. [...] Au milieu de tout cela, je sentais notre position vacillante. Mais je me refusais à agir en fonction d'un abandon éventuel, et même à préparer une telle action, car c'eût été d'une part un double jeu, chose que je n'aime ni ne sais pratiquer, d'autre part un sûr moyen de précipiter un événement que j'espérais conjurer.



Paul Legentilhomme

« De son côté Legentilhomme, colonial, brigadier en 1938 à 54 ans, qui commande les troupes de la côte française des Somalis (Djibouti), proclame lui aussi très tôt son intention de continuer la guerre ... »

La suite m'a d'ailleurs prouvé qu'organiser en sous-main la dissidence contre le commandement se fut heurtée à des obstacles internes, et à l'opposition des Britanniques qui préférèrent s'assurer la neutralité bienveillante du commandement français du Levant, plutôt que d'obtenir à ses dépens des effectifs et des armes ; vue politique théoriquement juste dont l'événement prouva la faiblesse. En fait nous ne pouvions faire mieux que d'essayer de maintenir la volonté de résistance de notre chef, tant qu'il y aurait de l'espoir. [...] Il y eut à mon avis plus grave sur le plan moral. Nul ne doutait que le Levant, en raison de sa situation géographique, dût être entraîné dans le conflit. Mais si ce n'était pas au côté des Britanniques, ce serait contre eux. En écartant le premier terme, qui s'offrait à portée de la main, l'on rendait dangereusement possible le second, qui finalement se réalisa. Et ainsi l'on promettait de bons soldats français, qui n'aspiraient qu'à verser leur sang contre l'ennemi allemand ou italien, à ce sort affreux de devoir se faire tuer, par pure discipline, contre leur conscience, en combattant des Britanniques et des Français Libres.»

Mais n'étant alors pas certain du succès de son entreprise, Larminat pris soin, avec l'accord de Mittelhauser, de mettre en route vers la Palestine la brigade polonaise qui stationnait alors au Levant. Son équipement fut complété tout comme son armement, par prélèvement sur les unités les plus approchées.

Du reste cette initiative fut une excellente opération, car tout cela servit à la défense de Tobrouk où la brigade polonaise se distingua, et c'est autant de moins que les Français Libres eurent contre eux en Syrie en 1941. Le plan de Larminat, comme nous l'avons vu plus haut, se basait essentiellement sur la complicité au moins passive et la connivence du commandement. Larminat prépara donc, en son nom personnel, une circulaire à envoyer à tous les commandants d'unités afin de se tenir prêt à faire mouvement. De cette manière, son cas de conscience résolu, il était décidé, de l'intérieur et en ayant tu ses projets de dissidence à ses supérieurs, à tout tenter pour faire passer l'armée du Levant du côté de la France Libre. Cependant dans sa circulaire il ne prit personne en traître et précisa que chacun devait suivre sa conscience et non suivre un mouvement quelconque :

« Il ne faut surtout pas de vocation factice décidée dans un moment d'emballlement ou poursuivre l'exemple d'un ami d'un chef. La décision à prendre est grosse de conséquences : séparation des siens, exil du pays natal, perte de la nationalité, exécutions en cas de capture, service dans une armée étrangère. Il ne faut donc faire de pression sur personne. Ceux qui viendront doivent s'être décidés d'eux-mêmes et en toute indépendance. »

Larminat voulut attendre pour expédier son papier que la décision d'abandon fût définitivement prise ; s'il ne restait qu'une bien faible chance que la nuit eût porté conseil, revigorant Mittelhauser, du moins fallait-il ne pas la négliger. Malheureusement il n'en fut rien et Larminat fut mis aux arrêts.



<http://www.ordredelaliberation.fr>

François Ingold

« Pour le futur général Ingold, alors en poste sur les rives du Chari, au Tchad, la question de la dissidence ne représenta pas un cas de conscience particulier ... »

Cependant son ordre était parvenu aux unités et le lendemain les contrordres frénétiques émanant de Mittelhauser n'y purent rien. Ce dernier dut lui-même courir après les unités en mouvement vers le sud durant deux jours pour arrêter leur marche tandis que Larminat s'évadait pour gagner lui aussi la Palestine. C'est avec un comportement tel que celui de Larminat que l'on peut déceler une autre catégorie d'officiers faisant le choix de la France Libre : ceux qui ont la volonté de poursuivre la lutte depuis l'Empire, mais dont leur situation à la tête de commandements peut entraver le ralliement. Ces officiers vont non seulement relever le défi de rompre avec la discipline mais vont aussi tenter d'y entraîner les hommes sous leur commandement, leur posant à leur tour un cas de conscience devant une consigne reçue de dissidence, aussi camouflée par un ordre général d'opération soit-elle. Ce sont ces officiers qui ont rendu possible la rentrée de l'Empire dans la guerre, en faisant preuve des vertus cardinales de foi, d'imagination et de caractère, plus nécessaire que jamais en période exceptionnelle. Ils ont dû, naturellement, en convaincre ou éliminer d'autres, pour lesquels la « discipline » tenait lieu de tout le reste.

De son côté Legentilhomme, colonial, brigadier en 1938 à 54 ans, qui commande les troupes de la côte française des Somalis (Djibouti), proclame lui aussi très tôt son intention de continuer la guerre avant et après l'annonce de l'armistice. Peu de témoignages relatent en détail ces événements bien qu'eux aussi soit importants dans l'étude des débuts de la France Libre. Le 19 juin, Legentilhomme adressa au général Noguès un message ainsi libellé : « *Je continuerai à résister ici. Je refuserai de cesser les hostilités avec l'ennemi en toutes circonstances. Je combattrai avec les Britanniques pour l'honneur du drapeau jusqu'à la victoire finale* ».

On le voit donc lui aussi possédait une grande conviction et souhaitait poursuivre le combat en persuadant les troupes placées sous ses ordres de faire de même. Seulement des émissaires envoyés par Vichy à Djibouti arrivent rapidement pour convaincre les subordonnés de Legentilhomme de ne pas suivre son exemple. C'est ainsi que la garnison dont le volume se monte à 10 000 hommes reste dans l'expectative plusieurs jours. Fraîchement arrivé à Djibouti, Larminat lui apportera tout son soutien, en vain. Cependant c'est grâce à lui que l'on possède un point de vue sur Legentilhomme sur cette période, et sur la peur déjà teintée de vichysme où se réfugia la population de ce territoire en juin 1940. C'est finalement seul que Legentilhomme rejoindra la France Libre via le Somaliland britannique, devenant tout de même le seul et unique général en activité à faire ce choix. Il prendra par la suite le commandement de la première division française libre (1^{ère} DFL) à sa création le 15 avril 1941.

Ingold et l'Afrique qui veut se battre

Pour le futur général Ingold, alors en poste sur les rives du Chari, au Tchad, la question de la dissidence ne représenta pas un cas de conscience particulier car il était évident pour lui aussi que l'Empire devait continuer la guerre, à fortiori les territoires qui n'étaient pas directement exposés à la menace allemande. L'armistice que lui et ses troupes venaient d'apprendre ne les concernait pas. Les postes de radio étant rares, ceux qui entendirent l'appel du 18 juin furent peu nombreux, aussi l'initiative voulue spontanément par Ingold de continuer la guerre ne fut influencée que par sa conception du patriotisme et son rejet de l'armistice. Sa décision n'influença toutefois que son bataillon

et il faut attendre le mois de juillet pour voir tout le Tchad passer à la France Libre, faisant abstraction des manœuvres des vichystes locaux et de la propagande. D'un point de vue plus personnel, voici comment le fils du général Ingold rapporte son attitude et la manière dont il fit progressivement son ralliement, avec ses troupes :

« Mon père m'a plus d'une fois raconté qu'aux heures sombres de juin 1940, au moment où il fallait décider et prendre parti, sa réaction fut similaire à celle du jeune alsacien qu'il était en 1912 : le refus de la défaite et l'espoir de la reconquête. [...] En 1940, à cette croisée des chemins qui allaient entrer dans l'histoire, il sut immédiatement où se trouvait son devoir. Il avait déjà ressenti la sûreté de son instinct. S'ajoutant aux sentiments que lui dictaient sa conscience et son sens de l'honneur, une intuition venue des profondeurs de l'être joua un rôle capital dans la position ferme que prit mon père en 1940 pour le « mouvement ». »

Mais l'attitude affichée par Ingold, la certitude de ses convictions, s'affirmera vraiment quand il fera face, tout comme le colonel Marchand à Fort Lamy qui sera un des piliers du ralliement du Tchad lui aussi, ou encore le colonel Bureau au Cameroun, aux tentatives de contestation locale. En effet devant le doute exprimé par des personnalités civiles au fort penchant vichyste, Ingold jugera très vite la rupture inévitable. Accompagné de sous-officiers, il s'attachera donc, tout comme Larminat avait tenté de le faire par des moyens détournés au Levant, à convaincre les hésitants, soutenir ceux désirant continuer la guerre, au besoin en donnant lui-même de la voix :

« Il y en a assez ! Il faut choisir entre la capitulation et la France libre. Nous refusons de suivre Vichy, de capituler sans avoir combattu. Vous êtes des lâches pour capituler à 6 000 km de la métropole sans vous être battus ! »

La rébellion était en marche. Elle ne s'arrêtera pas. Faisant le tour des « popotes » Ingold continuera sa propagande, s'opposant à d'autres officiers parfois, mais n'hésitant jamais à leur dire le fond de sa pensée :

« Parce que c'est un jour décisif pour la France. Il faut choisir entre De Gaulle et Vichy. Il y a deux chemins. Nous n'acceptons pas les ordres de Vichy. Les Marocains eux-mêmes ont le baroud d'honneur !... Il faut savoir si nous sommes les descendants de soldats d'Austerlitz ou si la France est faite seulement pour cultiver la terre et fabriquer les jupons des gretchen ! »

Mais la réaction adverse, bien que peu probable, était encore possible. Ingold rassembla tous les cadres et les Européens de son bataillon en face du camp et leur expliqua ce qui se passait, arguant que « ce ne sont pas les majorités qui gagnent, ce sont les minorités actives. ». Ses sous-officiers, ses caporaux et soldats sont alors unanimes et seuls deux officiers demandèrent à réfléchir. En presque une journée Ingold avait réussi à rallier toute la garnison de Fort Archambault à la France Libre. Ayant mis la main sur l'arsenal, Ingold força alors le commandant d'armes, Callaud, qui s'était positionné en faveur de Vichy jusqu'alors, à s'incliner sans qu'une goutte de sang ne coule dans Fort Archambault. Le 30 août au matin, l'ordre de prise de commandement est affiché dans les rues de la ville, indiquant à tous de servir « dans le calme avec honneur et fidélité » une « France libre » qui n'admet et n'admettra jamais que [...] notre sol africain soit souillé par le Boche ou l'Italien. » la conviction des officiers comme Ingold ou Marchand, leur volonté de poursuivre la lutte l'avaient emportée.

De fait, par le ralliement de l'AEF et d'autres colonies de par le monde, la France Libre se dote dès août 1940 d'une base territoriale – donnée non négligeable – d'où elle peut désormais revendiquer le statut d'autorité centrale provisoire de la France, contestant depuis Brazzaville la légalité et la légitimité du gouvernement de Vichy, ravalé au rang d'état fantoche à la botte de l'ennemi. Ces territoires pourront fournir des contingents de troupes qui participeront à toutes les campagnes de la France Libre. Oui combattre, même sans pouvoir peser nulle part de manière décisive sur l'issue des combats, c'était avant tout légitimer la prétention de la France Libre à incarner la vraie France, fidèle à ses engagements. Pour De Gaulle, il était bien évident que la participation des Forces françaises libres aux combats devait nourrir cette aspiration politique à préserver les intérêts nationaux, et l'importance des officiers



L'appel qui éveilla bien des consciences

« La défaite – et De Gaulle le décela très vite – fut un échec tant militaire que politique, et choisir la France Libre se révéla avec le recul être un choix politique même si les acteurs de cette époque n'en furent pas forcément conscient ... »

ralliés à travers l'Empire, la résolution de leur cas de conscience et l'apport de leurs troupes dans la lutte fut en ce sens déterminant. Après tout « *il n'y a pas de France sans épée* » et c'est justement le ralliement de ces « épées » qui permit à la France Libre de s'affirmer sur le plan politique.

Conclusion

La défaite – et De Gaulle le décela très vite – fut un échec tant militaire que politique, et choisir la France Libre se révéla avec le recul être un choix politique même si les acteurs de cette époque n'en furent pas forcément conscients, a fortiori les officiers. Pour ces derniers, en 1940, le terme « politique » désignait avant tout le mode de fonctionnement de la démocratie parlementaire sous la III^e République, régi par des luttes partisans désormais perçues comme sources de divisions et comme la cause de l'effondrement du pays. En ce sens, le concept même de politique renvoyait à un passé avec lequel une écrasante majorité de Français, à Londres aussi bien qu'à Vichy, entend rompre. Dans l'immédiat, la politique fit donc figure de tabou et la grande majorité des Français libres se voulurent apolitiques alors même que de part leur acte de dissidence ils faisaient sans le savoir de la politique, le patriotisme étant sans doute le premier concept récupéré par les gouvernants en temps de guerre. Le seul objectif affiché n'était donc, en 1940, que la constitution d'une force militaire pour combattre l'ennemi aux cotés des Alliés jusqu'à la victoire, conformément aux engagements de la France. Cet objectif, nous l'avons vu dans les propos tenus par Brosset, fut à la base de la motivation des premiers Français libres. De cette manière le mouvement ne fut pas politisé « trop tôt ». Il faudra attendre 1942 pour que De Gaulle admette que l'on joue sur les

mots en prétendant que la France Libre ne poursuit pas d'objectif politique à travers son engagement militaire. Car il est vrai qu'en invitant les officiers de la terre, de l'air et de la marine à se joindre à lui, le chef de la France Libre introduisit une conception nouvelle dans le mode de fonctionnement traditionnel et réglementaire des armées : le droit au libre examen de la situation, à l'évaluation et au choix. Pour un officier ce choix n'était pas théorique, il engageait tant sur le plan physique et moral que psychologique et professionnel. Certains firent ce choix de leur propre chef sans avoir entendu l'appel du 18 juin, il était donc important de parler d'eux dans l'analyse des ralliements à la France Libre en 1940. Cependant il ne faut pas oublier non plus que le rappel permanent du devoir de discipline d'une part, et l'incitation à la désobéissance, voire à la rébellion et à l'insurrection d'autre part, furent diversement évalués en fonction de la variété des origines, des situations, des contextes politiques locaux et des affectations géographiques de chacun. Ainsi le choix de la France Libre fut un choix difficile à faire, il faut le souligner. Mais dans tous les cas de figures que nous avons évoqués on relève une constante : désormais, le devoir national devient l'affaire de la conscience individuelle. Une réalité apparaît alors évidente : le corps des officiers, dans la défaite, dans ce drame de conscience du choix de la France Libre, s'est cisaillé en fragments hostiles. Que le geste politique mais non moins capital du 18 juin ait été le fait d'un officier est, en lui-même, significatif. Issus d'un corps de l'État destiné par sa nature à l'accomplissement silencieux des devoirs imposés par la hiérarchie, les officiers remettaient en cause celle-ci, déplaçaient la source du devoir, invoquaient des valeurs supérieures à la discipline et au respect des chefs,

créaient une coupure qui allait s'accroître au long des années. Pour la première fois depuis plus d'un siècle s'était alors trouvée posée aux soldats la question du choix, d'un parti à prendre, d'une détermination d'ordre personnel – et d'autant plus douloureuse que les appels contradictoires auxquels ils étaient sommés de répondre ne se réclamaient en fin de compte que d'un même impératif et qui n'était autre que celui du service de la patrie. Malgré l'amalgame, la libération, l'épuration et autres replâtrages successifs qui se révélèrent inmanquablement maladroits et trompeurs, cette coupure, cette rupture, née en juin 1940, se retrouvera dans les divers épisodes d'un drame échelonné sur 30 ans où les militaires sauront à nouveau invoquer des valeurs plus hautes que l'obéissance à l'État et se laisseront tenter par d'autres dissidences, tout aussi légitimes que celle de 1940 à leurs yeux.

Bibliographie :

BETHOUART, Marie-Emile Antoine, *Cinq années d'espérances*, Plon, Paris, 1972.

BODIN, Jérôme, *Les officiers français, Grandeur et misères 1936-1991*, Perrin, Paris, 1992.

BROSSET, Diego, *Carnets de guerre, correspondances et notes (1939-1944)* in *Français en résistance, Carnets de guerre, correspondances, journaux personnels*, Coll. Bouquin, Editions Robert Laffont, Paris, 2009.

CAILLETEAU, François, *Les généraux français au XX^e siècle*, Economica, Paris, 2010.

DE LA GORCE, Paul-Marie, *La République et son armée*, Fayard, Paris, 1963.

DE GAULLE, Charles, *Mémoires de guerre*, Tome 1, Plon, Paris, 1954.

DENIS, Pierre, *La contestation chez les cadres de l'armée française, de 1650 à 1986*, Editions Resiac, Paris, 1989.

GIRARDET Raoul, *La société militaire de 1915 à nos jours*, Plon, Paris, 1953.

GIRARDET Raoul, *La Crise militaire française, 1945-1962*, Armand Colin, Paris, 1964.

INGOLD Gérard, *Le général Ingold, Challenges d'aujourd'hui*, Paris, 1995.

LARMINAT, Edgard (de), *Chroniques irrévérencieuses*, Plon, Paris, 1962.

MONTEIL, Vincent, *Les officiers*, Editions du Seuil, Paris, 1958.

SALKIN Geneviève, *Général Diego BROSSET*, Economica, Paris, 1999.

SALKIN Yves, *Collet au galop des Tcherkesses*, Economica, Paris, 1999.

SPILLMANN Georges, *Les cas de conscience de l'officier*, Perrin, Paris, 1970.

VINCENT, Jean-Noël, *Typologie des forces françaises libres* in *Les armées françaises pendant la Seconde Guerre Mondiale (Colloque)* – p. 137, IHCC, Paris, 1985.



Les débuts chaotiques de la France Libre

Par Daniel Laurent



Ia version d'origine de cet article a été publiée dans l'*Histomag'*44 no.65, mai 2010, page 21. Mon cher confrère et néanmoins **ami Vincent Dupont**, préparant son dossier spécial « France Libre », m'a demandé si je pouvais accepter de le mettre à jour et de le voir publié. J'ai un peu hésité, ayant perdu l'habitude d'écrire pour l'*Histomag'*44, mais après tout pourquoi pas, d'autant plus que le magazine **Dernière Guerre Mondiale** n'a rien en projet sur ce sujet et que nous éviterons soigneusement de l'aborder ces temps-ci, Vincent et moi ayant pour principe de ne pas parler de la même chose et échangeons pour nous en assurer. Alors, chères lectrices, chers lecteurs, revoilà le père Laurent sur l'*Histomag'*44 !

Daniel Laurent

Dans la soirée du 18 juin 1940, un quasi-inconnu du grand public, général de brigade à titre temporaire et ex-secrétaire d'état à la guerre du gouvernement Reynaud, lance depuis les micros de la BBC à Londres un appel exhortant ses compatriotes à la résistance.

Cet Appel est l'acte fondateur de la France Libre dont la saga se terminera presque 5 ans plus tard avec la présence de la France à la signature de la reddition sans conditions du IIIème Reich, la création en Allemagne d'une zone d'occupation française et l'obtention d'un siège permanent avec droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU.

Parti de rien au milieu d'un désastre militaire sans précédent pour arriver à tout dans un contexte de victoire, Charles de Gaulle est devenu une légende en lui-même, ce qui est largement mérité mais présente parfois l'inconvénient de conserver dans l'historiographie quelques légendes annexes dont les erreurs historiques sont désormais avérées.

Si Charles de Gaulle, tout comme Churchill d'ailleurs, avait quelques belles et bonnes raisons de masquer certaines de ses difficultés dans ses Mémoires, expliquer comment se sont réellement passées les choses est tout à fait utile.



La décision de la rébellion

« C'est entre les 5 et 8 juin 1940 que Charles de Gaulle a été persuadé que Churchill maintiendrait la Grande-Bretagne en guerre et qu'il prend la décision, si le gouvernement français ne se replie pas sur l'Empire, de franchir son Rubicon en l'occurrence la Manche dont la largeur sied parfaitement à l'étendue du franchissement en question ... »

La décision de la rébellion

C'est entre les 5 et 8 juin 1940 que Charles de Gaulle a été persuadé que Churchill maintiendrait la Grande-Bretagne en guerre et qu'il prend la décision, si le gouvernement français ne se replie pas sur l'Empire, de franchir son Rubicon, en l'occurrence la Manche dont la largeur sied parfaitement à l'étendue du franchissement en question. Dans ses Mémoires de Guerre, le général date sa décision du 16 juin. Si c'est exact sur le plan calendaire (C'est en effet le 16 qu'il a la preuve que le gouvernement ne se repliera pas sur l'Empire et va demander l'armistice), cela ne l'est pas sur le plan politique.

L'envol

Les avocats passés ou contemporains du Maréchal Pétain indiquent souvent que de Gaulle s'est envolé de Bordeaux le 17 juin dans l'avion de Spears, représentant de Churchill auprès du gouvernement Reynaud, et qu'il l'a fait surtout de crainte d'être arrêté par le gouvernement Pétain, les deux hommes étant en froid depuis 1924.

Il est dorénavant clair que l'avion était celui mis à la disposition de De Gaulle et pas de Spears. De plus, la décision du départ est immédiate, Spears y adhère aussitôt et décide de partir à Londres avec lui pour l'aider à convaincre Churchill qui hésite car il souhaiterait recevoir à Londres des personnalités françaises de plus haut vol. Les choses étant ce qu'elles étaient, il dû se « contenter » du général bien qu'ayant, lui aussi, présenté à l'origine son arrivée comme étant une « mesure de sécurité ».

Il semblerait d'ailleurs que les bases du texte de l'Appel aient été jetées sur le papier dans la nuit du 16 au 17 juin à Bordeaux, traces d'une demande de De Gaulle pour les services d'une secrétaire ayant été retrouvées dans les archives. Mis à part préparer sa journée du lendemain, qu'il savait devoir être difficile, et établir les bases de sa future politique, on ne voit pas pourquoi il aurait eu besoin d'une dactylo cette nuit là.

Le 17 juin

Venant de Bordeaux, Charles de Gaulle et son aide de camp Geoffroy Chodron de Courcel, accompagnés de Spears, atterrissent à l'aérodrome londonien de Heston en fin de matinée. Il s'installe dans un appartement prêté par un Français, près de Hyde Park, au centre de Londres, au numéro 6 de Seymour Place

En milieu d'après-midi, le général de Gaulle est reçu par Winston Churchill au 10 Downing Street. Les appuis de Spears mais aussi de Duff Cooper ont eu raison des hésitations de Churchill. Le premier ministre britannique décide de mettre la BBC à la disposition du Général. Il a été convenu qu'il ne l'utiliserait que lorsque le gouvernement Pétain aurait demandé l'armistice. En fin d'après-midi, la nouvelle que le maréchal Pétain vient d'annoncer aux Français qu'il faut cesser le combat parvient à Londres. Le général décide alors de lancer son appel dès le lendemain. Mais Churchill reste évasif. La nouvelle du « *il faut cesser le combat* » émis par Pétain vers 12h 30 est connue à Londres dès 13h. Rien de neuf à cet égard dans l'après-midi ou la soirée. Mais c'est là que les ennuis commencent avec les hésitations anglaises !



Le 18 Juin

« Au moins 3 versions du texte seront rédigées et vivement discutées ce jour là, sans compter l'ébauche datée du 17. Il semblerait que 2 autres aient existé, mais elles ne sont connues que par des résumés. Le texte original sortira mal en point de ses affrontements qui durèrent toute la journée ... »

D'une part et contrairement à ce que l'intéressé a écrit plus tard, le siège de Premier Ministre de Winston Churchill est fragile. Les tenants de «*l'appeasement*», les pacifistes anglais, sont en force dans le gouvernement, sous la houlette de Lord Halifax et avec l'aide active de Robert Vansittart du Foreign Office, connu (à tort) comme churchillien ; il rejette viscéralement, les premiers jours, l'entreprise gaulienne, mais ne saurait être dit pacifiste. Ils ne veulent surtout pas, à ce stade de la guerre, critiquer en quoi que ce soit le Maréchal Pétain car, tout simplement, ils aimeraient imiter son initiative de demande de paix. Il convient aussi de faire la part du classicisme diplomatique car beaucoup de choses s'expliquent par la routine en un temps où elle est mortelle, car Hitler compte dessus.

D'autre part, les Français de Londres ne sont pas unanimement d'accord avec Charles de Gaulle, notamment Alexis Léger et, surtout, Jean Monnet.

Les uns comme les autres feront tout pour édulcorer autant que possible le texte de l'appel, voire l'empêcher.

Pour les comprendre, mais sans pour autant les approuver, il faut bien réaliser qu'Hitler avait complètement berné la quasi-totalité des dirigeants du monde et que se sont ceux qui espéraient alors pouvoir l'arrêter par les armes dans l'immédiat qui passaient pour de dangereux bellicistes.

Le 18 juin

Au moins 3 versions du texte seront rédigées et vivement discutées ce jour là, sans compter l'ébauche datée du 17. Il semblerait que 2 autres aient existé, mais elles ne sont connues que par des résumés.

Le texte original sortira mal en point de ses affrontements qui durèrent toute la journée. Citons un extrait de l'une des délibérations du cabinet britannique ce jour-là :

« Bien que le texte du message ne soulève aucune objection, il n'est pas souhaitable que le général de Gaulle, puisqu'il est persona non grata auprès du gouvernement français actuel, parle à la radio, aussi longtemps qu'on peut espérer que ce gouvernement agisse dans un sens conforme aux intérêts de l'alliance. »

Deux versions du texte diffusé le 18 juin existent :

- Celui qui fut réellement prononcé ce soir là, à 22 heures et non avant comme certains le disent.
- Celui diffusé AVANT par un communiqué de la BBC, donc moins censuré, et qui fut reproduit le 19 par certains journaux français.

Le véritable texte du 18 juin

L'histoire de ce premier texte diffusé le 18 juin mérite à elle seule une mention spéciale. Le discours ne fut pas enregistré par la BBC. Les premiers à avoir découvert ces différences furent une équipe d'amateurs passionnés sarthois qui se procurèrent le texte tel qu'enregistré par les services radiophoniques suisses dans des conditions qui firent dire par J.C. Averty, qui suivait cette affaire, à François Delpla au cours d'une conversation téléphonique que cela ressemblait à



Le véritable texte du 18 Juin

« L'histoire de ce premier texte diffusé le 18 juin mérite à elle seule une mention spéciale. Le discours ne fut pas enregistré par la BBC. Les premiers à avoir découvert ces différences furent une équipe d'amateurs passionnés sarthois qui se procurèrent le texte tel qu'enregistré par les services radiophoniques suisses dans des conditions qui firent dire par J.C. Averty, qui suivait cette affaire, à François Delpla au cours d'une conversation téléphonique que cela ressemblait à «une livraison d'héroïne dans un café de Barbés » ...

«une livraison d'héroïne dans un café de Barbés ».

Publié sans mention de sources en 1990, ce texte ne fut cependant jamais nié par les autorités helvétiques malgré le fait que sa publication dérogeait de quelques mois à l'obligation des 50 ans de non communication, ce qui explique « l'ambiance » lors de sa livraison.

Mais le clou a été enfoncé par Christian Rossé, membre suisse du forum « Le monde en guerre » qui a retrouvé dans les archives de Berne le texte original tel que publié, en allemand, par le service d'écoute radiophonique suisse dans son Bulletin du 19 juin 1940 à 6 heures du matin. Le texte et les cotes d'archives figurent ici en encart.

L'après 18 juin

La discussion rebondissant dans la nuit, sans qu'aucun document n'en parle, sinon le résultat final dans les journaux anglais du 19 au matin, qui est l'appel connu moins la dernière phrase "demain comme aujourd'hui...".

La encore, c'est Hitler qui mène le jeu. Pétain lui demande ses conditions d'armistice le 17 et ... il se hâte lentement de répondre, attendant le 21 pour convoquer une réunion et faire connaître ses conditions. Ce n'est qu'à cette date que le gouvernement britannique lâchera du lest et laissera de Gaulle s'exprimer plus librement, mais pas complètement encore et ce n'est que le 23, jour où le cabinet examine pour la première fois l'éventualité de reconnaître un comité présidé par le général, que les choses avancent vraiment.

Avant cette date, les variantes de l'Appel sont purement militaires. Elles appellent à la résistance mais ne remettent pas en cause la légitimité de Pétain ni ne parlent de sa trahison, ce qui est cependant à la base de la rébellion gaullienne.

Les phrases manquantes seront ajoutées (ou plutôt rétablies) fin juillet ou début août (Accords de Gaulle-Churchill, là encore connu seulement par ses résultats et son contexte - accord du 7 août Angleterre-France Libre -, notamment la fameuse affiche, dont la première apparition est dans les journaux anglais du 5 août).

La première apparition certaine du texte définitif, ou du moins du véritable texte d'origine, se trouve dans le n° 1 du bulletin des FFL, mi-août 1940.

Les premiers ralliés

Tant qu'il n'a pas en main cette reconnaissance de l'entité France Libre comme étant politique, Charles de Gaulle ne cherche pas vraiment à recruter des troupes, craignant que cela ne se transforme en une sorte de Légion Française à la remorque de l'armée britannique.

Une maigre reconnaissance intervient cependant le 28 juin, Churchill reconnaissant officiellement de Gaulle comme étant le «Chef de tous les Français Libres, ou qu'ils se trouvent, qui se rallient à lui pour la défense de la cause alliée».

C'est seulement à cette date que de Gaulle se consacre vraiment au recrutement, assuré que les volontaires ne seront pas «aspirés » par l'armée britannique.



Les premiers ralliés

« Tant qu'il n'a pas en main cette reconnaissance de l'entité France Libre comme étant politique, Charles de Gaulle ne cherche pas vraiment à recruter des troupes, craignant que cela ne se transforme en une sorte de Légion Française à la remorque de l'armée britannique ... »

Quelques adhésions notables ont cependant eu lieu entre temps : Le général Catroux, Thierry d'Argenlieu, L'amiral Muselier, le consul général à Bangkok Monod, l'attaché militaire à Tanger Luizet, le consul général à Pondichery, André Dewavrin qui, sous le pseudo de Passy prend en charge le BCRA, les célèbres marins de l'île de Sein, le consul général de France à Hong Kong, Louis Reynaud, etc.

Le professeur René Cassin, qui deviendra le juriste de la France Libre, arrive le 29. Il demande à de Gaulle «*Nous ne sommes pas une Légion étrangère dans l'armée anglaise, nous sommes l'armée française ?* ». De Gaulle lui a répondu, en le regardant bien en face «*Nous sommes la France* ». Cassin en est resté comme deux ronds de flan...

La sinistre affaire de Mers-el-Kébir, le 4 juillet, a affaibli le recrutement parmi les soldats français présents à Londres depuis le repli de Dunkerque.

C'est ainsi que le 14 juillet 1940, seulement 300 hommes défilèrent à Londres devant de Gaulle et Madame Churchill (Madame, pas Winston, significatif). Mais, selon Max Gallo, les effectifs à cette date sont d'une brigade, soit environ 2 000 hommes.

Cependant, affaiblir ne signifie pas tarir et des nouveaux volontaires se rallient en juillet-août :

900 légionnaires de la 13^{ème} DBLE dont le capitaine Koenig et le lieutenant colonel Magrin-Verneret dit Monclar, futur commandant du Bataillon France pendant la guerre de Corée, le général Legentilhomme à Djibouti, le colonel de Larminat au Caire, Lapierre, agent consulaire à Chypre, le capitaine Hackin à Kaboul, le capitaine Bouillon en Gold Coast, le lieutenant Soustelle à Mexico, ralliement des Nouvelles-Hébrides et de Tahiti.

Quelques navires viennent renforcer les Forces Françaises Navales Libres de Muselier : le contre-torpilleur Triomphant, les sous-marins Rubis et Narval.

Des pilotes aussi, qui seront les premiers Français Libres à reprendre le combat le 21 juillet aux côtés de la RAF.

Fin juillet, il y aura ainsi environ 7 000 Français Libres en Angleterre, plus les militaires en poste à l'étranger et qui se sont ralliés.

Petites anecdotes quant à ces débuts chaotiques :

La première voiture que Charles de Gaulle a utilisée à Londres était une voiture française, pas anglaise, mise à sa disposition avec le chauffeur par le Directeur de l'agence Cartier de Londres, Etienne Bellanger.

Grâce aux ralliements de quelques petites colonies, à l'arrivée avec Muselier d'un cargo français contenant 1 250 tonnes de cuivre et aussi celle d'un cargo d'avions Glenn Martin en pièces détachées dans les bagages de Pierre Messmer, la France Libre n'est pas financièrement à la remorque de la Grande-Bretagne. Les seules « donations » anglaises sont du matériel militaire et des armes, ainsi que quelques « faveurs » comme par exemple louer Carlton Gardens aux FFL à un prix « d'ami ». Notons aussi que des collectes furent organisées en Angleterre par de simples citoyens britanniques en faveur des « Free French » qui bénéficièrent quasi immédiatement du soutien de la presse et du public britannique, certaines Ladies sacrifiant même des bijoux.



Petites anecdotes

« Des pilotes aussi, qui seront les premiers Français Libres à reprendre le combat le 21 juillet aux côtés de la RAF.

Fin juillet, il y aura ainsi environ 7 000 Français Libres en Angleterre, plus les militaires en poste à l'étranger et qui se sont ralliés ... »

Au tout début, lorsque le personnel était très limité en nombre, de Gaulle en partant déjeuner avec son équipe demanda à la nouvelle recrue Georges Boris de rester pour « garder la boutique ». Ce dernier eut l'air très gêné, hésitant : « *Mais je suis Juif !* ». Réponse de De Gaulle : « *Monsieur Boris, je ne connais que deux sortes d'hommes : ceux qui se couchent et ceux qui veulent se battre. Vous appartenez à la seconde* ».

A ce jour, 51 895 Français Libres ont été nommément répertoriés, mais leur nombre total est estimé à environ 100 000.

Le chemin de croix

Convaincu dès le 8 juin 1940, décidé dès le 16, préparé à le faire dès le 17, Charles de Gaulle dut attendre fin juin, plutôt même début août 1940, pour pouvoir librement clamer haut et fort que Pétain avait trahi la République et que lui, de Gaulle, portait sur ses épaules fort larges et fort hautes mais ô combien encore fragiles la légitimité politique de la République Française.

De longues semaines de batailles ardues et pénibles pour échapper au concept d'une simple légion **militaire** française incorporée dans l'armée britannique qui en satisfaisait plus d'un et, enfin, de faire établir la notion de **France Libre**, organisme **politique** porteur de la légitimité de la République bafouée à Vichy.

Les temples gaullistes historiques qui rechignent à admettre ces faits ont tort. Au lieu de s'en tenir à l'histoire sainte d'un Appel unique dès le 18, il leur serait plus utile de décorer leurs murs d'icônes retraçant ce chemin de croix. Cela présenterait l'avantage de redonner du brillant aux statues ternies par l'encens des commémorations.

En effet, la simple reconnaissance de ces aléas nous montre un de Gaulle qui, face aux difficultés, plie mais ne rompt pas et, à force de volonté, de conviction et d'excellence politique arrive enfin à ses fins avec le résultat que nous connaissons.

Voir également :

Articles de MM. Jean-Louis Crémieux Brillhac, Eric Branca et André Malraux en ligne sur le site de la Fondation Charles de Gaulle :

<http://www.charles-de-gaulle.org/dossier/18juin/index.htm>

« Le texte de l'Appel du 18 juin, tel que retranscrit par les services d'écoute suisses. »

« Le gouvernement français a demandé à l'ennemi à quelles conditions honorables pourrait cesser le combat. Il a déclaré en outre que la lutte devrait continuer si ces conditions étaient contraires à l'honneur, à la dignité, à l'indépendance de la France. »

Nous avons été surpris et submergés par la force mécanique, la tactique de l'ennemi. Mais il y a, malgré tout, des raisons d'espérer.

Croyez-moi, rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent nous apporter la victoire.

La France n'est pas seule ! La France n'est pas seule ! La France n'est pas seule ! Elle peut faire bloc avec la Grande-Bretagne et disposer d'immenses réserves.

La guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Toutes les fautes qui ont été commises n'empêcheront pas qu'un jour l'ennemi sera écrasé. Cela pourra se faire grâce à une force mécanique supérieure encore.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent actuellement en Grande-Bretagne ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi. Ceci vaut également pour les ingénieurs et les ouvriers spécialistes qui se trouvent déjà en Grande-Bretagne ou qui viendraient à s'y trouver.

Quoi qu'il arrive, la force intérieure de la résistance des Français ne doit pas faiblir. Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres. »



Le chemin de croix

« Convaincu dès le 8 juin 1940, décidé dès le 16, préparé à le faire dès le 17, Charles de Gaulle dut attendre fin juin, plutôt même début août 1940, pour pouvoir librement clamer haut et fort que Pétain avait trahi la République et que lui, de Gaulle, portait sur ses épaules fort larges et fort hautes mais ô combien encore fragiles la légitimité politique de la République Française ... »

Dans les archives fédérales suisses de Berne, le compte-rendu du discours du général du Gaulle apparaît dans le Bulletin n° 153 publié par le Groupe Ohr (Service écoute de la Division Presse et Radio de l'Etat-major Suisse) à 6h00 le 19 juin 1940, à la page 3. Il est rédigé en allemand. Le voici tel que Christian Rossé nous l'a aimablement fourni :

(11) England (frz.) 2200

General de Gaulle (Sous-secrétaire d'Etat de guerre dans l'ancien Cabinet Reynaud) spricht jetzt zu den franz. Hören : Die frz. Regierung hat beim Feind angefragt, zu welchen ehrenvollen Bedingungen ein Waffenstillstand möglich wäre. Ferner wurde erklärt, dass der Kampf weitergeführt werde, falls Bedingungen gestellt würden, die im Widerspruch ständen zu Frankreichs Ehre, Würde und Unabhängigkeit. Wir sind von Technik, Kraft, Taktik des Feindes überrascht und überwältigt worden. Trotz allem können wir hoffen. Glaubt mir, dass noch nichts verloren ist für Frankreich. Die gleichen Mittel, die jetzt gegen uns angewandt wurden, können uns den Sieg bringen. Frankreich ist nicht allein! (dieser Satz 3-mal wiederholt). Es kann einen Block bilden zusammen mit Grossbritannien und über unermessliche Reserven verfügen. Der Krieg ist nicht fertig mit der Schlacht um Frankreich. Alle Fehler, die gemacht wurden, werden nicht verhindern, dass eines Tages der Feind erdrückt wird. Dies kann geschehen mit einer Kriegsmaschine (force mécanique) die der feindlichen noch überlegen sein wird. Ich, General de Gaulle, jetzt in London lade die frz. Offiziere und Soldaten, die sich jetzt in Grossbritannien befinden oder noch hierher kommen, ein, sich mit mir in Verbindung zu setzen. Das Gleiche gilt für die frz. Ingenieure und Spezialarbeiter, die in Grossbritannien sind oder hierher kommen werden.

Was auch kommen mag: die innere Widerstandskraft der Franzosen darf nicht untergehen. Wie heute, so werde ich auch morgen am Londoner Radio sprechen.

Fan/Lie

Scw/Stn.

Archives fédérales suisses, E4450/5768 Bd. 3

Les premiers Français Libres de Hong Kong

Dès le 20 juin 1940, le Consul général de France à Hong Kong, Louis Reynaud, en avise Londres : la communauté française du territoire refuse l'armistice et la paix séparée.

Le Comité de la France Libre est constitué le 19 septembre 1940 et, en 1941, sur les 120 membres de la communauté française, 40 adhèrent au comité. Tous, en décembre 1941, prennent part à la défense de Hong Kong, comme volontaires dans des unités combattantes ou dans la défense passive et trois y laisseront la vie. Neuf Français libres sont prisonniers de guerre. Plusieurs décéderont en captivité, dont Paul de Roux, directeur de la Banque de l'Indochine.

Une tombe, inaugurée en 1948 au cimetière militaire de Stanley, rappelle le sacrifice des Français Libres de Hong Kong.

«Lieutenant Frédéric Marie Jocosta, né le 12 juin 1908, engagé volontaire le 8 décembre 1941, tué à North Point le 19 décembre 1941»: officier de liaison et chef du service de renseignement de la France Libre à Singapour, Frédéric Jocosta est de passage à Hong Kong en octobre 1941.



Les premiers Français Libres de Hong-Kong

Il rejoint le Corps des Volontaires dès le premier jour de l'invasion japonaise, lancée le lendemain de l'attaque de Pearl Harbor. Frédéric Jocosta est tué dans les combats des premières semaines, sur l'un des points d'appui britanniques de la défense de l'île de Hong Kong.

- «Soldat Armand Delcourt, A.S.C. né à Tournai le 4 mai 1899, engagé volontaire en juillet 1940, tué à Repulse Bay le 21 décembre 1941»: les archives précisent que «Monsieur Armand Delcourt, d'origine française mais belge de nationalité a trouvé la mort à Hong Kong dans des conditions particulièrement dramatiques». Le soldat Delcourt est en effet grièvement blessé de deux coups de baïonnette à l'abdomen le 21 décembre. Deux jours plus tard, alors qu'il cherche un poste de secours pour se faire soigner, il est capturé par des soldats japonais à Repulse Bay, en même temps qu'une dizaine de soldats britanniques. Tous sont exécutés une demi-heure après leur capture d'une balle dans la nuque. Le consul de France, dans un mémoire de proposition pour décoration à titre posthume en date du 23 février 1947, précise au sujet d'Armand Delcourt : «faisant partie lui aussi malgré sa nationalité du mouvement de la France Libre et à ce titre s'était engagé dans le Corps des Volontaires».

- «Canonnière Pierre B.M. Mathieu, 2nd BTY, né à Marseille le 5 juillet 1911, engagé volontaire en juillet 1940, décédé à Sham Shui Po le 27 août 1943». Agent de la compagnie Optorg de Hong Kong, Pierre Mathieu rejoint la France Libre en 1941 et devient secrétaire de la section de Hong Kong. Incorporé dans le Corps des Volontaires, affecté à la Deuxième Batterie d'artillerie, il est fait prisonnier le 25 décembre 1941, dernier jour des combats, et se trouve interné à North Point puis à Stanley.

C'est dans ce dernier camp, Sham Shui Po, qu'il meurt «électrocuté sur les fils de fer barbelés».

- «Captain J.B.E.R. Egal, H.K.V.D.C., né à Montclar d'Agenais le 6 mars 1892, décédé le 29 décembre 1947 à Hong Kong»: René Egal est l'ancien responsable de la France Libre à Shanghai et se trouve en transit à Hong Kong à l'ouverture des hostilités. Il rejoint le Corps des Volontaires de Hong Kong, comme capitaine, et fait partie du détachement chargé de la protection de l'usine électrique de l'île de Hong Kong. René Egal est fait prisonnier dans les premiers jours des combats et est interné au camp des officiers de Sam Shui Ho, à Kowloon. Un officier britannique, échappé de ce camp en 1944, fournit alors des nouvelles sur René Egal pendant sa période de captivité. En juillet 1944, Egal est «en bonne santé et a conservé un excellent moral. [...] Il est assez convenablement traité et peut se procurer des vivres de l'extérieur. Il lui est permis de correspondre avec sa femme qui est professeur au collège municipal français de Shanghai». Libéré en 1945, René Egal reste à Hong Kong et ses années de captivité semblent l'avoir affaibli. Il décède en 1947 à l'âge de 54 ans.

«Henri Belle, décédé à Narume, près de Nagoya le 3 novembre 1944»: marin de la marine marchande, Henri Belle est en transit à Hong Kong lors de l'invasion japonaise, alors qu'il s'est porté volontaire pour rejoindre la France Libre. Il s'engage alors lui aussi dans le Corps des Volontaires et est fait prisonnier à l'issue des combats. Comme d'autres prisonniers occidentaux, Henri Belle est transféré vers un camp d'internement au Japon où il décède en 1944, sans que les causes du décès soient connues.

- «Paul de Roux, victime de la Kempetai, décédé à Hong Kong le 19 février 1944» : directeur de la Banque d'Indochine à Hong Kong, Paul de Roux prend part à la résistance contre les forces d'occupation japonaises. Arrêté et torturé par la police secrète japonaise, la Kempetai, il meurt le 19 février 1944. L'acte de décès dressé auprès des autorités britanniques le 13 avril 1950, sur témoignage de «M. Kwok Chan, compadore de la Banque de l'Indochine», mentionne «Unknown» pour la cause de la mort, indication «inconnue» reprise dans la transcription de cet acte de décès, inscrite au Consulat de France le 17 avril 1950.

Sources : archives du ministère des Affaires étrangères, Paris, fonds Londres ; Archives du Consulat général de France à Hong Kong ; Evan Stewart, Hong Kong Volunteers in Battle, Ye Olde Printerie, Hong Kong, 1953.

<http://francehongkong.blogspot.com/2008/12/la-stle-des-franais-libres.html>

1 - *Du 5 au 8 juin 1940, un tournant*, Daniel Laurent et Alain Adam
<http://www.histoquiz-contemporain.com/Histoquiz/Lesdossiers/LaFrance19391945/juin40/Dossiers.htm>

2 - *La face cachée de 1940*, François Delpla, F-X de Guibert, 2003

3 - *Revue historique et archéologique du Maine*, No. 12, 1990, directeur Jacques Fourmy (décédé).

4 - Christian Rossé dans le forum *Le monde en guerre*, <http://www.39-45.org/>

5 - Voir *L'appel du 18 juin 1940*, François Delpla, Grasset, 2000 et *De Gaulle, la solitude du combattant*, Max Gallo, Laffont, 1998

6 - Op cité.

7 - http://www.ordredelaliberation.fr/fr_compagnon/674.html

8 - <http://www.francaislibres.net/liste/liste.php>



La genèse des forces terrestres de la France Libre 1940-1941

Par Cédric Mas



<http://www.ecpad.fr>

L'épopée des unités combattantes est largement connue du grand public, avec son apothéose lors des combats victorieux pour Bir Hacheim. Pourtant, les détails et les aléas de la reconstitution, à partir de rien, d'une armée victorieuse et autonome le sont moins. Ils apportent une foule d'enseignements que nous vous proposons d'aborder ici, de manière synthétique.

Lorsque le général de Gaulle lance sur la BBC son célèbre appel le 18 juin 1940, le sort de ce qui va devenir la France Libre est suspendu à l'impact de cet appel sur les Français qui désirent alors poursuivre encore le combat contre les puissances de l'Axe. C'est ainsi que le caractère historique de cet appel est avant tout lié aux ralliements de Français qui vont en découler, et surtout à la capacité des hommes rassemblés autour du général de Gaulle, à Londres, de reconstituer rapidement un ensemble d'unités cohérent et efficace.

Photo : Revenant de Norvège à bord du HMS York, des soldats français, anglais et norvégiens voyagent vers l'Ecosse. C'est avec ce genre d'hommes que la guerre va continuer.



<http://www.france-libre.net>

Le 1^{er} bataillon de chasseurs à Camberley

« Dès la mi-juillet, le 1^{er} bataillon de Chasseurs est formé sur 3 compagnies et un escadron mixte (3 pelotons : moto, chenillette et atelier) avec 350 hommes environ ... »

A la fin du mois de juin 1940, et alors que l'armistice avec l'Allemagne est consommé, il y a encore de nombreuses unités de l'armée française sur le sol britannique. Il s'agit des forces évacuées des ports de l'Atlantique capturés par l'ennemi, et qui sont stationnés dans la région de Liverpool, et des unités rapatriées de Norvège après leur succès, malheureusement sans lendemain, remportés à Narvik. Il faut y ajouter environ 2 000 blessés évacués de Dunkerque et qui sont toujours hospitalisés à Londres.

Rapidement repris en main par Vichy, les officiers parviennent la plupart du temps à bloquer les tentatives de maintenir ces forces dans la lutte. Pourtant, malgré ces manœuvres et le désir sincère des hommes de regagner leurs foyers au plus vite, les volontaires affluent permettant le 1^{er} juillet 1940 la Légion de Gaulle, regroupée à l'Olympia Empire Hall de Londres, sous les ordres du commandant Renouard.

La Légion « de Gaulle » au 1^{er} juillet 1940 :

A cette date, les unités terrestres de la France Libre sont les suivantes :

Il faut y ajouter des marins et des aviateurs.

Ces unités sont rapidement renforcées par de nombreux ralliements individuels, de Français stationnant au Royaume-Uni comme de réfugiés s'échappant des territoires français occupés par l'ennemi.

| Légion De Gaulle | Chef | Effectifs |
|-------------------------------|---|-----------|
| Bataillon de Légion étrangère | Lt-col. Magrin-Vernerey alias « Monclar » | 636 |
| Détachement d'artillerie | Cdt Conchard, Lt Chavanac et Quirot | 18 |
| Compagnie de Chars | Lt Volvey et Dissy | 23 |
| Bataillon de Chasseurs | Cap. Hucher | 37 |
| Bataillon de Fusiliers marins | Lt-Vaiss Détrouyat | 552 |
| Section de Génie | Ss-Lt Desmaisons | 32 |
| Services | Cne Parazols, Lt Dulau | 82 |



Insigne de la 13° D.B.L.E.

Dès juillet, le bataillon de chasseurs est formé sur un escadron moto, chenillette et un atelier avec 350 hommes environ.

Dans le même temps le bataillon de la Légion étrangère prend le nom de 14^{ème} Demi-brigade de Légion étrangère.

Les ralliements sont importants mais portent sur des populations très diverses. C'est ainsi qu'avec beaucoup d'ambition et de confiance pour l'avenir, les premiers dirigeants de la France Libre organisent une multitude d'embryons d'unités, exploitant les compétences de chacun. Pourtant, peu de formations sont en état de reprendre le combat rapidement, à l'exception de la Légion étrangère. Ce mouvement de développement accéléré de la France Libre, qui devient avec ses écoles de cadets et ses services embryonnaires, une véritable « Nation en miniature » qui n'attend plus que viennent la rejoindre des effectifs importants.

Malheureusement, les conséquences de l'attaque de la flotte française à Mers el-Kébir par les Britanniques, habilement exploitée par la propagande vichyste, vont compromettre ces espoirs.

Départ pour l'Afrique : « Menace » sur Dakar puis basculement de l'A.E.F. :

Au mois d'août, cet ensemble est devenu Forces Françaises Libres (F.F.L.). Il est rapidement séparé tandis qu'un noyau d'unités et d'écoles demeure en Angleterre, les unités disponibles sont envoyées

la mi-juillet, le 1^{er} bataillon de Chasseurs mixte (3 pelotons : 3 compagnies atelier) avec 350 hommes

vers l'Afrique, afin de participer à l'opération « Menace », tentative de prendre Dakar qui va échouer. Tout n'est pas perdu pour autant puisque c'est l'ensemble de l'Afrique Equatoriale Française qui se rallie à de Gaulle à la fin août : le Tchad d'Eboué le 25 août, le Cameroun le 27, le Moyen-Congo le 28, et l'Oubangui-Chari le 2 septembre.

Seul le Gabon refuse de se libérer de l'emprise vichyste après quelques hésitations.

Ces ralliements apportent à la France Libre une emprise territoriale importante, et surtout un ensemble d'unités terrestres qui vont rapidement renforcer les F.F.L., à savoir :

| Forces en A.E.F. | Chef |
|---|---------------------------|
| Moyen-Congo : Bataillon du Point d'appui Bataillon du Pool | Chef de bataillon Delange |
| Cameroun : Régiment de Tirailleurs Légion du Cameroun | Col. Leclerc |
| Gabon : Bataillon de Libreville | |
| Tchad : Régiment de Tirailleurs Sénégalais du tchad (R.T.S.T.) 2 bataillons de Pionniers | Col. Marchand |
| Défense côtière : Section de Pointe-Noire Section de Port-gentil Section de Douala | Cap. Crépin |
| Oubangui-Chari : Bataillon de Marche ⁵ | Cdt De Roux |
| Direction de l'Artillerie Brazzaville | |
| Renforts ⁶ : Bataillons de Renfort 3 & 4 | |
| Recompléments ⁷ | |



La 1^{ère} compagnie de Chars de la France Libre au Gabon

Ces renforts sont d'autant plus importants qu'ils surviennent alors que les ralliements se sont réduits du fait de la propagande vichyste qui exploite les combats de Mers el-Kébir et de Dakar pour stigmatiser de Gaulle et la France Libre.

Avant même d'envisager de réorganiser cet ensemble disparate d'unités, il est urgent de régler la question du Gabon, qui menace l'ensemble des terres libérées en Afrique. D'ailleurs, Vichy ne cache pas sa volonté de reconquérir l'A.E.F.

C'est chose faite à l'issue d'opérations combinées, alors que le déséquilibre des forces en présence, en défaveur des fidèles de Pétain, ne laissait aucun doute sur le résultat. La campagne se termine le 12 novembre par la libération de Port-Gentil, à l'issue de combats fratricides et douloureux.

Malgré les termes de leur engagement, les Français libres commencent leur guerre en combattant d'autres Français. Il est difficile de faire pire symbole !

La création de la brigade Française d'Orient :

L'A.E.F. étant pleinement contrôlée, De Gaulle visite à l'automne ces territoires, et ordonne le 21 octobre 1940 la constitution de la Brigade Française d'Orient, la B.F.O., avec les unités disponibles.

Il s'agit de rejoindre le 1^{er} Bataillon d'Infanterie de Marine qui combat au sein de la 7th Armoured Division face aux Italiens depuis début septembre. Cette Brigade est composée au départ de plusieurs bataillons, mais qui sont dispersés sur différents théâtres d'opérations, à savoir :

| | |
|--|---------------------------------------|
| Brigade Française d'Orient | Col. Monclar |
| 1 ^{er} B.I.M. (détaché au sein de la 7th Arm. Div. sauf la 3 ^{ème} compagnie) | (3 ^{ème} Cie) Lt Savey |
| 13 ^{ème} D.B.L.E. | Lt-col Cazaud Cdt Reyniers |
| B.M. n°3 | Cdt Garbay |
| Escadron de Spahis Marocains | Cap Jourdier |
| Services et soutiens : | |
| 1 ^{ère} Cie Auto | Lt Dulau |
| section Trans | Adj. Moetzu |
| Section d'artillerie | Cap Laurent-Champrosay |
| 1 ^{ère} section de Sapeurs-Mineurs | Lt Desmaysons |
| Intendance | Intendant 3 ^{ème} cl. Bouton |
| Ambulance chirurgicale légère | Méd-Cdt Fruchaud |



La 101^e compagnie du train En Erythrée en mai 1941

Mise à la disposition du général Wavell, elle est donc engagée contre les Italiens en Ethiopie. Elle va donc participer aux combats très durs à Cheren. Elle est engagée au sein de la 7th Indian brigade (Force Briggs) à partir du 25 février 1941. Lancée à partir du 12 mars dans une opération de diversion au nord, la B.F.O. échoue dans sa mission, se

faisant repoussée par les Italiens solidement retranchés sur l'Engiahat le 15-16 mars 1941.

Une nouvelle attaque lancée le 27 mars est couronnée de succès et l'ensemble du front craque. La position de Cheren était la clé de toute l'Erythrée italienne, et l'armée du Duc d'Aoste est désormais en retraite. Galvanisés par la visite du général de Gaulle le 30 mars, les Français s'élancent dans la poursuite et prennent d'assaut le port stratégique italien de Massaouah le 8 avril 1941, clôturant par un brillant succès leur première campagne contre une armée de l'Axe.

Au même moment, après avoir participé à la prise de Tobrouk, le B.I.M. assure l'arrière-garde de la 8th Army en retraite face à Rommel, avant d'être retiré du front.



<http://www.histoireconstitution44.com>

La constitution de la 1^{ère} Division Française Libre :

Au printemps 1941, alors que la victoire semble encore si loin, les ralliements permettent la constitution de nouvelles unités, essentiellement grâce au réservoir de moyens que constituent les possessions d'Afrique équatoriale.

La structure des unités terrestres de la France Libre se dessine de la manière suivante :

- En Angleterre, une série d'écoles de Cadres et de centre de spécialisation permettant de former les français ralliant les îles britanniques par tous moyens (soit directement, soit par l'Espagne).
- En Afrique équatoriale, la constitution d'unités de la taille du bataillon, par dédoublement des bataillons présents, grâce aux arrivées régulières de cadres d'Angleterre – ces nouveaux bataillons sont envoyés au Moyen-Orient ou engagés avec la Force « I » au Tchad contre le flanc sud des positions de l'Axe en Libye ;
- Au Moyen-Orient, l'organisation d'une grande unité, la 1^{ère} Division Française Libre, avec plusieurs Brigades motorisées, grâce aux unités arrivées d'Afrique, aux éléments transférés d'Angleterre et aux ralliements des positions Vichystes en Syrie et au Liban.



Insigne de
la 1^{ère} DFL



Leclerc à Fort Lamy

« Enfin, la force « L », constituée autour du Régiment de Tirailleurs Sénégalais du Tchad. Dès son arrivée au Tchad, Leclerc réorganise cette unité, renforcée en artillerie et motorisée, grâce à l'apport des Cadets de la France Libre formés dans l'école instaurée en Grande-Bretagne ... »

C'est ainsi que sur la base d'une telle organisation, qui bien qu'éclatée entre plusieurs centres est extrêmement efficace car très spécialisée, les unités de la France Libre sont en mesure de constituer leur première division moins d'un an après leur création.

La 1^{ère} Division Légère Française Libre (1^{ère} D.L.F.L.) est constituée dans le camp de Quastina en Palestine en mai 1941. Sous les ordres du général Legentilhomme, cette grande unité, de la taille en réalité d'une grosse brigade (5 400 hommes), est composée des éléments suivants :

- La 1^{ère} Brigade Française Libre (1^{ère} BFL ex-B.F.O.) commandée par le Lt-col Cazaud, avec :
 - o 13^{ème} DBLE
 - o BM n° 1
 - o BM n° 3
- La 2^{ème} Brigade Française Libre (2^{ème} BFL) commandée par le Lt-col Génin, avec :
 - o 1^{er} B.I.M.
 - o BM n° 2
 - o BM n° 4
- Les unités endivisionnées :
 - o 1 batterie de 75
 - o Le Bataillon de Fusiliers Marins
 - o La 1^{ère} compagnie autonome de Chars
 - o Les services

De plus, il convient de tenir compte du groupement Collet, composé d'un escadron de Techerkesses de 453 hommes, qui a rallié la France Libre et va également être engagé au Proche-Orient, sans faire partie pour autant de la 1^{ère} DLFL.

Enfin, la force « L », constituée autour du Régiment de Tirailleurs Sénégalais du Tchad. Dès son arrivée au Tchad, Leclerc réorganise cette unité, renforcée en artillerie et motorisée, grâce à l'apport des Cadets de la France Libre formés dans l'école instaurée en Grande-Bretagne. C'est l'époque des Compagnies de Découverte et de Combat, formées d'un ensemble de patrouilles, aptes à agir offensivement dans la profondeur.

Après plusieurs opérations de harcèlement, Leclerc tente une attaque sur Koufra qui réussit le 2 mars 1941. La prise de l'oasis italienne, avec celle du port de Massaouah, constitue un succès très encourageant pour l'avenir et récompensant les efforts de tous ces Français libres unis autour d'une même cause.



Les FFL entrent dans Damas

Le traumatisme de la Campagne de Syrie :

Malheureusement, la suite des opérations va engendrer un nouveau traumatisme, puisque les unités de la France Libre vont être engagées dans une guerre fratricide, qui verra même deux unités de la Légion s'affronter brièvement.

L'âpreté des combats et les pertes importantes subies dans les deux camps vont causer un nouveau traumatisme, qui sera aggravé lors de l'Armistice, par l'opposition des Britanniques aux menées des officiers de la France Libre cherchant à rallier le plus grand nombre d'hommes parmi les troupes vichystes défaites.

Les pertes sont sensibles, avec 1 100 tués du côté des forces vichystes, 650 tués parmi les Forces Françaises Libres et 3 300 tués et blessés au sein des troupes alliées.

Grâce à d'énergiques pressions exercées à tous les niveaux, et à la menace de retirer la 1^{ère} DFL du commandement britannique, certains accommodements permettent des contacts entre les officiers recruteurs FFL et les soldats prisonniers des unités restées jusque-là loyales à Vichy.

Les résultats sont importants pour la suite, puisque malgré un contexte difficile, la France Libre reçoit un apport substantiel de soldats expérimentés. C'est ainsi que 2 600 Européens, 1 100 Nord-Africains et 1 800 coloniaux optent pour la poursuite des combats, dont plus d'un millier de légionnaires du 6^{ème} R.E.I.

C'est quasiment le doublement des effectifs disponibles au Moyen-Orient !

Malgré tout, on ne peut que déplorer la mauvaise grâce des Britanniques, qui rapatrient plus de 24000 hommes en France.

Les territoires passent sous contrôle politique de la France Libre, ce qui permet d'organiser le soutien des unités combattantes, en augmentant l'emprise territoriale du mouvement initié et dirigé par le général de Gaulle. C'est ainsi qu'une nouvelle école de Cadres est organisée à Damas, permettant grâce à des cours accélérés de nommer 52 aspirants.

La 1^{ère} DFL cantonne au Levant et reconstitue ses unités, renforçant ses effectifs et amalgamant les nouveaux ralliés à ses forces.

A la fin de l'année 1941, une 2^{ème} DLFL est constituée formée à partir d'un noyau d'unités :

- La 1^{ère} Brigade commandée par le Lt-col Delange, avec :
 - o 1^{er} B.I.M.
 - o BM n° 1
 - o BM n° 11
- La 2^{ème} Brigade commandée par le Cdt Garbay avec :
 - o 1^{er} bataillon / 13^{ème} DBLE
 - o BM n° 3
- Les unités endivisionnées :
 - o 2^{ème} Groupe d'Artillerie
 - o Le 102^{ème} Compagnie du Train
 - o 2^{ème} Cie de Sapeurs
 - o 22^{ème} Cie Nord-Africaine

Ces deux divisions, formant le Groupement des Divisions Légères du Levant n'avaient que la taille d'une grosse brigade, puisqu'une partie des unités de la Seconde, venaient de la 1^{ère} Division.



Soldats du 1^{er} Régiment d'Artillerie

« Sénégalais, Camerounais, Malgaches, les FFL sont cosmopolites dès leur création ... »

La 1^{ère} DLFL regroupait alors :

- La 1^{ère} Brigade commandée par le Lt-col Amilakvari, avec :
 - o 2^{ème} bataillon / 13^{ème} DBLE
 - o 3^{ème} bataillon / 13^{ème} DBLE
 - o BM n° 7
- La 2^{ème} Brigade commandée par le Lt-col de Roux, avec :
 - o Le Bataillon du Pacifique
 - o BM n° 2
- Les unités endivisionnées :
 - o 1^{er} Groupe d'Artillerie
 - o Le 101^{ème} Compagnie du Train
 - o 1^{ère} Cie de Sapeurs
 - o 21^{ème} Cie Nord-Africaine

A la veille de Bir Hacheim : l'heure du premier Bilan :

Au moment où les Forces Françaises Libres vont engager leur premier grand combat face aux panzers, il est intéressant de constater tout le chemin parcouru.

A la fin mai 1942, la France Libre représente sur terre un ensemble conséquent de forces réparties sur de multiples théâtres d'opérations.

Il est possible de distinguer trois catégories de secteurs d'engagement :

- Les cœurs névralgiques : lieux des décisions, et des centres de formation des cadres et des techniciens, il y en a eu très tôt plusieurs : l'Angleterre, la côte Africaine et les grandes métropoles du Levant ;
- Les positions défensives : tenues par des forces sédentaires, il s'agit de défendre les territoires sortis de la collaboration. Ces secteurs sont avant tout la base logistique des unités combattantes mais aussi l'endroit où à partir des forces défensives vont être organisées les unités qui vont renforcer les divisions combattantes (il s'agit de toute l'Afrique noire et le Levant sous mandat français) ;
- Enfin les unités engagées dans des opérations actives : en Libye au sein de la 8th Army, et au Tchad face au Sud-libyen.

Il est intéressant de relever que les dirigeants de la France Libre ont eu deux soucis permanents :

- Organiser dès que possible des centres de formation de cadres ;
- Rechercher systématiquement la création d'unités de taille « surdimensionnées » par rapport aux effectifs réellement disponibles.



Soldats du bataillon du Pacifique

Outre la question des symboles, il s'agit de former au plus vite les cadres organiques permettant ensuite de créer de nouvelles unités, grâce à l'incorporation des effectifs ralliés ou formés.

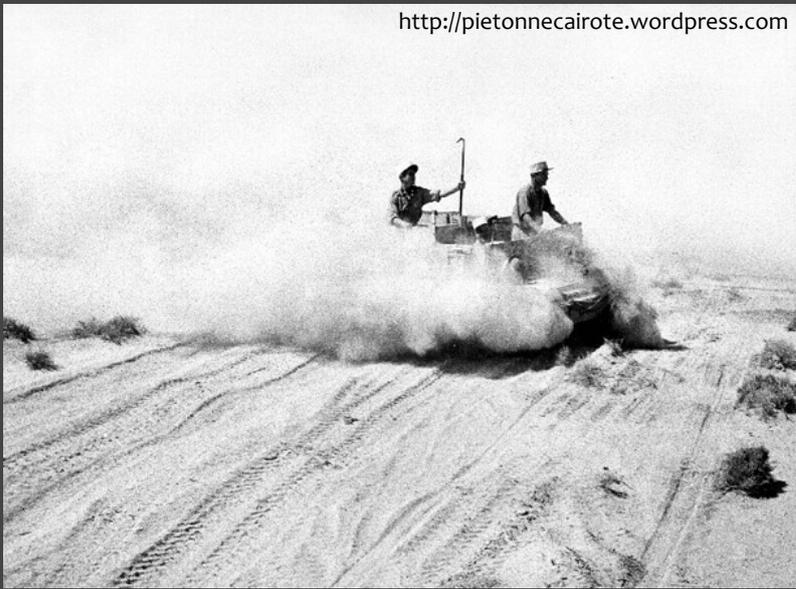
Cette capacité à coordonner un effort sur plusieurs territoires très éloignés, ainsi que la nature visionnaire des décisions prises, sont des caractéristiques remarquables de la France Libre, et de l'immense espérance qui animait ses ardents défenseurs. Elles se retrouveront dans d'autres domaines et expliquent la qualité du travail de refondation de la France accompli avant même la Libération du territoire. Pourtant la contre-offensive de Rommel dans le désert va ramener ces ambitions à leur réalité, et rapidement la 2^{ème} DLFL va reverser ses unités à la 1^{ère}, qui va être activement engagée sur deux brigades dans la défense de la ligne de Gazala en mai 1942.

A la date de déclenchement de la bataille de Bir Hacheim, les Forces terrestres de la France Libre sont organisées de la manière suivante :

- 1^{ère} Brigade Française Libre (appelée aussi 1^{ère} DLFL) sous les ordres du général Koenig :
 - o 1^{er} groupement (Lt-col Amilakvari) :
 - 13^{ème} DBLE (2^{ème} et 3^{ème} bataillons)
 - o 2^{ème} Brigade d'Infanterie Coloniale (Lt-col de Roux)

- Le B.I.M
- Le Bataillon du Pacifique
- BM n° 7
 - o 1^{er} Régiment d'Artillerie
 - o 22^{ème} Cie Nord-Africaine
 - o 1^{er} Bataillon de Fusiliers Marins
 - o Le 101^{ème} Compagnie du Train
 - o 1^{ère} Cie de Sapeurs
- La 2^{ème} Brigade commandée par le Lt-col de Roux, avec :
 - o 1^{er} bataillon / 13^{ème} DBLE
 - o BM n°3 (remplacé en juillet par le BM n°5)
 - o BM n° 4
 - o BM n°11
 - o 21^{ème} Cie Nord-Africaine
 - o 23^{ème} Cie Nord-Africaine
 - o 2^{ème} Groupe d'Artillerie
 - o Le 102^{ème} Compagnie du Train
 - o 2^{ème} Cie de Sapeurs

Ces unités sont renforcées par le 1^{er} Régiment de Marche des Spahis Marocains.



Légionnaires en patrouille dans le désert

Sources :

LE MAREC, Bernard, Les Français Libres et leurs emblèmes, éditions Charles Lavauzelle, 1964 ;

COMOR André-Paul, L'épopée de la 13^{ème} Demi-Brigade de Légion Etrangère 1940-1945, Nouvelles éditions Latines, 1988 ;

PLAYFAIR, The Mediterranean and Middle East, vol I & II, The Naval & Military Press Ltd, 2004

Site de l'Amicale de la 1^{ère} DFL : <http://www.1df1.fr/>

Site sur les FFL : <http://www.francaislibres.net/>

1 - Il s'agit avant tout de marins de la Royale, cantonnés sur le champ de course d'Aintree et le camp de Haydock ;

2 - La Division Légère de Montagne du général Béthouart, avec ses échelons logistiques et ses services, et cantonnée à Trentham Park ;

3 - Le 2 juillet est créée la 1^{ère} Brigade de Légion française (B.F.L.)

4 - La 13^{ème} DBLE a été rapatriée en France via l'Afrique du Nord où elle sera dissoute, ce qui permettra alors aux Français libres de reprendre le numéro « 13 » ;

5 - Le bataillon de l'Oubangui-Chari a été dédoublé, une partie restée fidèle à Vichy à Bangui s'auto-licencie, et l'autre partie à Berberati prend le nom de Bataillon de Marche n°2 d'AEF (ou B.M. de l'Oubangui-Chari)

6 - La situation critique en France a amené la constitution de 4 bataillons de renforts tirés des différentes unités de tirailleurs : les bataillons 1 & 2 sont à Bordeaux, et les 3 & 4 sont encore en cours de transfert. Sous les ordres de Colonna d'Ornano et de Delange, leur ralliement à de Gaulle joue un grand rôle dans le basculement de l'A.E.F.

7 - Environ un millier de tirailleurs ont été envoyés en France pour reconstituer les unités déjà engagées. En transit en Angleterre, ils sont récupérés par de Gaulle qui les renvoie en Afrique. Débarqués en Gold Coast britannique pour renforcer la mission Leclerc-de Boislambert à Douala le 26 août, ils sont purement et simplement enrôlés par les Britanniques au grand dam de de Gaulle et de Leclerc !

8 - Ce bataillon formé à partir d'éléments ralliés fin juin de Chypre et de Palestine, sera la seule unité FFL à combattre avec l'Union Jack, un drapeau britannique. Il sera vite remplacé par un drapeau tricolore et brûlera lors de la campagne de Syrie.

9 - 2500 chauffeurs seront formés à la conduite de camions Chevrolet ou Bedford au Cameroun ;

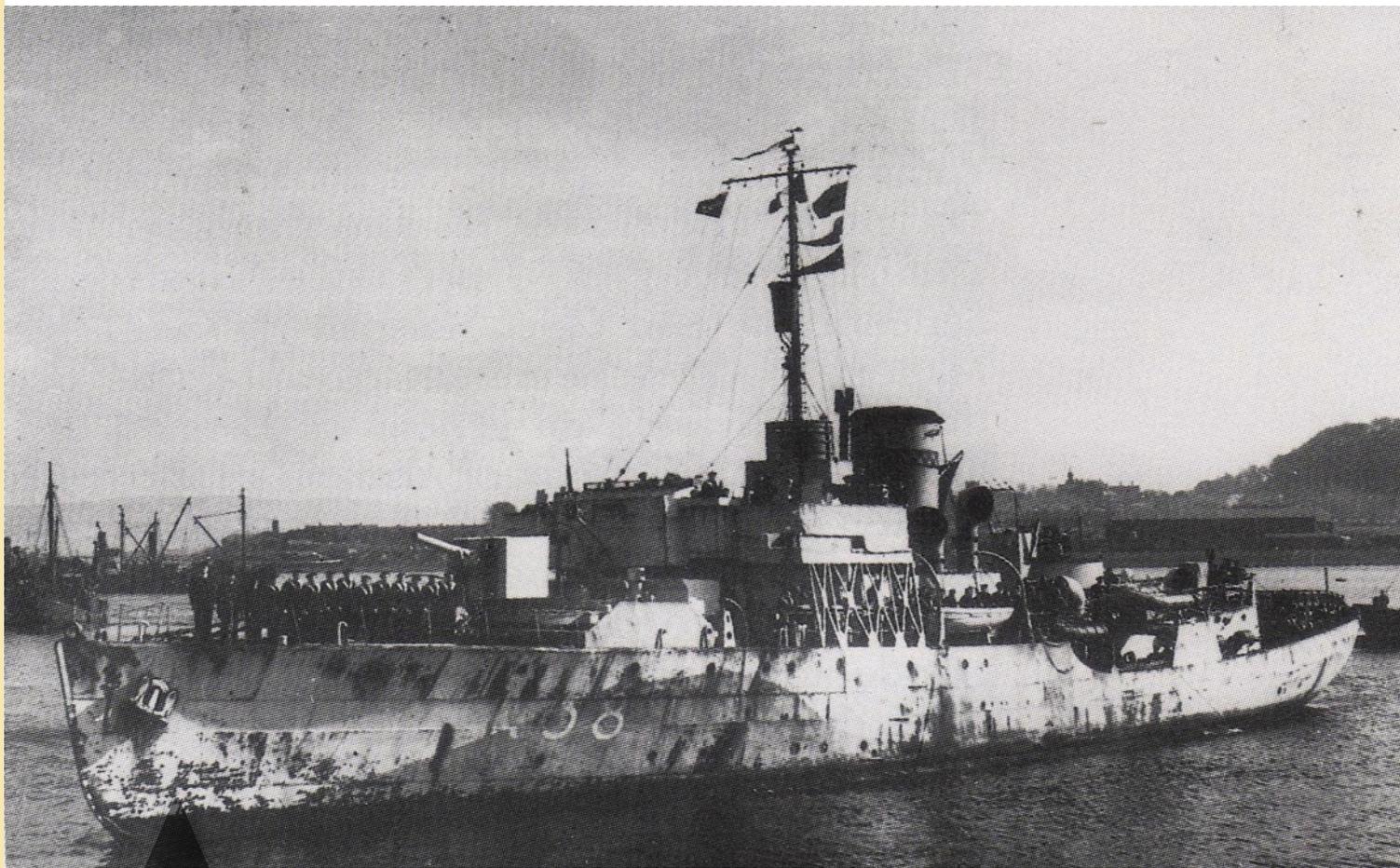
10 - C'est l'incident de Kadem du 20 juin 1941, cas unique dans l'histoire de la Légion, où lors d'une brève fusillade entre la 13^{ème} DBLE du Cdt Amilakvari et le 3^{ème}/6^{ème} Régiment Etranger d'Infanterie fait un mort et un blessé. Les deux détachements se reconnaissent rapidement grâce aux échanges de sonneries de clairon et cessent le combat.

11 - Promotion d'octobre 1941 de 82 élèves-aspirants du cours du Cap. Revault d'Allones ;



La Corvettes de la France Libre

Par Yvonnick Bobe



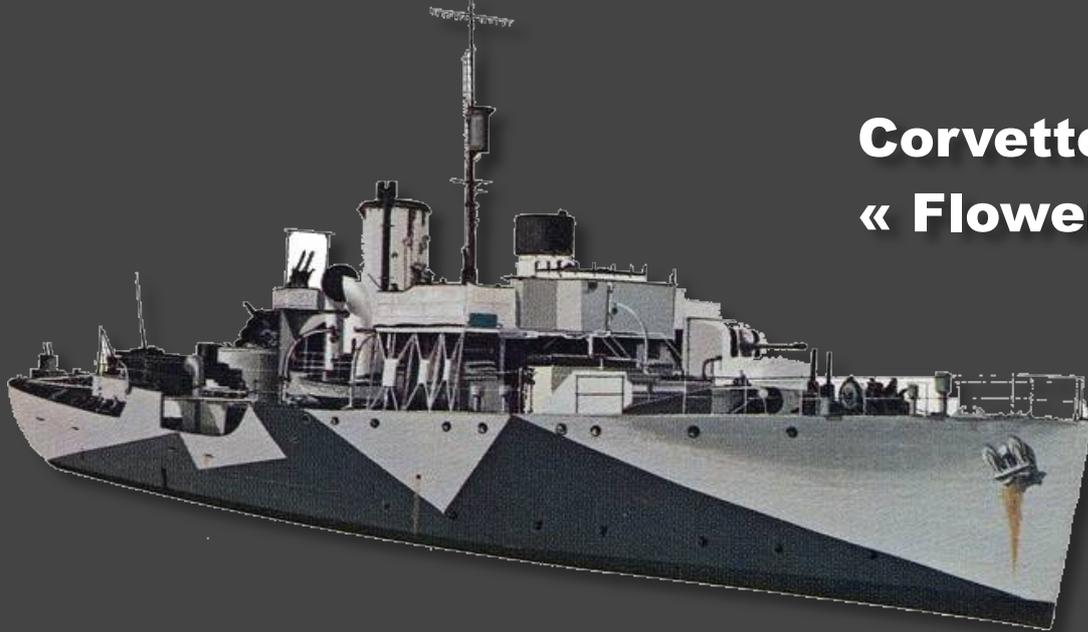
A la fin des années trente, la Royal Navy prend conscience de son manque de bâtiment d'escorte à capacités anti-sous-marines. En plus des programmes de destroyers et de frégates, un projet de navires moins couteux est lancé. Dénommés corvettes classe *Flower* et dont la conception est dérivée de celle de navires baleiniers, ces bâtiments présentent l'avantage de pouvoir être construits par des chantiers civils et leurs équipages peuvent en grande partie être constitués de marins marchands et de réservistes. La marine française, confrontée au même besoin, se montra intéressée et en commanda vingt-deux. Seize furent commandées à des chantiers britanniques tandis que six autres devaient être construites sous licence en France.

De celles commandées en Grande-Bretagne, seulement quatre furent construites. Une seule fut livrée à la marine française et sauta sur une mine le 22 juin 1940 pendant des essais au large de Hartlepool. Les trois autres furent saisies le 3 juillet dans le cadre de l'opération *Catapult* et affectées à la Royal Navy.

Les six corvettes en construction en France furent saisies par les Allemands et quatre terminées pour le compte de la Kriegsmarine.

Photo : corvette Aconit

Corvette de classe « Flower »



Caractéristiques corvettes classe Flower

Déplacement : 1 150 tonnes (standard)

Longueur : 62,48 m

Largeur : 10,05 m

Vitesse maximale : 15 nœuds

Equipage : 70 hommes

Détection : 1 radar RDF type 271 (à l'aérien caractéristique en forme de lanterne)

1 sonar type 123

Armement : 1 canon de 102 mm

1 canon AA de 40 mm

2 canons de 20 mm et 2 mitrailleuses de 13,2 mm (ou 4 mitrailleuses)

2 grenadeurs MKVII et 60 grenades

4 mortiers MK2

(l'armement, principalement l'anti-aérien, évoluera lors des modernisations)

Ces petits bâtiments étaient très performants dans leur rôle, grâce notamment à leur sonar qui était le meilleur de l'époque. Leur construction robuste et leurs machines simples et fiables leur assuraient une excellente disponibilité. Leur défaut consistait en leur taille qui les rendait inconfortables, ils étaient armés par 70 hommes alors que les baleiniers dont ils étaient dérivés avaient 40 hommes d'équipage.

274 corvettes classe Flower seront construites. Leurs missions seront essentiellement consacrées à l'escorte des convois en Atlantique et vers Mourmansk. Neuf bâtiments construits initialement pour le compte de la Royal Navy seront transférés aux FNFL.

Mimosa (K11)

Lancée le 18 janvier 1941 sous le nom de HMS Lotus, transférée aux FNFL le 5 mai 1941.

Outre ses missions d'escorte le *Mimosa*, avec à son bord l'amiral Muselier, participe au ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon fin décembre 1941 en compagnie de l'*Alysse*, de l'*Aconit* et du sous-marin *Surcouf*.

Dans la nuit du 8 au 9 juin 1942, alors qu'elle escorte le convoi ONS100, la corvette est torpillée par le U-124 et coule en 3 minutes. Il n'y aura que 4 survivants.

Alysse (K100)

Lancée le 3 mars 1941 sous le nom de HMS Alysium, transférée aux FNFL le 17 juin 1941.

Sa carrière sera brève. Après l'affaire de Saint-Pierre-et-Miquelon, elle rentre en Grande-Bretagne dans l'escorte du convoi SC62. Elle en repart le 30 janvier 1942 en escorte du convoi ONS60. Le 8 février, elle est torpillée par le U-654. Trent-cinq hommes d'équipage perdent la vie. Après une tentative de remorquage, le bâtiment coule le 10 février.

Lobélia (K05)

Lancée le 15 février 1941 sous le nom de HMS Lobelia, transférée aux FNFL le 16 juillet 1941.

Son heure de gloire arrive le 7 février 1943 lorsque, en escorte du convoi SC118, elle est torpillée et coule par le sous-marin U-609.

Aconit (K58)

Lancée le 31 mars 1941 sous le nom de HMS *Aconite*, transférée aux FNFL le 22 juillet 1941.

La plus célèbre des corvettes FNFL. Elle doit sa renommée au fait d'avoir coulé deux sous-marins le même jour. Le 11 mars 1943, en escorte du convoi HX228, elle grenade et éperonne le U-444. Cinq heures plus tard, elle grenade et achève au canon le U-432.

Le mois suivant, l'*Aconit* recevra la Croix de la Libération. Seulement trois unités FNFL recevront cette distinction. Les deux autres étant le sous-marin *Rubis* et le 1^{er} Régiment de fusiliers marins.

Renoncule (K117)

Lancée le 25 juin 1941 sous le nom de HMS *Renonculus*, transférée aux FNFL le 30 juillet 1941.

Comme ses consoeurs, elle est une assidue des convois de l'Atlantique puis de la Manche après le Jour J.

Commandant Détroyat (K183)

Lancée le 9 juin 1941 sous le nom de HMS *Coriander*, transférée aux FNFL le 16 septembre 1941.

Le *Commandant Détroyat* sillonnera les mers chaudes. Basé à Freetown de mars à décembre 1942. Après une modernisation, il est affecté à Dakar. Le 9 juillet 1943, il recueille 322 rescapés du paquebot français *De La Salle* torpillé par le U-508 alors qu'il faisait partie du convoi ST71. A partir de septembre 1943, il est basé à Casablanca et opère principalement en Méditerranée. Il est basé à Alger à compter d'avril 1944.

Roselys (K57)

Lancée le 28 mai 1941 sous le nom de HMS *Sundew*, transférée aux FNFL le 19 septembre 1941.

La *Roselys* sera un familier des convois vers Mourmansk et Arkengelsk. Le 5 juillet 1942, le convoi retour QP13 s'engage dans un champ de mines britannique en arrivant sur l'Islande. Un dragueur de mines et six cargos en sont victimes. Malgré les risques, la *Roselys* et deux chalutiers armés britanniques patrouillent la zone dans la tempête à la recherche de rescapés. La *Roselys* en recueille 179. Pour cet acte, le lieutenant de vaisseau Berget, commandant de la corvette, reçut une lettre de félicitation de la part de l'amiral Brainard, commandant de la TF-24. Il fut également le premier officier français à être décoré de la Legion of Merit le 27 octobre 1942.

A partir du Jour J, la corvette assurera des escortes dans la Manche.

Commandant Drogou (K195)

Lancée le 11 avril 1941 sous le nom de HMS *Roselys*, transférée aux FNFL le 26 janvier 1942.

Le *Commandant Drogou* naviguera principalement dans les eaux tropicales. Basé à Freetown puis à Dakar, il effectuera escortes et chasses aux sous-marins à partir de ces ports.

Commandant d'Estienne d'Orves (K93)

Lancée le 17 janvier 1942 sous le nom de HMS *Mimosa*, transférée aux FNFL le 23 mai 1942.

D'abord basé à Freetown, le *Commandant d'Estienne d'Orves* gagnera la Manche à partir du Jour J. Il sera la dernière corvette française à quitter la Grande-Bretagne le 22 juin 1945.

Après la guerre

Les sept corvettes survivantes resteront peu de temps en service dans la Marine Nationale. Elles seront toutes restituées à la Royal Navy entre avril et juin 1947. Les Britanniques les désarmeront aussitôt et elles connaîtront des sorts divers.

La *Lobélia* sera vendue au commerce et naviguera sous le nom de *Thorgeir* jusqu'en 1970.

L'*Aconit* deviendra un navire de commerce sud-africain et sera exploité jusqu'en 1966.

La *Renoncule* naviguera jusqu'en 1967 sous le nom de *Southern Lily*.

Le *Commandant Détroyat* et la *Roselys* seront vendus immédiatement pour démolition.

Le *Commandant d'Estienne d'Orves*, d'abord placé en réserve, subira le même sort en 1951.

Le *Commandant Drogou* connaîtra la carrière la plus longue. D'abord navire baleinier (hé oui !) sud-africain sous le nom de *Terje X*, il sera acquis en 1959 par le gouvernement portugais qui en fera le navire hydrographique *Carvalho Araujo* (A524). En 1975, il sera transféré à la marine embryonnaire de la toute nouvelle République Populaire d'Angola. Son sort sous ce pavillon est inconnu.

Sources :

Navires & Histoire HS n° 05

Navires & Histoire n° 65

La Deuxième Guerre Mondiale, Ed. Librairie Jules Tallandier

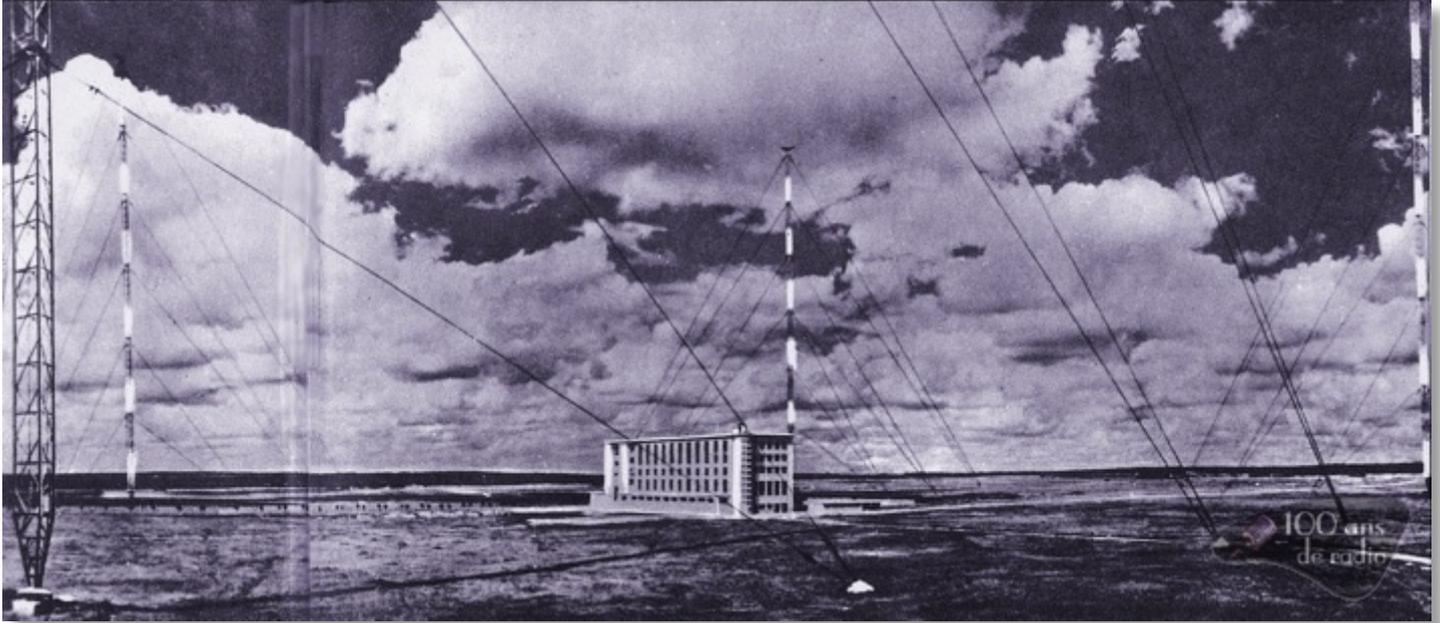
Site France-Libre.net



Le porte-voix de la France Libre :

Radio Londres

Par Frédéric Bonnus



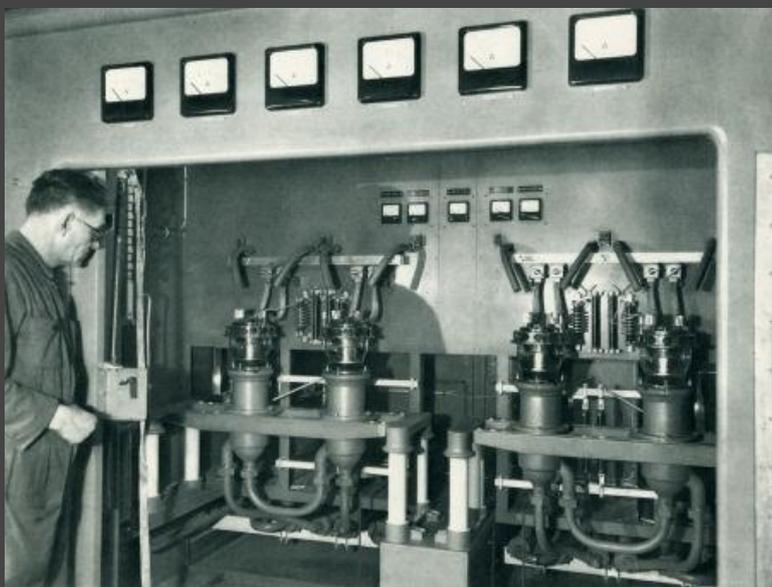
« I

ci Londres ! Les Français parlent aux Français ... ».

Dès 1940, la BBC ouvre ses ondes aux premiers résistants qui ont fui l'occupation allemande. Radio Londres est née et va devenir le rendez-vous quotidien des Français pendant quatre ans.

Devenue au fil du temps un véritable réseau d'informations, diffusant les messages codés des résistants, elle a joué un rôle non négligeable dans la réussite de la Libération de la France. Elle est aussi devenue une véritable arme de guerre en étant la voix de la France Libre du Général de Gaulle, qui, dès le 18 juin, a appelé ses compatriotes à résister.





Emetteur d'Allouis (France) en 1940

Le 14 Novembre 1922, la BBC (British Broadcasting Company puis British Broadcasting Corporation) diffuse sa première émission. Fondée par plusieurs fabricants de radios qui perçoivent une redevance sur les postes, elle sera en situation de monopole jusqu'en 1955. Elle aura pendant la Seconde Guerre mondiale le statut de radio de la résistance en Europe et celui de soutien pour les troupes et la population du Royaume-Uni.

1/ Silence Radio !

Le 25 Juin 1940, à minuit et demi, trois jours après la signature de l'armistice, Goebbels donne l'ordre aux émetteurs clandestins français de mettre fin à leurs programmes. L'article 14 de l'armistice ne laisse planer aucune ambiguïté : tous les postes émetteurs de TSF se trouvant sur le territoire français doivent cesser sur le champ leurs émissions. La reprise des transmissions par TSF dans la partie du territoire non occupée sera soumise à une réglementation spéciale.

La France est muette, c'est le silence radio ! Elle ne retrouvera sa voix que le 5 juillet 1940. En attendant, en zone libre comme en zone occupée et interdite, la population française s'apprête à vivre dans un pays à l'information surveillée et orientée, où les médias ne jouissent plus des libertés essentielles propres à une démocratie. La législation imaginée par les Allemands pour l'administration des territoires conquis et occupés ampute les libertés fondamentales. Selon l'ordonnance du 10 mai 1940, les attroupements dans les rues, l'édition et la distribution de tracts susceptibles de nuire au Reich, l'organisation d'assemblées publiques et de manifestations anti-allemandes en tout genre sont interdits.

Ceux qui écouteront en public des émissions de TSF non allemandes, ou qui colporteront des nouvelles radiodiffusées et hostiles à l'Allemagne, seront également passibles de peines de prison, de travaux forcés ou même de mort.

Le 18 juillet 1940, « l'organe officiel de la propagande nazie » voit le jour à Paris : *La Propaganda-Abteilung*.

Elle relève du Ministère de la Propagande du Reich, c'est-à-dire de Goebbels, mais l'ambassade allemande à Paris, basée rue de Lille et placée sous la direction d'Otto Abetz, va peu à peu empiéter sur le terrain d'action de l'*Abteilung*. Son rôle est triple : censurer et élaborer une contre-propagande aux éléments anti-allemands, francs-maçons et juifs dans tous les secteurs : presse, radio, littérature, cinéma, divertissements, ainsi que renseigner les autorités allemandes sur l'état de l'opinion publique, propager l'image d'une Allemagne nouvelle et vertueuse, forte et travailleuse, supérieure, saine et protectrice. Dans ce cadre, l'*Abteilung* s'attaque judicieusement à ses ennemis, l'Angleterre en particulier.

Muette depuis le 25 juin 1940, la radio française a laissé dans le cœur des Français un goût amer, le souvenir noir de l'appel lancé le 17 juin par le maréchal Pétain à cesser le combat. Depuis, les installations radiophoniques françaises ont fait l'objet d'un partage entre Vichy et l'occupant. Les Allemands ont récupéré les meilleurs émetteurs situés dans la zone occupée, notamment celui d'Allouis, en grandes ondes.

Ils peuvent tenir leur objectif : disposer d'un réseau de dimension internationale et d'un poste soumis, Radio Paris.



Poste TSF (France) en 1942

Installée dans les locaux du Poste Parisien au 116, avenue des Champs Elysées, la radio est dirigée par le Dr Bofinger, ancien directeur de Radio Stuttgart, assisté d'un certain Dambman, alias Dr Friedrich, également passé par Radio Stuttgart et bientôt connu pour ses émissions de propagande.

Elle émet de 8 heures à 9 heures 15 et de 11 heures 30 à 23 heures. Plus tard, elle démarrera ses émissions à 7 heures et les prolongera jusqu'à 2 heures du matin. Le format est dans un premier temps celui d'un poste hybride qui donne les informations en allemand à l'intention des soldats de l'occupation, et le reste du temps des émissions (variétés, musiques, shows ...) en français, grâce à des animateurs du pays. A partir du 13 octobre, toutes les émissions diffusées sur les ondes de Radio Paris seront en langue française.

2/ L'appel du Général de Gaulle

Cet appel du Général de Gaulle est la genèse de Radio Londres, la découverte des possibilités et de la puissance de la radio.

Le 17 Juin 1940, vers 15 heures, Charles de Gaulle se rend au 10 Downing Street pour rencontrer Winston Churchill qui l'attend dans son jardin ensoleillé où il prend du repos. Il obtient du premier ministre l'autorisation de lancer un appel à la BBC, mais pas avant que le gouvernement français replié à Bordeaux n'ait demandé l'armistice. Ils n'apprennent l'allocution de Pétain qu'un peu plus tard, après leur rendez-vous.

Dans la pratique, l'outil radio n'est pas inconnu du Général de Gaulle, contrairement au mythe qui veut qu'il ait parlé à la Radio pour la première fois le 18 juin 1940.

Il avait déjà parlé dans un micro le 21 mai 1940, près de la demeure du Vieux Château, propriété du maire de Savigny-sur-Ardres, entre Reims et Soissons. Ce jour-là, à la demande d'un officier des services de propagande du GQG (Grand Quartier Général), le capitaine Alex Surchamp (*officier de cavalerie qui, en 1926, s'était lancé dans le journalisme à la radio et qui sillonnait les terrains de combat, suivi d'un camion d'enregistrement sur disque*), de Gaulle avait enregistré sans reprise, une allocution radiophonique pour contrer le défaitisme de la population. Portée au studio des PTT, 103 rue de Grenelle à Paris, avec les autres disques, elle fut diffusée dans "Le Quart d'heure du soldat", émission quotidienne qui passait à 18 heures. Le 18 juin 1940, vers 8 heures, alors que le temps s'annonce radieux, de Gaulle commence l'écriture de son appel, fumant cigarette sur cigarette et raturant vigoureusement ses feuillets.

Il semblerait d'ailleurs que les bases du texte de l'Appel aient été jetées sur le papier dans la nuit du 16 au 17 juin à Bordeaux, des traces d'une demande de De Gaulle pour les services d'une secrétaire ayant été retrouvées dans les archives. Mis à part préparer sa journée du lendemain, qu'il sait devoir être difficile, et établir les bases de sa future politique, on ne voit pas pourquoi il aurait eu besoin d'une dactylo cette nuit là. (1)

Pendant ce temps, les ministres britanniques se réunissent pour évoquer les relations diplomatiques qu'ils entendent maintenir avec la France. La sécurité de la Grande Bretagne dépend du devenir de la Flotte française. Or, l'intervention à la BBC d'un militaire en rupture avec le gouvernement français risque de compromettre sévèrement l'avenir de l'entente franco-britannique.



De Gaulle au micro de La BBC

Au 10 Downing Street, le Cabinet de Guerre, composé de Neville Chamberlain, de Lord Halifax, de Clément Attlee, d'Anthony Eden et d'Alfred Duff, se retrouve donc à 12h30 et décide de refuser au Général de Gaulle l'utilisation de la Radio. Edward Spears, chargé de mission personnel de Churchill auprès des autorités françaises, prévenu par Alfred Duff, favorable à de Gaulle, en rend compte au premier ministre qui l'autorise à intercéder auprès de chacun des membres du cabinet en faveur du général de Gaulle. Grâce à l'intervention de Spears, le Cabinet de Guerre revient sur sa position.

En fin d'après-midi, De Gaulle a terminé la préparation de son texte. Quelle heure est-il quand il lance son appel? 18 heures, 20 heures, 22 heures? Le témoignage des principaux acteurs s'est perdu dans les méandres de la mémoire et ne permet pas de trancher, avec certitude, en faveur de l'une ou de l'autre des versions. Dans ses "Mémoires de Guerre", Charles de Gaulle est formel : "A 18 heures, je lus au micro le texte que l'on connaît", horaire confirmé par Geoffroy de Courcel qui ajoute que le Général de Gaulle l'a ensuite convié à dîner au Langham Hôtel, en face de la BBC, vers 19 heures.

Deux versions du texte diffusé le 18 juin existent :

Celui qui fut réellement prononcé ce soir là, à 22 heures et non avant comme certains le disent.

Celui diffusé AVANT par un communiqué de la BBC, donc moins censuré, et qui fut reproduit le 19 par certains journaux français.

Au soir du 18 juin donc, le Général est accueilli à la radio de Londres par Stephen Tallents, directeur des informations de la BBC, vraisemblablement accompagné par deux de ses collaborateurs.

Deux annonceurs du programme en cours sont installés dans le studio, Maurice Thierry et Gibson Parker qui lit un texte griffonné par Patrick Smith pour présenter le Général.

Alors qu'on lui demande un essai de voix, le général de Gaulle dit simplement : "La France". Puis, dans un style percutant mais simple, usant de phrases courtes et de l'art de la répétition pour mieux imprégner les esprits, il lance son appel en direct au micro de la BBC. Malheureusement, la majorité des techniciens de la BBC étaient occupés ailleurs, à la préparation technique d'une allocution que le premier ministre Winston Churchill devait faire le lendemain à la BBC.

De Gaulle au micro de Radio Londres

Le Général de Gaulle prononcera au fil du temps des allocutions plus abouties. Le discours qu'il avait prévu de donner le 19 juin, par exemple, et qui dénonçait le gouvernement de Bordeaux, aurait été plus ferme et plus politique. Ce soir du 18 juin il a, en tout cas, confirmé le rôle essentiel de la radio en temps de guerre. Le micro sera le lien principal entre lui et les Français.

Au lendemain du 18 juin 1940, le Général de Gaulle devient donc une voix, un homme sans visage, dont le bref passage au gouvernement en tant que sous-secrétaire d'état à la Guerre ne permit pas aux Français d'en mémoriser les traits. La propagande collaborationniste le caricaturera sous l'apparence du « Général Micro ». Ce sera l'aveu de la puissance radiophonique du Général de Gaulle, qui, dès ce mois de juin 1940, a pris la juste mesure du pouvoir de la radio.

Le lendemain de son intervention à la radio, de Gaulle s'exprime devant Sir Robert Vansittart (conseiller spécial auprès de Lord Halifax et délégué pour les affaires françaises),



Opératrice à la BBC - 1942

le major général E.L. Spears (*chargé de mission de Churchill auprès des autorités françaises*) et le député Henri de Kérillis. Il estime que, en France, on va sûrement le prendre pour un aventurier, un rebelle et le condamner. Il ne se trompe pas. Dès le 19 Juin, les postes allemands dénoncent cet appel à la résistance, jugé fou, et qui ne fera, selon eux, qu'augmenter les malheurs des Français tout en servant la Grande-Bretagne.

Le même jour, le gouvernement de Pétain somme de Gaulle de regagner la France, et le 22 juin, sa nomination en tant que général à titre temporaire est annulée. Le 23 juin, par mesure « disciplinaire », il est « admis à la retraite d'office » et, le 28, une note de Paul Baudouin, l'appelle à « se constituer en état d'arrestation à la maison d'arrêt de Saint Michel de Toulouse » dans les cinq jours afin d'être jugé pour « délit d'excitation de militaires à la désobéissance ». Le 4 juillet, il est effectivement condamné par le tribunal militaire de la XVII^e région (Toulouse) à quatre ans de prison et 100 francs d'amende. Il sera aussi déchu de la nationalité française. Le verdict de Toulouse étant jugé trop clément, un deuxième tribunal militaire, siégeant lui à Clermont-Ferrand, le condamne à la peine capitale pour désertion et mise à la disposition d'une puissance étrangère. De Gaulle fait savoir que, pour lui, le jugement est « nul et non avenu ».

Avec l'appel du 18 juin, de Gaulle fait entendre une voix dissidente sur les ondes anglaises. Et si les Allemands ont été des précurseurs en matière de guerre psychologique menée sur le terrain militaire, les hommes de Londres vont, à leur tour, utiliser avec brio la radio comme arme de guerre.

Radio Londres était née.

Elle n'entendait pas laisser le peuple de France coupé du monde démocratique. Des voix vont s'élever afin d'insuffler un peu d'espoir aux habitants vivant de l'autre côté de la Manche. La BBC va se transformer en radio de combat.

Le témoignage de Rémy Le Poitevin

C'était un enfant, à l'époque, mais il s'en souvient encore...

« Nous n'avions jamais eu la radio avant la guerre (mes parents disaient T.S.F. et non radio, terme qui paraissait sans doute trop racoleur). Mais en juin 1940, alors que nous nous étions repliés en Dordogne, mon père, resté à Paris, nous avait enjoint d'écouter par tous les moyens la radio de Londres (seuls les connaisseurs l'appelaient BBC, curieusement, elle n'était pas mentionnée sous ce nom dans l'indicatif qui précédait les émissions en français). Faute de poste, nous allions tous les jours chez le fermier voisin qui en avait gagné un dans une loterie. C'est là que, le 18 juin, dans l'interminable après-midi de cette journée la plus longue et la plus chaude de l'année, nous avons entendu, dans le cours des infos, sans aucune présentation particulière, un laconique "Le général de Gaulle vous parle". Je ne me rappelle pas si la radio anglaise était déjà systématiquement brouillée; toujours est-il que, très parasitée, on la recevait d'autant plus difficilement que les ondes courtes demandaient du doigté. Mais on avait saisi les grandes lignes de l'appel... nous avons tout de suite, même moi qui n'avais que treize ans, été emballés par ce court message qui tranchait tellement avec la déprime ambiante »



Ecran de réglage d'un poste TSF

3/ Sur quelle longueur d'onde fut diffusé l'appel du Général de Gaulle?

Ceux qui s'interrogent sur quelle longueur d'onde les Français avaient pu capter l'appel du Général de Gaulle lancé le 18 Juin 1940, se posent là une intéressante question à laquelle je vais essayer de répondre.

La BBC, qui à l'époque n'est pas repérée sur les cadrans par ses trois lettres, dispose à travers le pays de plusieurs émetteurs à vocation nationale ou régionale. A la déclaration de guerre elle procède à une réaffectation de ses fréquences. En particulier le programme national qui était diffusé en petites ondes sur 261 mètres (1 149 kHz) passe sur 449 mètres (668 kHz), l'ancienne longueur d'onde de North Regional, et sur 391 mètres (767 kHz), l'ancienne longueur d'onde de Scottish Regional. Ces deux stations sont facilement repérables sur le cadran : North Reg. et Scottish Reg.

La longueur d'onde libérée par Londres National est ainsi utilisée pour la diffusion des programmes à destination de l'Europe, position sur laquelle l'aiguille du cadran a été placée (Londres Nat.). En mars 1940 la BBC procède à un changement de longueur d'onde pour ses émissions vers l'Europe. Elle se cale sur 373 mètres (804 kHz), toujours sur les petites ondes et occupe ainsi la longueur d'onde initialement utilisée par le programme Welsh Regional et qui ne figure pas sur ce cadran. A la place on y trouve la station régionale West Reg. Ce qui veut dire que c'est a priori sur cette longueur d'onde que fut reçu l'appel du 18 Juin. Il fallait donc se mettre en PO et amener l'aiguille du cadran sur WEST REG.

A partir d'octobre 1940 les programmes à destination de l'Europe changent encore de longueur d'onde. On émet d'une part sur 286 mètres (1 050 kHz) avec l'émetteur de Start Point. D'autre part on revient sur la longueur d'onde de 261 mètres en utilisant l'émetteur de Droitwich initialement calé sur 1 500 mètres grandes ondes. En novembre 1941 cet émetteur reprendra ses émissions en grandes ondes sur 1 500 mètres pour diffuser les programmes à destination de l'Europe. D'autres changements dans le choix des longueurs d'onde pour ces programmes interviendront en 1943 et 1944. On verra cela plus loin dans cet article, d'autant que la BBC, suite aux brouillages entrepris par les Allemands, a souvent été obligée d'émettre en ondes courtes (OC).

On imagine aisément que tous ces changements de fréquences n'ont pas dû simplifier la vie de tous ceux qui durant les heures difficiles et douloureuses de ce conflit souhaitaient entendre la voix d'une France qui avait décidé de ne pas se soumettre face à l'occupant. En conclusion, il semble établi que cet appel du Général de Gaulle lancé ce soir du 18 Juin 1940, n'a pu être reçu en France qu'en petites ondes sur 373 mètres.



Immeuble de la BBC à Londres

4/ Radio Londres est née !

Face à la nouvelle orientation idéologique et à la censure qui règne en France, les Anglais ont très tôt l'idée de diffuser des émissions en français sur les ondes de la BBC. Dès le milieu du mois de mai 1940, la BBC envisage d'augmenter le nombre de ses émissions en français. Des accords techniques existent alors avec la Radiodiffusion Nationale Française. La BBC dispose de correspondants à Paris et la radio française d'une équipe à Londres, dirigée par Jean Masson, qui diffuse tous les jours des reportages et des nouvelles vers la France.

Arrivé en Angleterre au cours de l'hiver 39/40, Jean Masson se voit confier pour principale tâche d'interviewer des personnalités britanniques, avec l'assentiment de Cecilia Reeves, ancien officier de liaison de la BBC à Paris, devenue rédactrice de l'équipe britannique du programme français.

La radio anglaise propose donc de mettre en place un programme intitulé « Ici la France » de 20h30 à 20h45 avec Jean Masson, Michel Ferry (correspondant de guerre arrivé de Dunkerque), et Yves Morvan, futur « Jean Marin », alors employé de l'agence Havas. On projette de faire chaque jour le point des événements, de faire entendre de grandes voix amies, de produire des documents sonores et des reportages sur la réalité de la guerre. Pour les autorités britanniques, il s'agit de « maintenir le contact entre Londres et la France, et de permettre au besoin à des voix françaises indépendantes de se faire entendre dans le monde ».

L'émission démarre le 19 juin, le lendemain de l'appel du général de Gaulle, inaugurée par l'ambassadeur de France à Londres, Charles Corbin, et présentée aux auditeurs par Jean Masson. Ce jour-là, pour la première fois, Yves Morvan/Jean Marin s'adresse aux Français. Ses propos annoncent déjà le ton et l'esprit du futur programme « Les Français parlent aux Français ». Voici sa toute première allocution :

« Vous savez maintenant qu'en étant fidèles à notre rendez-vous quotidien, vous vous trouverez chaque soir en France. Dans une France libre de parler clair, libre de parler haut. Dans une France qui est maîtresse de son âme, dans une France qui malgré tous les revers, malgré toutes les cruautés de l'heure présente, est maîtresse de son destin.

Mesdames Messieurs, nous sommes une petite équipe de Français à qui la BBC a confié le soin d'apporter la vie dans notre heure française. C'est un honneur dont nous sentons parfaitement toute la gravité, toute l'importance. Nous avons l'ambition d'être dignes de la confiance qui nous est faite. Chaque soir, nous ferons tous nos efforts pour que notre caillou soit lancé bien droit.

Vous comprenez bien, n'est-ce pas ? C'est un lien, un lien de vous à nous, de nous à vous, que nous voulons créer. Un lien d'ondes qui n'a de fragilité que l'apparence. Puisque aussi bien aucune rage, aucune violence, aucune volonté pernicieuse ne le pourrait détruire.

Nous avons décidé aujourd'hui d'être ensemble, nous les Français, tous les Français, ceux qui sont libres, comme ceux qui ne le sont pas. C'est que nous avons des choses à nous dire, tant de nouvelles à nous apprendre, tant de tristesse à nous confier, tant d'espoirs à partager. Et ce sera justement notre moyen à nous d'être ensemble que de nous retrouver chaque jour sur les routes mystérieuses des ondes libres. »



Emetteur principal De la BBC

Mais l'expérience est de courte durée. Trois jours après son lancement, l'armistice interrompt brutalement cette collaboration. Un télégramme de Bordeaux interdit à Jean Masson de poursuivre ses émissions. Il est rappelé à Paris. Michel Ferry, futur collaborateur à Radio Paris, suit le même chemin. En dépit de cet échec, les Anglais sont bien décidés à maintenir le programme. Le 24 juin, Pierre Bourdan relance l'émission. Le 30 juin, sa durée passe à une demi-heure, de 20h30 à 21h00.

Les Anglais décident d'aller plus loin en constituant une équipe totalement française avec ses programmes et ses aspirations nationales. Grâce à l'initiative de Cecilia Reeves et de Raymond Mortimer (chef de la section française du ministère de l'Information Britannique), Michel Saint-Denis, metteur en scène et neveu de Jacques Copeau, est choisi le 7 juillet 1940 pour recruter la nouvelle équipe. Bien décidé à se battre pour la libération de la France, aux côtés des Anglais, il entend le faire « sans Croix de Lorraine et sans Francisque ».

Sous le pseudonyme de Jacques Duchesne, en souvenir du Père Duchesne du temps de la Révolution Française, cet homme de taille moyenne, aux épaules larges, sensible, fin et intelligent, surnommé « Le Grec » dans sa jeunesse, a d'abord été directeur d'une troupe de théâtre, la Compagnie des Quinze, avant de fonder sa propre école à Londres.

Chargé de cette lourde responsabilité, Duchesne constitue autour de lui une nouvelle troupe composée notamment de Pierre Millaud (alias Pierre Bourdan), Jean Oberlé, Jean Marin, du dessinateur et antiquaire Maurice Van Moppès, Jacques Borel (autrement appelé Brunius à la BBC, poète et homme de cinéma, de son vrai nom Jacques Cottance) et Pierre Lefèvre. Instinctivement,

Duchesne s'est entouré non seulement de rédacteurs et de journalistes, mais aussi de dialoguistes, de « faiseurs de chansons ou de slogans » et même d'un compositeur de musique. « Si les journalistes eux-mêmes avaient de bonnes voix, et des dons pour s'exprimer, pourquoi ne deviendraient-ils pas des acteurs, des speakers ou des chanteurs ? », se dit-il.

Mais il ne s'agit plus d'une représentation théâtrale. Leur nouveau rôle se joue sur une scène autrement plus vaste, avec un objectif bien défini : soutenir le moral des Français, s'élever contre la propagande allemande et informer les compatriotes. Chacun a une fonction bien déterminée à remplir en rapport avec sa personnalité.

Sous le même intitulé que le premier programme lancé le 19 juin, « Ici la France », l'équipe débute ses émissions le 14 juillet 1940, date ô combien symbolique.

A 20h15 (21h15 en hiver), les nouvelles sont lues par des Anglais francophones ou par des Français. Rédigés en anglais et traduits en français, ces bulletins sont dans les premiers mois écrits par des Britanniques. Mais peu à peu, des journalistes français de la section des nouvelles de la BBC se mettent à l'ouvrage. Sous contrôle britannique, ils s'efforcent de suivre la ligne éditoriale établie à Londres. Pour obtenir des traductions plus fines, ils mettent en forme les nouvelles précédemment rédigées par les cinq ou six rédacteurs anglais.



Intérieur d'un poste TSF

Puis des speakers anglais, parfaitement bilingues, sont chargés de lire les textes. Ainsi, le gouvernement britannique demeure la voix officielle qui s'adresse aux Français. A partir de 1942, quelques voix françaises comme celles de Granville ou de Geneviève Brissot, se feront entendre pour la lecture des nouvelles de la journée.

A 20h25, le micro est laissé aux « Cinq minutes de la France Libre », puis de 20h30 à 21 heures, les hommes de « Ici la France » entrent en scène. Le programme démarre rituellement par une présentation de Duchesne, puis Jean Marin lit généralement son commentaire, Brunius s'occupe de la musique, Borel du courrier des auditeurs, Oberlé et Van Moppès s'entendent sur différents sujets en fonction de l'actualité. Les règles de base sont simples : dire la vérité, faire confiance aux Français, ne pas camoufler la gravité de la situation, comme l'a bien compris Pierre Bourdan qui n'hésite pas, à l'occasion, à commencer ses commentaires de nouvelles par la sombre formule : « Ce soir, les nouvelles sont mauvaises! ».

Au sein de cette nouvelle équipe des Français à la BBC, on a décidé de ne rien cacher aux auditeurs pour prouver que la voix de Londres est bien celle de la vérité. Il s'agit d'instaurer un climat de confiance entre la radio et les auditeurs afin d'inciter les compatriotes à exécuter des directives délivrées sur les ondes, quand cela sera nécessaire.

Le 6 septembre 1940, l'émission « Ici la France » prend le titre devenu célèbre : « Les Français parlent aux Français ». Pour la première fois, on fait suivre le titre d'un « Aujourd'hui, 74^e jour de l'occupation allemande ». Désormais, chaque jour, le speaker rappellera aussi la date, instaurant un martèlement quotidien qui permet de mieux dénoncer la situation de la France. Le 22 septembre 1940, après la victoire de la Bataille d'Angleterre, la formule évolue et

l'auditeur peut entendre : « 90^e » jour de la résistance du peuple français à l'oppression ».

Dès le début, les auditeurs apprécient ce mélange subtil d'informations et de traits d'humour qu'ils retrouvent, chaque soir, dans ce programme français. Sans compter les messages codés, qui vont bientôt pimenter l'écoute d'une touche à la fois mystérieuse et divertissante. « L'étoile filante repassera » « le chien du jardinier pleure » « l'abbé est nerveux » ... ces petites phrases aux allures rieuses, incompréhensibles pour le commun des auditeurs, seront de la plus haute importance pour les mouvements et les réseaux de Résistance. Eux seuls en connaîtront le sens caché : l'annonce de parachutages d'hommes et de matériels, des informations pour l'identification de nouveaux agents, des messages de confiance, de mise en garde, d'alerte (*pour prévenir les réseaux qu'une arrestation opérée peut entraîner leur perte*) ou encore d'action (*pour le déclenchement d'opérations de sabotage, par exemple*).

C'est le colonel anglais Buckmaster, responsable de la section française SOE (Special Operations Executive) qui initie le procédé. Pour mieux correspondre avec ses agents et améliorer l'efficacité de leurs communications, il imagine mêler des phrases codées aux messages personnels que les évadés de France livrent déjà à leurs proches, via Radio Londres, depuis le début.

Le premier message codé sera donc lancé en septembre 1941 : « Lisette va bien ». A compter de ce jour, ces phrases extravagantes, conçues par les services secrets britanniques et ceux de la France Libre, seront prioritaires à l'antenne et diffusés chaque jour, pendant environ cinq minutes, rituellement annoncés par la phrase : « Veuillez écouter tout d'abord quelques messages personnels ».



Une famille écoute Radio Londres

5/ La Technologie d'émission et le Brouillage par l'occupant – L'exploit des techniciens de la BBC

Les Allemands n'ignorent pas que Radio Londres est très écoutée et que son influence grandit. Aussi, François Robin écrit dans « Gringoire », le 12 septembre 1940 : « Qu'on imagine l'ex-général de Gaulle et sa bande privés des antennes anglaises : qui eût jamais parlé de ce gouvernement fantôme? Qui eut même en France soupçonné son existence? ». C'est pourquoi, un mois plus tard, le 10 octobre 1940, ce dernier réclame une politique de répression à l'égard de Radio Londres. Face aux habitués de ses émissions, qui distillent selon lui un poison quotidien, la France dispose de deux armes : le brouillage et la réfutation des "mensonges" distillés au cours des émissions.

Les Allemands vont accéder à ses demandes, mais la tâche des techniciens de l'occupant est rude car les Anglais ont fait en sorte que chaque région d'Europe puisse capter les programmes de la BBC sur chacune des trois bandes de fréquences utilisées à l'époque : ondes longues (GO), moyennes (PO) et courtes (OC). Ces bandes de fréquence sont toujours usitées aujourd'hui, bien que la FM (Frequency Modulation) mise au point par les Japonais dans les années 50, permettant une qualité d'écoute bien meilleure et la diffusion en stéréo les ait largement supplantées. Certaines grandes radios périphériques émettent toujours en grandes ondes comme France Inter, RTL et Europe 1. France Info utilise dans certaines régions les ondes moyennes (PO) pour couvrir des régions où elle ne dispose pas de fréquence en FM. Quant aux ondes courtes (OC) elles sont toujours utilisées par la BBC par exemple pour des émissions à destination des expatriés dans toutes les régions du Monde.

En 1940, la diffusion des émissions de Radio Londres s'effectue sur une fréquence de 373 mètres en ondes moyennes (PO) et trois à six fréquences en ondes courtes (OC) de très longue portée. La BBC couvre ainsi non seulement toute la France, mais aussi l'Europe, la Méditerranée, les colonies françaises en Afrique et au Proche Orient, une bonne partie des Etats-Unis, les Nouvelles-Hébrides et l'est du Canada.

Fort d'une quinzaine d'émetteurs de 100kW en ondes courtes et en ondes moyennes, ce dispositif est une véritable prouesse technique pour l'époque.

Pour éradiquer ce « mal hertzien », les Allemands vont peaufiner la technique du brouillage. Des plaintes s'élèvent rapidement de Montélimar, Marseille ou Béziers d'où un auditeur donne, dès le 20 juin, ce commentaire : « On n'a jamais réussi à brouiller Stuttgart, on a réussi à brouiller Londres ! Certaines émissions passent assez bien, d'autres ne peuvent être entendues, même en passant d'un poste à l'autre, sur toutes les longueurs d'ondes indiquées ». Le bulletin de 12h15 reste le plus difficile à capter et il est impossible d'entendre la BBC, en ondes moyennes, sur une large bande allant de Pau à la Corse.

Aux accès de colère et de déceptions succèdent les conseils prodigués depuis la France. De Grasse dans le sud de la France, dès le 22 juin, un groupe de Français suggère aux speakers de toujours parler lentement et distinctement et de répéter systématiquement une nouvelle importante afin de s'assurer qu'elle a bien été entendue dans son entier. De Marseille, le 27 juin, un autre auditeur écrit : « On cherche à brouiller vos émissions, augmentez votre puissance. La meilleure est, en ondes courtes, à 18h15 et 20h15 sur 30,96 mètres. Le soir, en ondes moyennes, mauvaise réception sur 261 mètres gênée par un Italien ... Merci pour le réconfort que nous apporte la voix de Londres ».

A la fin de 1940, en dehors des 4 émetteurs d'Argenteuil en ondes moyennes et de ses deux émetteurs en ondes courtes, les Allemands doivent recourir aux autres stations de radio, dès la fin de leurs émissions du soir pour accroître le brouillage nocturne, car pendant la nuit, du fait de l'ionosphère, les ondes se propagent mieux donc plus loin. Peu équipés pour brouiller correctement tout le territoire Français, ils concentrent leurs brouillages sur le Grand Paris en ondes Moyennes, mais le brouillage effectué le soir de 20h30 à 21h15 par l'émetteur d'Allouis en grandes ondes, Rennes-Alma et Radio Cité (en ondes moyennes), et Argenteuil-Meudon (en ondes courtes) s'avère insuffisant.



Antenne Emetteur

Les techniciens de la BBC sont arrivés à maîtriser les émetteurs de très grande puissance dont ils disposent et la propagation des ondes de la BBC est exceptionnellement efficace.

Vichy va participer à cette opération de brouillage de la BBC en utilisant le centre d'émissions spéciales ondes courtes de Lyon qui, à la suite d'un acte de sabotage par la Résistance, sera transféré à Tramoyes, sur la route de Bourg-en-Bresse. Les autorités françaises entendent non seulement brouiller les émissions anglaises sur la France, mais aussi les programmes diffusés en Afrique, et particulièrement en Algérie, pour préserver les populations résidentes, déjà largement acquises à la cause alliée.

Dans cette guerre des techniques, les auditeurs fournissent des indications d'une précision surprenante ce qui laisse supposer qu'ils furent conscients très tôt du rôle primordial de Radio Londres. Un habitant du Gard interpelle par courrier les Anglais sur le fait que, selon lui, si 80 à 85% des postes peuvent recevoir les ondes courtes, seuls 60% des auditeurs les utilisent, et ce pour une simple raison : « Dans les campagnes proches, les gens ont peur d'utiliser les ondes courtes car les bulletins français sont donnés sur les ondes moyennes et ils craignent de ne pas être capables de les retrouver s'ils se branchent sur d'autres longueurs d'ondes ».

A la suite de cette lettre, Emile Delavenay, chef du service anglais d'étude du courrier et des réactions des auditeurs, recommande aux Britanniques d'éduquer les auditeurs au moyen d'instructions données par la radio de Londres et de tracts lâchés par avion sur la France, afin que les Français puissent toujours se brancher sur un programme de la BBC. Selon les courriers reçus à Londres, certaines voix de speakers sont plus audibles que d'autres, malgré le brouillage, comme celle de De Gaulle qui « domine tout ». Des auditeurs conseillent même aux speakers de la BBC d'imiter la voix lente et énergique du général, d'autres implorent Pierre Bourdan de parler plus clairement car son timbre est trop sourd. Les voix de Schumann et de Duchesne, plus claires que celles des autres intervenants, semblent mieux traverser le rideau de brouillage.

Malgré ces recommandations, l'écoute de la BBC est parfois totalement impossible dans certains endroits. D'autres fois, la radio anglaise est « si claire » qu'elle donne l'impression étrange aux auditeurs que les « speakers » sont « dans la pièce d'à côté ». Cela a de quoi dérouter !

Vers la fin de 1940, l'écoute de la BBC paraît s'améliorer et les plaintes relatives au brouillage se font plus rares. Certains correspondants parlent même de bonne réception en ondes moyennes à Besançon, en Bretagne, de la Somme au Poitou, dans la zone nord d'une manière générale ; et en ondes courtes à la frontière suisse, à Lille, en Gascogne, dans le Tarn, à Marseille et dans le sud en général grâce à la mise en service de nouvelles longueurs d'ondes. A cette époque, même à Paris, l'écoute est possible, même si certains soirs une friture de parasites s'installe irrémédiablement. Les auditeurs français continuent de se brancher sur Radio Londres, en dépit des brouillages et aléas de réception, et un slogan fait son apparition : « Quand les Allemands brouillent, les Français se débrouillent ! ».

6/ Une TSF très précieuse, une arme de guerre.

Visiblement, l'arme du brouillage n'atteint pas son objectif ultime : détacher les Français du poste de radio aux heures des émissions de Londres. Les autorités allemandes sont donc contraintes d'envisager des solutions plus radicales. L'occupant compte bien enrayer la montée de l'anglophilie et du gaullisme dont il commence à mesurer les ravages dans certaines régions de France.

Le 10 Octobre 1940, Les Allemands font paraître une ordonnance interdisant l'écoute de la BBC, n'autorisant l'écoute que des postes français.

Quelques jours après l'interdiction d'écouter les ondes « ennemies » en zone occupée, la législation du gouvernement de Vichy suit la tendance allemande, sans aller jusqu'à proscrire complètement l'écoute des postes « subversifs ».

Français, veillez à votre poste de radio

LES Allemands veulent à tout prix et par tous les moyens empêcher les Alliés de maintenir un lien avec les patriotes français.

Déjà en Norvège, en Pologne, en Grèce et en Hollande ils ont confisqué les postes récepteurs de T.S.F., malgré l'importance qu'ils attachent à leurs propres émissions.

Cette mesure n'est pas encore appliquée en France ; elle peut l'être d'un moment à l'autre.

A l'heure actuelle il importe plus que jamais que les patriotes français restent en contact par radio avec leurs Alliés.

Une fois la confiscation déclarée, les Allemands séviront impitoyablement contre les auditeurs clandestins.

Donc, ne disséminez les nouvelles qu'entre personnes sûres.

Méfiez-vous des mouchards. Ne discutez des nouvelles en public qu'avec la plus grande prudence. Là où le brouillage rend l'écoute très

difficile, organisez-vous pour recevoir les émissions de la B.B.C. en Morse. Ces émissions sont faites tous les jours à destination de la France à 03h, 30 sur 261 mètres, 49 mètres et 41 mètres.

Organisez dès maintenant des groupes d'écoute, comprenant au moins un technicien de la radio.

Afin d'avoir la possibilité d'écouter un très grand nombre d'émissions de la B.B.C., ayez dans chaque groupe au moins une personne connaissant une ou plusieurs langues étrangères.

Ne croyez pas que vous dépasserez votre consommation déclarée d'électricité. Un poste à 5 lampes ne consomme pas davantage de courant qu'une lampe d'éclairage normale.

Ajoutez dès maintenant pour garder vos moyens d'écoute. Votre poste de radio est une arme dont on ne peut exagérer l'importance.

VOIR AU VERSO QUELQUES RECOMMANDATIONS IMPORTANTES.

LA B.B.C.

| HEURES DES EMISSIONS (Heure française) | LONGUEURS D'ONDES (en mètres) |
|---|--|
| 00.30 | 1.500, 261, 49, 41 et 31 |
| 01.30 | 1.500, 373, 285, 261, 49, 41 et 31 |
| 03.30 (en morse) | 261, 49, 41 |
| 06.30 | 1.500, 373, 285, 261, 49, 41 et 31 |
| 07.30 | 1.500, 373, 49, 41 et 31 |
| 08.30, 09.30 | 1.500, 373, 49, 41 et 31 |
| 12.30 | 1.500, 373, 41, 31 25 et 16 |
| 13.30, 15.30 | 1.500, 373, 41, 31, 25 et 16 |
| 19.30 | 373, 49, 41, 31 et 25 |
| 21.15 | 1.500, 373, 285, 261, 49, 41, 31 et 25 |
| L'AMERIQUE S'ADRESSE AU PEUPLE DE FRANCE | |
| 14.30 | 1.500, 373, 41, 31, 25 et 16 |
| 23.30 | 49, 41 et 31 |

Tract de la BBC

Il ne peut ignorer les rapports qui lui sont remis concernant l'opinion publique et le comportement des Français, notamment ceux émanant des préfets qui, bien qu'édulcorés, signalent la montée de l'anglophilie. Par une loi du 28 octobre 1940, parue au journal officiel du 3 novembre 1940, le gouvernement de Vichy interdit l'écoute des émissions radiophoniques de la BBC et de tout poste « à propagande antinationale » sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public.

Mais le soir, portes closes, entre amis, on se tourne vers l'écoute de la BBC. Contrairement à ce que la loi a essayé de faire, le fait d'interdire l'écoute de Radio Londres a éveillé la curiosité de nombreux citoyens et suscité l'envie d'écouter les ondes anglaises.

Radio Londres continue donc une ascension qui ne s'arrêtera plus jusqu'à la fin de la guerre, et chaque jour qui passe, les Français sont de plus en plus nombreux à écouter les bulletins venus d'Angleterre par voie hertzienne où se livre une guerre propagandiste féroce entre Londres et les Allemands par postes interposés.

Les agents de la commission mixte de contrôle technique de Vichy résumant ainsi l'atmosphère en mai 1943 : « Les radios étrangères, toujours très écoutées, sont à l'origine de la plupart des "bobards" qui, rapidement propagés dans le public, contribuent à dresser l'opinion contre le gouvernement ». Vichy est obligé d'admettre que Radio Londres jouit d'une grande influence sur le public et ses nouvelles se répandent avec rapidité au sein de la population qui les tient immédiatement pour vraies.

Mais, encore faut-il disposer d'un poste radio. En effet, au fil des années de guerre, il devient difficile, voire impossible, d'acquérir une TSF. Le marché noir est florissant. Au début de l'année 1943, un communiqué annonce qu'à compter du 31 mars, toute vente de récepteurs et de pièces détachées sera interdite, sauf pour les personnes ayant subi un bombardement, les nouveaux mariés et les chantiers de jeunesse. A Antibes, dans les Alpes Maritimes, on a vu des Italiens payer 7 000 francs un poste de radio et 800 francs des lampes de rechange.

Via des petites annonces, on peut encore acheter des appareils d'occasion, comme à Toulouse ou à Roanne, mais ce genre d'affaire devient rare. Un Lyonnais raconte qu'à la mi-août, il a pu obtenir un poste d'occasion, à 8 lampes, pour 5 500 francs. Les prix sont insensés, dans un pays où le salaire horaire d'un ouvrier spécialisé parisien est d'environ 10 francs.

Quand on dispose d'un poste radio, il faut alors surmonter le barrage du brouillage. Depuis l'invasion de la Zone Libre, le système a été intensifié, particulièrement sur les ondes courtes (OC). S'il est encore possible de capter Radio Londres sur les ondes longues (1 500 mètres) en Bretagne, dans le Pas-de-Calais et parfois à Paris, les ondes courtes restent les plus audibles dans le reste de la France. D'une manière générale, les longueurs 25 mètres et 31 mètres donnent le meilleur confort d'écoute. Il faut dire que les techniciens anglais ne cessent de travailler à l'amélioration du système d'émission, de développer de nouvelles longueurs d'onde et d'augmenter la puissance des émetteurs. Les services de propagande de Londres élaborent alors des documents spécifiques afin de fournir les nouveaux renseignements en matière d'écoute et de longueur d'onde de Radio Londres. Fin mars, début avril 1943, les avions de la RAF larguent un numéro du « Courrier de l'Air » informant les auditeurs de la BBC d'un changement d'horaires des émissions du poste anglais à compter du 29 mars. Suit la liste des heures d'émissions et des longueurs d'onde établies pour les programmes français de la BBC et pour l'émission « L'Amérique s'adresse au peuple de France ». Le résultat est très positif.

Débrouillards et ne trahissant pas leur réputation, les Français arrivent toujours à avoir chaque jour des informations.

En cas de brouillage intense, des groupes de résistants se branchent sur les émissions en morse de la BBC et retranscrivent ensuite les informations.



Cadran Poste TSF

Les Français sont désormais très nombreux à écouter Radio Londres. Les programmes de midi et du soir conservent la plus forte audience. Mais en cas de brouillage intense, ou si les nouvelles ne sont pas de grande importance, beaucoup préfèrent fermer leur poste après le résumé des nouvelles de 19h15, par souci d'entretien du précieux matériel.

Le peu d'efficacité des mesures de brouillage et de répression en vigueur, pousse Vichy à intensifier les sanctions, d'autant que de nombreux Français n'hésitent plus à enfreindre les lois qui interdisent d'écouter Radio Londres. S'inspirant des Allemands qui ont, depuis longtemps, engagé un bras de fer avec les auditeurs, des fonctionnaires français, comme le préfet de Seine-Intérieure, demandent aux commissaires centraux et aux polices régionales de prendre des mesures afin de dissuader la population d'écouter Radio Londres. Les Allemands, eux, poursuivent leur politique ultra répressive. Des postes de radios sont très régulièrement saisis. Par exemple, à Longueau, en Janvier 1943, après un sabotage sur la ligne de chemin de fer, l'ensemble des habitants de la ville doivent rendre leur poste de radio aux autorités. Pour effrayer les auditeurs de la BBC, Radio Paris cite très régulièrement des condamnations et les sanctions encourues, et promet des confiscations de postes de radio toujours plus sévères.

Particulièrement inquiets de ces mesures de répression de plus en plus importantes, les Britanniques décident de relancer une campagne de sensibilisation des Français sur la valeur de chaque poste de TSF, et de suggérer quelques conseils pour mieux le préserver. Ainsi, du 10 au 23 mai 1943, de nouvelles directives rappellent le rôle clé de la radio dans cette guerre et émettent des recommandations relatives à l'entretien des postes qui constituent le seul moyen de liaison entre les hommes de Londres et les Français.

Les auditeurs sont encouragés à former des groupes d'écoute, pour répandre les nouvelles, et à préparer des cachettes en cas d'opérations de confiscation.

Outre les conseils diffusés sur les ondes, les Français reçoivent en juin des tracts intitulés « Français, veillez à votre poste de radio ! ». C'est aujourd'hui le souci majeur des Alliés. Sans cette petite boîte devenue bien malgré elle une arme de guerre dans la lutte menée contre les Allemands, les Alliés auront bien du mal à continuer d'informer et de diriger la population de la France. Des renseignements obtenus par leurs agents justifient les craintes des Anglais et des Français combattants qui redoutent une saisie massive des postes en France. A l'été 1943 ; la BBC s'engage dans une vaste campagne d'avertissements. Les speakers d' « Honneur et Patrie » détaille les mesures à prendre :

- mettre en lieu sûr, dans une cachette connue d'eux seuls et d'amis discrets, un appareil aussi récent que possible ;
- mettre de côté des pièces de rechange, et en particulier des lampes ;
- pouvoir se passer du courant électrique de la ville, soit en se branchant sur un courant de particulier, soit en ayant un appareil monté sur piles ou accus.

A partir du mois d'août 1943, tous les quinze jours environ, une campagne d'information rappelle aux Français que les postes de TSF sont des armes de guerre à préserver et qu'ils doivent former des groupes d'écoute ; et ne jamais répandre les nouvelles données par la BBC dans une zone géographique trop proche de son lieu de vie et d'écoute.

7/ Radio Londres et le débarquement

A l'approche du débarquement, il devient urgent pour les différentes parties, communistes, gaullistes et britanniques de s'entendre sur une même définition de ce que doit être l'insurrection nationale en France, après le lancement des opérations militaires. Tout le monde est conscient que la radio, par ses messages, peut avoir une influence déterminante sur le comportement de la population soumise à la longue occupation allemande.



Studio de la BBC

Les états-majors politiques de Londres finissent par trouver un accord général avec toutes les parties et avec les équipes de la BBC.

Le 30 mai 1944, Maurice Schumann, un des speakers les plus connus de Radio Londres, quitte Londres en ayant pris le soin d'enregistrer autant d'émissions que de jours qui le séparent du D-Day, afin de n'éveiller aucun soupçon du côté allemand. Son retour en France signe la fin de ses prestations radiophoniques, même s'il continuera à produire des reportages pour la radiodiffusion française jusqu'au 8 mai 1945. A partir du 6 juin 1944, il sera remplacé par André Gillois.

Deux jours avant le débarquement, la BBC diffusera la première chronique enregistrée par Schumann qui se trouve alors embarqué sur un navire au large du Cotentin. Durant les jours qui précèdent le débarquement, les hommes et les journalistes doivent être très prudents, se cantonner à un traitement sobre de l'information et à des descriptions factuelles. Pas de commentaire superflu, ni de spéculation inutile. Malgré les précautions prises par les Alliés, les auditeurs attentifs ne peuvent plus douter que quelque chose se prépare. Les messages personnels sont plus nombreux. Le jeudi 1^{er} juin, 161 messages d'alerte sont diffusés à l'attention des régions et des réseaux du SOE (Special Operations Executive). Parmi eux, le fameux « les sanglots longs des violons » tiré du poème de Verlaine et destiné au réseau Ventriloquist qui doit déclencher le sabotage des voies ferrées situées en arrière des côtes de Bretagne et de Normandie. Mais avec la multiplication des coupures de courant, les saisies de postes radio en certaines régions et le brouillage, les Alliés craignent aussi que leurs consignes ne soient pas largement entendues. Le commandement suprême fait donc lâcher des tracts sur la France pour avertir la population de l'imminence d'une attaque, et l'engager à désertir le lieu visé. D'autres documents jetés d'avion invitent la population française à suivre uniquement les consignes par « les voies clandestines connues ou par les voies autorisées de la radio ». A l'aube du débarquement, la BBC appelle à la mobilisation, à l'engagement dans le combat, humble ou héroïque. Les Français les plus actifs

doivent constituer des groupes de trois à quatre hommes, s'armer et rejoindre les maquis. Radio Londres commence à glorifier désormais les FFI et l'armée de la Résistance tout en brossant un tableau d'une France qui se libère d'elle-même. Le peuple sera bientôt le héros de la Libération nationale.

Le 5 juin 1944, à 21h15, plus de 200 messages d'alerte sont diffusés pendant 16 minutes, sans interruption, à destination des groupes de résistants. Ces messages déclenchent les plans « Vert, Violet et Tortue » pour le sabotage des communications censé ralentir la progression des Allemands vers la Normandie.

Le 6 juin 1944 à 9h30, sur Radio Londres, les auditeurs entendent un premier communiqué allié, le message d'Eisenhower, puis ceux des souverains et premiers ministres en exil. A 17h30, le texte de De Gaulle est diffusé. A 21h30, les éditoriaux de Duchesnes, Oberlé, Gillois et Schumann « Je vous parle France » sont livrés aux antennes. Ce 6 juin 1944, Jacques Duchesne annonce ainsi le débarquement « Aujourd'hui, 277^e jour de l'invasion, ce n'est pas par oubli que vous n'entendrez pas « 1444^e jour de la lutte du peuple français pour sa libération » car il a fallu 1444 jours pour que cette libération commence. Mais ces deux formules là vous ne les entendrez plus jamais ». A compter de ce jour, les programmes français de la BBC entrent dans une nouvelle phase, diffusant les dépêches des correspondants de guerre français et alliés et celles du commandement suprême. Le temps des saynètes, des slogans et des bons mots est révolue. Une place prépondérante est faite aux informations et reportages de guerre.

Durant toute la progression des Alliés dans la reconquête du territoire français, en arrivant dans les villes et villages, il n'est pas rare que les soldats Alliés allument leur radio, dans les jeeps, et se branchent sur « Ici Londres ». Radio Londres continuera de couvrir les événements jusqu'à la libération complète de la France, alors que le Général de Gaulle, qui a débarqué depuis peu, savoure le climat d'euphorie, de gloire et de plébiscite populaire en Normandie.



Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC

Au fil de la retraite des Allemands et de l'avancée des Alliés, le peuple de France redécouvre la liberté. Le cours de la vie reprend, les journaux, livres, vont reparaître. Le 27 août 1944, la Radiodiffusion de la Nation Française (RNF, la nouvelle radio nationale française libérée) invite le peuple de Paris à se remettre au travail. Sagement, on demande à la population de rentrer chez elle, de reprendre le chemin du bureau, de l'atelier ou de l'usine, et d'œuvrer à la reconstruction du pays. Le 11 septembre, le programme « Honneur et Patrie » rappelle aux FFI que « tout sabotage doit cesser avec la libération ». Dans chaque village libéré, chacun doit désormais s'efforcer de réparer les destructions opérées et remettre en état toutes les installations et les services des environs.

8/ Un mythe éternel

En cette fin d'année 1944, alors que le pays est libéré, les anciens de la BBC sont régulièrement conviés à prendre la parole sur les nouvelles ondes nationales françaises. C'est l'heure des souvenirs, des confidences livrées aux auditeurs et des élans du cœur.

Le 10 novembre 1944, Jacques Duchesne fut le dernier pilier de l'équipe londonienne à rentrer en France et prit place au micro de la Radiodiffusion Française.

Le 22 novembre, la radio anglaise diffuse à son tour l'ultime émission des « Français parlent aux Français ». En guise d'au revoir, Darsie Gillie revient sur les origines du célèbre programme, et dit simplement aux Français la fierté de la BBC d'avoir donné depuis plus de quatre ans un puissant moyen d'expression à la pensée et aux aspirations françaises. Pour la dernière fois, Radio Londres diffuse l'annonce « Ici Londres, les Français parlent aux Français ». Puis les quelques Français de l'équipe encore présents dans la capitale anglaise se succèdent au micro pour prendre congé des auditeurs.

Radio Londres s'éteint donc ce 22 novembre 1944, mais le Mythe de la BBC prend forme, et avec lui, l'image et le souvenir sublimés d'une radio de la liberté. Au fil des décennies qui suivirent, Radio Londres est devenue, dans l'esprit des Français, la radio du général de Gaulle, oubliant qu'elle fut composée de programmes sous

autorité anglaise. Radio Londres et la BBC sont aujourd'hui une joyeuse photo souvenir sur laquelle on se représente une famille l'oreille collée à son poste de TSF. Une reconnaissance éternelle. Un réseau avant internet, une véritable arme de guerre.

Je terminerai cet article par le témoignage poignant et précis de Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC

(Chef du service de diffusion clandestine au commissariat à l'intérieur à Londres, 1942-1944)

« Au moment où le général de Gaulle lance à la radio de Londres l'appel du 18 juin, il y a plus d'un million de soldats français prisonniers, 7 millions de civils fuient sur les routes, les Allemands foncent vers la Méditerranée, le maréchal Pétain a demandé l'avant-veille un armistice. Dans ce désastre sans exemple, le désespoir collectif se traduit presque fatalement par un ralliement très large autour du vainqueur de Verdun.

Est-ce donc un appel dans le vide que lance alors de Gaulle ? Il faut ici rappeler ce qu'est la situation de la radio en France. Il existe 5 millions de postes déclarés, soit en réalité probablement 6 millions. La radiodiffusion nationale a été très décriée. Trop sérieuse pour les uns, trop vulgaire pour les autres, elle n'a pas réussi à trouver un style, ni à définir ce que pouvait être une propagande de guerre dans un contexte démocratique. Elle a fait beaucoup de bourrage de crâne. Sa crédibilité est incertaine.

Pendant toute la "drôle de guerre", la BBC a fait des émissions vers la France, mais il s'agissait de brèves émissions d'informations (10 minutes 6 fois par jour). Elles avaient réuni une certaine audience : en avril 1940, la BBC avait reçu 900 lettres d'auditeurs de France appréciant la véracité et l'absence de grandiloquence de cette radio alliée. Mais ce courrier se tarit totalement en juin et juillet 40. La montée des sentiments anti-anglais, puis le drame de Mers-el-Kébir donnent à Londres l'impression que la masse française rejette tout ce qui vient d'Angleterre.

Pendant toute la drôle de guerre, d'autre part, les émissions allemandes de Radio-Stuttgart ont été écoutées en France. Nous ignorons leur taux d'écoute. Je ne crois pas qu'il ait été très important, mais les autorités l'ont estimé considérable. De plus, les Allemands, à mesure de leur avance, se saisissent de Radio-Bruxelles, de Radio-Luxembourg, de Radio-Lille et en font largement usage. Les postes français cessent d'émettre les uns après les autres. Du 25 juin au début de juillet, il y a silence total des postes relevant du gouvernement du maréchal Pétain.

C'est donc non seulement dans un contexte politique dramatique, mais radiophonique tout à fait particulier qu'ont lieu les premiers appels du général de Gaulle. Les Français tournent le bouton de leur radio dans tous les sens pour capter ce qui peut se dire ici ou là. Ainsi les premiers appels du général ont été entendus souvent par raccroc, pourrait-on dire, par un public dispersé, mais qui fut toutefois assez nombreux pour qu'on ne puisse pas dire qu'ils furent ignorés.

Dès juin-juillet 1940, le gouvernement anglais décide de miser à fond sur la radio. Sans ce moyen de communication, que serait-il advenu d'un général inconnu, isolé en terre étrangère ? Les Anglais sont convaincus que la propagande allemande a joué un grand rôle dans l'effondrement français; ils se voient sur le point d'être totalement exclus du continent européen (ils le sont militairement).

Au lendemain de Mers-el-Kébir, les relations diplomatiques sont rompues. Un rapport fait à la BBC le 8 juillet expose que "l'audience européenne peut facilement être perdue en quelques semaines, laissant le champ libre à la propagande allemande dont l'efficacité n'est plus à démontrer. Si on ne s'y emploie pas, Goebbels gagnera la guerre de propagande en Europe, le poids de la propagande anti-anglaise va être énorme, il faudra maîtrise et résolution dans l'usage de toutes les ressources britanniques de propagande pour créer une cinquième colonne efficace en France". Dès le premier jour, l'idée d'une cinquième colonne efficace en France existe donc dans la pensée des dirigeants anglais.

La BBC crée donc une grande émission française du soir : elle a une durée d'une 1/2 heure (de 20 h 30 à 21 h) ; elle est précédée d'1/4 d'heure d'informations en français soit un total de 3/4 d'heure. Elle est animée par Michel Saint-Denis, alias Jacques Duchesne, un rescapé de Dunkerque, homme de théâtre, neveu de Jacques Copeau. Parallèlement, Churchill au lendemain de Mers-el-Kébir donne l'ordre de tout faire pour aider le général de Gaulle à atteindre ses buts et notamment : "... de lui donner chaque semaine des périodes d'émission vers la France qu'il puisse considérer et utiliser comme les siennes propres". Aux termes d'un accord conclu avec de Gaulle le 13 juillet, on lui concède 5 minutes par jour.

L'émission des 5 minutes de la France Libre commence le 18 juillet et de Gaulle désigne comme chargé de liaison auprès de la BBC un jeune journaliste politique de l'agence Havas, Maurice Schumann (auteur d'un remarquable commentaire radiodiffusé sur Mers-el-Kébir). Il sera le porte-parole de la France Libre pendant quatre ans.

La grande émission, celle qui allait mobiliser progressivement une audience formidable dans la zone occupée de la France, était cette émission du soir. Elle comprenait trois parties relevant d'autorités différentes : tout d'abord les nouvelles d'une durée moyenne de 10 minutes, rédigées par les Anglais et lues par des speakers français. Puis, les 5 minutes de la France Libre introduites par l'annonce Honneur et Patrie suivie de la formule habituelle "Voici le porte-parole des Français Libres" ou "le porte-parole de la France combattante".

Le général de Gaulle ne parlait que dans les grandes occasions (il vint soixante-sept fois au micro de la BBC s'adresser à la France). Schumann, lui, entre le 18 juillet 1940 et le 30 mai 1944 parla plus de mille fois. Plusieurs fois par semaine, il s'effaçait derrière d'autres orateurs de la France Libre, au début surtout des militaires, souvent des combattants anonymes, parfois aussi des responsables civils comme le professeur Cassin qui parla cent cinquante fois. A partir de 1942 s'adjoignirent à lui des représentants de la résistance intérieure venus à Londres. Lors de ses rares absences, Schumann fut remplacé en juin et juillet 1943 par Pierre Brossolette et à l'automne 1943 par Pierre-Olivier Lapie.

Les émissions Honneur et Patrie faisaient partie de la souveraineté française, elles n'étaient pas soumises — en principe — à la censure britannique. S'il y avait contestation, ce qui arrivait, le cas était discuté de puissance à puissance, les cas les plus graves étant portés jusque devant de Gaulle et Churchill. Après les 5 minutes d'Honneur et Patrie, venait le programme français proprement dit, intitulé "Les Français parlent aux Français". Ce programme était effectivement dirigé par un Français, Michel Saint-Denis alias Jacques Duchesne ; il était réalisé par une équipe de Français dont certains étaient engagés volontaires dans les Forces Françaises Libres, comme Jean Marin. Mais tous ne l'étaient pas, certains ayant refusé de s'y engager.

Si l'équipe des "Français parlent aux Français" était résolument patriote, pro-résistante, et enthousiaste pour l'action militaire de la France Libre, certains de ses membres dont Jacques Duchesne étaient réservés à l'égard de "la politique du général de Gaulle", déploieraient ses conflits avec les Anglais, critiquaient sa raideur et ce qu'ils tenaient pour de l'autoritarisme. L'équipe des "Français parlent aux Français" n'était donc que partiellement une équipe gaulliste ; elle était très jalouse de son franc-parler, et très indépendante aussi bien à l'égard de Carlton Gardens, le quartier général français, qu'à l'égard des Anglais qui appelaient cette équipe les "very free french".

Ses membres étaient liés par contrat à la BBC et subordonnés au chef anglais de la section française qui était un journaliste francophile, remarquable d'intelligence et de compréhension, l'ancien correspondant du Morning Post à Paris, Gillie. L'équipe des "Français parlent aux Français" recevait des directives anglaises et était soumise à la censure anglaise. Seules les 5 minutes de Schumann et de la France Libre pouvaient être

considérées comme exprimant la pensée des Français Libres et du mouvement.

La force saisissante de ces émissions tenait à un ensemble d'apports très originaux. En premier lieu, une vision politique, invariable et fondamentale, commune à Churchill et De Gaulle qui était : non à l'hitlérisme, la force des chars et de l'aviation a eu raison des armées françaises, mais la guerre n'est pas perdue. Il s'y ajoutait du côté de De Gaulle, le refus des armistices, et le refus de reconnaître la légitimité du gouvernement de Vichy ce qui allait à contre-courant de la majorité de l'opinion française de l'époque. L'essentiel était bien là : la France n'était pas sortie de la guerre, c'était donc la France en guerre qui s'exprimait sur les antennes de la BBC. La radio française de Londres allait jour après jour rappeler que des Français poursuivaient le combat sur tous les champs de bataille du monde.

Un second apport de la BBC était une certaine notion de l'usage d'une radio et d'une information démocratique, reflétant une conception libérale des rapports entre gouvernants et gouvernés. La BBC dans son ensemble (y compris les émissions en langue anglaise) n'était soumise, apparemment du moins, à aucune censure politique, mais seulement à une censure militaire de sécurité. La doctrine était qu'il fallait dire dans toute la mesure du possible le vrai, et que d'ailleurs la meilleure propagande était celle qui était et qui apparaissait la plus sincère et la plus véridique. La BBC se refuse donc à l'optimisme de commande. Elle se veut honnête. Pierre Bourdan, extraordinaire commentateur politico-militaire, par la suite ministre de l'Information après la Libération, pouvait dire certains soirs que les nouvelles étaient mauvaises et trois jours plus tard que les nouvelles étaient très mauvaises. Cette attitude correspondait de plus à un réalisme très calculé des dirigeants politiques anglais et de l'Intelligence Service. Le colonel Buckmaster, futur chef des services anglais d'action en France, a écrit : "Nous avons besoin d'instaurer une confiance totale dans la BBC, afin que le moment venu les patriotes français acceptent sans question ni murmure toute directive qui serait lancée sur ses longueurs d'ondes". Je pense que c'était aussi le sentiment du général de Gaulle.

Un troisième apport de la BBC tenait au style qu'elle a élaboré. Il faut mettre à part le général de Gaulle qui a inventé un style radiophonique personnel qui s'est perfectionné (au départ sa diction était assez hachée) ; la force de ses allocutions a très vite impressionné. "Seul un soldat, a écrit Léon Blum, pouvait dicter avec cette force et cette autorité des devoirs aussi simples, simples comme le cri de la conscience". Le style de Maurice Schumann était extraordinaire : lyrique, grandiose, pathétique, inspiré, prophétique. De lui, Duhamel a dit : "Nous n'oublierons certes pas la voix familière de Maurice Schumann qui, si nous ressuscitons dans mille ans, nous rappellera encore nos espérances et nos angoisses pendant les saisons amères".

Les jeunes qui formaient l'équipe des "Français parlent aux Français" 'étaient pas des professionnels de la radio.

Ils inventèrent une radio qui s'inspirait beaucoup des radios privées françaises d'avant-guerre et qui mêlait sonneries militaires, commentaires très sérieux et quelquefois ardu, reportages et chansons (la part de musique était toujours très importante). Des scènes de cabaret aussi, d'une fantaisie allègre et des slogans : "Radio Paris ment, Radio Paris ment, Radio Paris est allemand" ; et aussi "depuis Strasbourg jusqu'à Biarritz, la radio est aux mains des Fritz". Ou, après un dur bombardement de Londres : "Boum ! Tout sur Londres fait Boum ! Boum ! Boum !" sur un air bien connu de Charles Trenet.

Cet humour et ce courage montrés tant par les Français de Londres que par les Anglais, dans ces mois tragiques de 1940/1941, forcèrent l'admiration des premiers auditeurs du continent qui à partir de septembre 1940 se mirent à écrire des lettres ou des cartes à Jacques Duchesne, au général de Gaulle, ou à la BBC, sans autre mention. A la fin de 1940 ou au début de 1941, la France Libre fut certaine d'avoir une audience en France. On eut le sentiment d'une première victoire psychologique. Preuve supplémentaire de cette victoire, Radio Paris se mit à imiter le style de la radio française de Londres dans l'espoir de mieux la contrer en lançant à son tour des slogans : "BBC ce n'est qu'une sérénade, BBC, sérénade sans espoir", ou encore : "Au jardin d'Angleterre les bobards sont fleuris" sur des airs populaires.

Dans l'histoire de la radio française de Londres, la période allant jusqu'en 1942 est celle de la conquête de l'audience et, de la lente persuasion d'un public. L'écoute de la BBC devient, surtout dans certaines régions (à Paris, en Bretagne, dans le Nord), une réalité habituelle, une drogue pour certains, attestée par de multiples témoignages. L'écoute fut favorisée par deux éléments techniques singuliers. Il y avait en France deux radios, la radio allemande en zone occupée à Paris, qui bénéficiait du grand émetteur d'Allouis, le plus puissant d'Europe et était entendu dans toute la France, et une radio de zone sud, la radio de Vichy qui relevait du gouvernement du Maréchal. Or, dans les premiers mois de l'occupation la radio de Paris cessait ses émissions à 20 heures pour empêcher le guidage des avions anglais, de sorte qu'il y avait un vide radiophonique dont Londres bénéficiait. De plus, la radio de Vichy était peu puissante et elle n'était pas audible dans toute la France ; elle était très mal entendue en Bretagne et dans le Nord, médiocrement en Alsace. Or, le Nord et la Bretagne étaient parmi les régions les plus patriotes, les plus précocement engagées dans la résistance aux Allemands.

A ce moment-là, la radio commença d'être utilisée comme une arme. C'est le général de Gaulle qui en eut un des premiers l'idée. Le 1er janvier 1941, il demanda que les rues de France soient vides pendant une heure. La consigne fut suivie notamment dans le Nord et en Bretagne, nous le savons par les rapports des préfets. Peu après, commença la campagne des "V". C'était une invention des Belges francophones.

L'animateur de la radio belge à la BBC avait proposé, au début de l'année 1941, à ses compatriotes le symbole V, comme Victoire, pour symbole de ralliement.

Le 22 janvier 1941, la BBC reçut une carte venant d'un port français de la Manche signalant que de petits V apparaissaient de toute part. La censure avait laissé passer cette carte qui avait traversé toute la France. On fut singulièrement et heureusement étonné à la BBC. En février, des dizaines d'informations concordantes affluèrent. Le 22 mars, la section française lança le mot d'ordre de couvrir les murs de V en l'honneur du roi Pierre de Yougoslavie qui avait refusé de capituler devant les Allemands. La consigne fut instantanément suivie dans les deux zones, tandis qu'à Marseille une manifestation spontanée lançait plusieurs milliers de personnes dans les rues. Le succès fut tel dans les établissements scolaires que le ministre de l'Éducation nationale adressa des remontrances et des directives très dures à tous les directeurs d'école et proviseurs. En juillet, Berlin ne trouva d'autre moyen, pour mettre fin à cette campagne, que d'adopter à son tour le V, V comme Victoire, symbole de la victoire allemande.

Les unités d'occupation reçurent l'ordre d'arborer sur leurs cantonnements et leurs véhicules de grands V. Les Anglais crurent qu'ils avaient gagné la guerre radiophonique avec le V. C'était un effort excessif. Cela prouvait toutefois que rien ne pouvait arrêter ce que Goebbels appelait "l'invasion intellectuelle du continent par la radio anglaise".

Il y eut d'autres manifestations orchestrées et commandées de Londres, dont les deux plus impressionnantes ont été les manifestations du 1er mai 1942 et du 14 juillet 1942. Il commençait, au printemps 1942, à y avoir des relations radio télégraphiques clandestines avec les mouvements de résistance (qui était la CGT clandestine) c'est de France que le Mouvement Ouvrier français suggéra de faire une manifestation de masse en zone non occupée le 1er mai 1942. Elle fut orchestrée par la France Libre grâce à la BBC et fut un succès. Mais c'est surtout la manifestation du 14 juillet 1942, également pilotée grâce à la radio de Londres qui fut une opération extraordinaire. Le BCRA avait donné consigne à tous ses agents en France disposant d'émetteurs clandestins de jouer le rôle de correspondants de presse. La radio de Londres put rendre compte dans un délai record des manifestations d'une ampleur considérable qui rassemblèrent plusieurs milliers de personnes à Lyon, à Grenoble, à Marseille (où il y eut des tués), et dans une vingtaine de villes de la zone sud.

Le préfet régional de Marseille écrivit à Laval pour dénoncer cette inquiétante capacité qu'a la BBC de diffuser "de plus en plus d'ordres précis, exécutables dans quelques heures et qui dans ces conditions touchent l'opinion à coup sûr". C'est ainsi que le 19 janvier les Marseillais ont été invités à 13 heures par la radio anglaise à se rendre au cimetière Saint-Pierre pour y défilier à 17 heures devant les tombes des victimes tuées le 14 juillet. Et le même préfet avouait son désarroi : "Il ne nous est plus possible d'opposer par voie d'affiches, par la presse et même par

la radio des conseils contraires à ceux des agitateurs de Londres". C'était bien la reconquête de l'opinion publique patriote. Ajouter qu'en juillet 1942 il venait d'y avoir Bir Hakeim; c'était le moment où les Anglais, les Américains, accordaient à la France Libre devenue la France Combattante une reconnaissance diplomatique beaucoup plus large; les premiers agents clandestins faisaient la navette entre la France et l'Angleterre, la Résistance de zone sud saluait de Gaulle comme son chef. Tous les espoirs semblaient permis.

1942 voit aussi la fin des défaites alliées. Et pourtant cela va être le début d'une grande épreuve pour la France Libre. En novembre 1942, les Américains débarquent en Afrique du Nord, cette victoire crée pour la France Libre une situation difficile qui va se refléter de façon presque dramatique dans le domaine de la radio, au point que l'étroite marge de souveraineté radiophonique que de Gaulle s'était assurée fut sur le point d'être réduite à néant.

Je rappelle les faits : le 6 novembre 1942, un message personnel de la BBC avertit les conjurés gaullistes d'Alger de l'imminence du débarquement américain : "Attention, Franklin Robert arrive".

A Alger, alors que le débarquement a été préparé et facilité par les jeunes sympathisants de la France Libre, l'amiral Darlan est reconnu par les Américains comme chef civil et militaire dans les territoires d'Afrique du Nord. C'est un scandale intolérable pour toute conscience française libre et d'ailleurs pour une très grande partie des alliés anglais et américains. Darlan avait été dénoncé pendant des mois à la BBC comme pro-allemand. On savait qu'il avait collaboré à fond. De Gaulle qui avait été tenu à l'écart des préparatifs du débarquement décida de faire savoir à la France par la BBC qu'il n'assumait aucune responsabilité dans les négociations en cours en Afrique du Nord avec des représentants de Vichy et qu'il ne pouvait pas accepter des dispositions qui auraient pour effet de consacrer le régime de Vichy en Afrique du Nord.

Le gouvernement anglais fut un peu interloqué. Il se donna 24 heures de réflexion. Puis il autorisa la BBC à diffuser ce texte que Schumann lut au micro à la vitesse de dictée. Le 21 novembre, le général de Gaulle prépara une émission beaucoup plus violente qui fut interdite sur décision personnelle de Churchill. Le 3 décembre, il prépara une émission stigmatisant "le quarteron d'hommes qui symbolise la collaboration" ; Churchill refusa qu'on la diffuse. Ce fut l'épreuve de force. Pour de Gaulle, privé de moyens, détesté par Roosevelt, le seul recours était

d'en appeler aux opinions publiques et d'abord à l'opinion publique française. Interdit d'antenne, il riposta en supprimant le concours de tous les Français Libres à la BBC, Schumann cessa ses émissions, les postes pseudo-clandestins Radio-Gaulle et France catholique se sabordèrent. Schumann se prépara à partir à Brazzaville pour y faire dorénavant ses émissions.

La seule présence française à la BBC restait celle de Michel Saint-Denis alias Jacques Duchesne qui ne représentait pas les Français Libres. Cependant la radio américaine s'était installée à Alger, l'amiral Darlan gouvernait toutes les radios françaises d'Afrique du Nord, d'Afrique occidentale, de la Guadeloupe et de la Martinique. Un incident supplémentaire aviva l'amertume : le centre d'écoutes radiophoniques de la France Libre capta une émission d'un poste pseudo-clandestin Radio Patrie : ce poste avait été créé en Angleterre à l'insu de la France Libre par les services secrets britanniques, il émettait depuis octobre, il s'adressait à la Résistance. Il avait, derrière le dos de De Gaulle, donné des consignes militaires à la résistance française, soit disant au nom du général de Gaulle et en accord avec les états-majors alliés ! A la veille de Noël 1942, le général de Gaulle est pratiquement réduit au silence et la souveraineté radiophonique est éclatée, morcelée et sous contrôle étranger.

L'assassinat de Darlan permit aux Français Libres de réintégrer la BBC, mais à Alger, le général Giraud, promu "commandant en chef civil et militaire" maintenait en vigueur la loi de Vichy. La radio fut dans cette phase pour de Gaulle un instrument capital: elle lui permit de faire savoir à l'opinion française qu'il se refusait à toute compromission et exigeait dans tous les territoires français le rétablissement de la légalité républicaine. Les Anglais s'y prêtèrent – non sans difficultés – en mai 1943, une émission de De Gaulle fut de nouveau stoppée par décision personnelle de Churchill. C'est seulement en juin 1943, on le sait, que de Gaulle put se rendre à Alger et que l'accord Giraud-de Gaulle scella la réunification des Forces Françaises et des territoires français dans la guerre. La souveraineté radiophonique française redevint du même coup une réalité. Tous les postes radiophoniques français hors de France furent réunifiés sous l'égide du général de Gaulle et de son ministre de l'Information Henri Bonnet. Quel chemin parcouru depuis l'hiver noir de 1942 où la seule liaison radiophonique avec la France dont de Gaulle pût être sûr était Brazzaville, poste minuscule qui ne sera vraiment entendu en France qu'à partir du 18 juin 1943 lorsqu'on en fit un grand poste international.

Parallèlement à cette bataille pour la souveraineté radiophonique et pour la légalité républicaine, l'année 1942-43 a vu un autre phénomène important, la structuration des services de propagande et de l'action radiophonique en liaison avec la Résistance. Le gouvernement anglais avait découvert fin 1941 que la radio était une arme trop puissante pour qu'il puisse l'abandonner aux inspirations des journalistes de la BBC qui avaient lancé la campagne des V. Aussi Churchill créa-t-il en 1942 un service secret qui s'appelait P.W.E. (Political Warfare Executive), rattaché au ministère de la guerre économique, coiffé en réalité par le Foreign Office et qui était chargé de diriger la guerre subversive et psychologique en Europe, c'est-à-dire de faire les directives et de piloter l'action politique de la BBC, en liaison avec les services secrets d'action.

De Gaulle créa à son tour au début de 1942, un comité exécutif de propagande qui devait semaine après

semaine réfléchir aux orientations à donner, car à mesure que la Résistance se durcissait, qu'elle devenait militante, que les enjeux étaient plus graves pour les Français, les responsabilités de ceux qui parlaient à la France devenaient plus lourdes. Le comité exécutif de propagande, dont je fus le secrétaire fonctionnaire jusqu'à la Libération. Il se réunissait chaque semaine sous l'autorité de Georges Boris qui avait été le directeur de Cabinet de Léon Blum et qui était à Londres directeur politique du commissariat à l'Intérieur ; il fut un conseiller très précieux pour le général de Gaulle avant de devenir l'éminence grise de Mendès-France. Maurice Schumann y participait bien entendu, de même qu'en 1942-43 Jacques Soustelle et Jacques Bingen, qui y représentaient la BCRA.

Ce comité fut largement ouvert à tous les chefs de la Résistance française, à Londres. Ainsi d'Astier, Jean-Pierre Lévy, Frenay, les Aubrac, Pierre et Gilberte Brossette, Grenier y participèrent. Le comité représentait toutes les tendances de la France Libre et de la Résistance, il définissait les orientations à donner. La BBC devient alors un instrument de combat et l'on peut vraiment parler de stratégie radiophonique et de batailles radiophoniques. Celles-ci s'échelonnèrent en trois grandes phases : la bataille du STO, la bataille des maquis, la bataille de la Libération. La bataille du STO, c'est-à-dire contre le service du travail obligatoire en Allemagne commença le 22 juin 1942. C'est ce soir là que Laval dit à Radio Paris : "Je souhaite la victoire de l'Allemagne". Une demi-heure plus tard, de Londres, Schumann riposte en affirmant que Laval s'est mis hors de la communauté française. La bataille radiophonique pour le refus du travail en Allemagne fut un grand succès, elle rallia la paysannerie française à la résistance.

La bataille de soutien au maquis fut plus difficile et Londres ne s'y engagea pas sans scrupules. En effet, à l'époque, la Résistance n'avait aucun matériel, que ce soit des armes, des couvertures, ou des chaussures. Cependant, c'est la Résistance intérieure qui imposa à Londres de soutenir les maquis et de pousser les jeunes à y aller. Cela correspondait tout à fait à l'instinct du général de Gaulle qui le souhaitait. La France Libre a donc commencé à faire l'apologie des maquis en insistant sur leur action héroïque ; au contraire Philippe Henriot à Radio-Paris et à Paris Vichy soutenait que les maquisards étaient des terroristes et des assassins. Et de citer des exemples, dont quelques-uns étaient hélas véridiques. La bataille des Glières, dont l'épilogue fut sanglant a été le point culminant de la bataille radiophonique de soutien aux maquis. Elle a donné lieu à toute une série de joutes radiophoniques entre Henriot et Schumann, Henriot soutenant que ces jeunes maquisards étaient un ramassis de brigands, Schumann révélant que le chef des Glières était un officier de Saint-Cyr, décoré de la Légion d'honneur et rappelant que les hommes des Glières étaient l'honneur de la France.

La bataille radiophonique pour les maquis aura été d'une importance capitale et il faut voir son véritable objectif: il ne s'agissait pas tant d'attirer des milliers de jeunes dans les maquis que d'assurer aux maquis la sympathie, la connivence et le soutien de la masse de la population, indispensables pour qu'ils puissent durer.

La troisième grande bataille radiophonique pilotée par la France Combattante fut celle de la Libération. Je rappelle que de Gaulle disposait de deux moyens de communiquer en vue de l'action avec la France occupée: par les postes émetteurs récepteurs dont étaient alors équipés les mouvements et les chefs de réseaux et responsables militaires; c'est par cette voie que la Résistance organisée recevait ses ordres; et d'autre part grâce à la BBC qui s'adressait à l'opinion française dans son ensemble et aux patriotes non organisés. Le rôle de la BBC, appuyée par Radio Alger est de faire que la solidarité nationale soit une réalité, mais en même temps d'éviter que des coups d'enthousiasme n'emportent les patriotes à des actions locales inconsidérées.

Le général de Gaulle avait proclamé dès 1943 que la libération nationale devait être inséparable de l'insurrection nationale. L'idée avait été peu appréciée des Alliés: ils interdirent pendant un an l'expression "l'insurrection nationale" sur les ondes de la BBC. En réalité, ils n'en voulaient pas, car ils craignaient qu'elle ne provoque des représailles sanglantes de la part des Allemands, en tout cas des actions non contrôlées et peut être la prise de pouvoir par les communistes dans certaines régions de France.

Or, le général de Gaulle tenait à l'insurrection nationale, il voulait que le pouvoir soit pris en France par les résistants avant l'arrivée des Alliés. Dans son esprit, l'action militaire de la Résistance devait comporter deux phases: une phase d'opérations sur des objectifs clairement définis, effectuées par des réseaux ou des maquis solidement encadrés et agissant de concert avec le commandement allié, puis dans un deuxième temps, "l'insurrection nationale" proprement dite, qui devait se produire par la prise du pouvoir locale 48 heures avant l'arrivée des Alliés. Au contraire, une large portion des mouvements et le PC voulaient une insurrection nationale généralisée éclatant le jour du débarquement.

La formule de conciliation fut définie par Georges Boris et approuvée par le général de Gaulle dans les termes suivants: l'insurrection nationale doit avoir lieu, mais elle doit se faire par étapes, elle doit être disciplinée et commandée. Elle ne doit pas avoir lieu au même moment dans toutes les régions de France, elle doit donc être échelonnée et différente selon les régions. Georges Boris réussit à faire adopter ce point de vue par les Anglais dix jours avant le débarquement. Il réussit ensuite à le faire accepter par Waldeck Rochet, représentant à Londres du PC. Waldeck Rochet consentit à ne pas donner de consignes d'insurrection générale le jour du débarquement.

Ainsi, pendant la période de juin à août 1944, l'insurrection nationale fut pilotée de deux façons:

clandestinement par les postes émetteurs qui nous réunissaient aux réseaux, aux chefs des maquis ou aux groupes d'action qui encadraient l'action militaire, et d'autre part, de façon publique par les émissions françaises de la radio de Londres. Celles-ci étaient faites dans cette période sous condominium politique franco-anglais, toutes les émissions étant contrôlées conjointement par les Français et les Anglais. Un représentant officiel du comité français de la libération nationale, André Gillois s'était installé à cet effet dans les locaux de la BBC. Tantôt ces émissions poussèrent à l'action, tantôt au contraire elles mirent un frein à des actions prématurées ou irréfléchies. L'insurrection nationale proprement dite fut annoncée successivement pour toute la région au sud de la Loire, pour les Alpes, pour Lyon, pour Paris, enfin pour l'ensemble de la France. Et le jour de la libération de Paris, la radio de Londres put retransmettre les cloches de la capitale sonnante pour célébrer la libération.

Que de chemin parcouru depuis l'acte radiophonique isolé du 18 juin 1940! La radio n'avait pas été seulement le lien entre les Français Libres et les Français captifs, le véhicule de la foi et de l'espérance, elle était devenue peu à peu un des instruments de la Libération, dans le cadre d'une politique radiophonique complexe, à la fois hardie et prudente, contrôlée et inspirée par le général de Gaulle, exécutée avec une exceptionnelle maîtrise en consultation démocratique avec les représentants de la Résistance. Je ne suis pas sûr que la radio de Goebbels ait beaucoup contribué à la défaite de la France en 1940. Nul ne peut douter en revanche que l'acte radiophonique du 18 juin, et que l'action radiophonique menée par de Gaulle ou sous l'égide de De Gaulle de 1940 à 1944 avec le concours des Britanniques aient apporté une contribution décisive au redressement national et, par-delà la Libération à l'image que les Français se sont fait désormais d'eux-mêmes. »

Sources :

Archives de la BBC

Site internet charlesdegaulle.org

Musée de Radio France.

Bibliographie :

Sarah Blake – *Si vous recevez cette lettre*, Paris, Calmann Levy, 2011

Jacques Pessis, *Les Français parlent aux Français*, Paris, Omnibus, 2010

Pierre Dac – *Drôle de Guerre*, Paris, Omnibus, 2008

Pierre Wiehn – *Adieu les Anges*, Calmann Levy, 2004

Jean-Louis CRÉMIEUX-BRILHAC, *Le rôle de la radio, 1940-1944*, Espoir n°66, 1989

Collectif - Coordination ECK Hélène, *La Guerre des Ondes - Histoire des radios de langue française pendant la Deuxième Guerre mondiale*, Armand Colin, 1985



Rubrique Commémoration

Paul De Forges

Par Yves Donjon et Marc Taffoureau



Le jeudi 20 septembre 2012 s'est déroulée à Fréhel (Côtes-d'Armor), à l'initiative du Mémorial « Normandie-Niemen », une cérémonie à la mémoire du capitaine-pilote Paul de Forges, abattu en combat aérien le 31 Août 1943 dans la région de Smolensk.

Elle s'est tenue à l'occasion du centenaire de sa naissance, en présence de Michèle Moisan, maire de Fréhel, d'Alain et Yann de Forges, fils du pilote, des associations d'anciens combattants, de MM Jean-François Anière et Yves Donjon, du Mémorial.





Alain de Forges

Après un bref rappel historique de l'unité, Mr Alain de Forges y a lu ce poème de sa grand-mère :

À MON PILOTE

Ô toi que j'ai tenu dans le nid de mes bras,
Si léger, si faible, si frêle,
Qui, pour oser tes premiers pas,
Cherchais le tendre appui de ma main maternelle,

Mon fils, mon tout petit, que j'ai tant protégé,
Lorsque c'était moi la plus forte,
Combien il m'est doux de songer
Que c'est ta volonté qui me guide et m'emporte !

Je me souviens du temps où, gamin curieux,
Tu voulais de belles histoires :
Ah ! Que de pays merveilleux
J'inventais pour te plaire ! Et pouvais-je, alors, croire

Que du monde inconnu, par mon rêve exploré,
Tu me livreras le mystère,
Ouvrant à mes yeux enivrés
Des horizons cent fois plus beaux que mes chimères ?

Nous sommes seuls, tous deux, sur ce fragile esquif,
Pèlerins de l'espace immense,
Mais qu'il est loin, l'enfant craintif
Dont mon sein fut l'asile et mon bras la défense !

Doux miracle accompli par la fuite des jours :
Voici qu'un homme a pris sa place,
Et que je m'appuie, à mon tour,
Sur sa jeune vaillance et sa tranquille audace !

Et, tandis qu'à nos pieds le spectacle du sol
Change de seconde en seconde,
Que, sous notre rapide vol,
S'égalisent les monts et les gorges profondes,

Je répète ces mots, tout bas : « C'est mon enfant ! »

**Avec une joie inconnue,
Je les égrène dans le vent,
Je les jette au soleil, à l'azur, à la nue...
Et, prenant à témoin ce qui s'offre à mes yeux :
La rivière, le toit qui fume,
La côte aux golfes gracieux
Que dessine la mer avec sa blanche écume,**

**Le tapis émaillé des prés et des guérets
Qui sont comme des mosaïques,
Les taches sombres des forêts,
Les petits bateaux blancs dormant au fond des criques,**

**Le troupeau floconneux des nuages errants
Qui viennent à nous dans l'espace...
Pleine d'un orgueil enivrant
Je leur dis : « Regardez : c'est mon enfant qui passe !**

**« Il m'entraîne après lui dans son joyeux essor !
« Fut-il jamais chose plus belle ?
« Ô, vous tous, enviez mon sort :
« Je vole, et c'est mon fils qui m'a donné des ailes ! »**

Poème de la comtesse de Forges

Rappel de la vie de Paul de Forges, lue par Yves Donjon, biographe du Mémorial et auteur de « Ceux du Normandie-Niemen » :

Paul de Forges

Paul de Forges est né le 28 juin 1912 à Nantes. Il est issu d'une famille de vieille souche bretonne originaire du Pays de Redon, plus précisément des communes de Rieux et Allaire, dans le Morbihan. Très tôt, Paul se passionne pour l'aéronautique. N'ayant pas encore 17 ans, il s'engage dans l'aviation par devancement d'appel en mars 1929, puis intègre l'école pratique d'aviation d'Istres en juin 1930. Affecté au 1^{er} Groupe d'aviation d'Afrique à Alger en novembre 1930, il est nommé sergent en février



Paul de Forges

1931 et breveté pilote militaire en mars suivant. Son chef, le colonel Weiss, décèle immédiatement en Paul de Forges le pilote exceptionnellement doué possédant les qualités qui font l'aviateur de race.

A côté de sa vie militaire, il mène de front pendant ses loisirs et permissions, celle de touriste impénitent, passionné d'Afrique et d'espace. Ce qui rend particulièrement sympathique sa jeune audace et ses initiatives d'aviateur, c'est qu'elles sont secondées à bord par un passager charmant et délicat, qui n'est autre que la comtesse de Forges, sa mère. Madame de Forges semble avoir abdiqué tous les préjugés, toutes les précautions, toutes les inquiétudes dont s'enveloppe une femme pour ne plus songer qu'à son fils et à la mission aéronautique qu'il s'est donné.

Son service militaire terminé, Paul échappe par goût et par volonté à la vie parisienne ennuyeuse de fils de famille désœuvré. Il a résolu de porter le fardeau de sa jeunesse dorée très haut et très loin, comme on porte un drapeau et décide de se consacrer entièrement à l'aviation.

A 20 ans, il est titulaire du brevet de pilote de tourisme et propriétaire d'avions civils. Il lui arrive parfois de venir se poser avec son appareil personnel sur la plage de Fréhel, non loin de la commune d'Erquy, où il possède une demeure familiale.

De nombreuses navettes entre Alger et Paris, ainsi que plusieurs voyages au Sahara. Un week-end en Pologne, pendant lequel, en quarante-huit heures il boucle 4.000 km, passant au retour par l'Autriche. Puis, de nouveau l'Afrique, où il commence une navigation tellement généralisée qu'il faut renoncer à le suivre dans ses déplacements.

En janvier 1935, le colonel Weiss présente à Paul de Forges le célèbre pilote détenteur de plusieurs records : Maurice Finat. Les deux aviateurs décident de s'attaquer au record de liaison Paris - Madagascar. Le 19 mars 1935, à bord d'un Farman 359, Paul de Forges et Maurice Finat décollent de Marseille en direction de Tunis. Dans la nuit du 22, ils sont confrontés à un orage d'une telle violence qui les oblige à rebrousser chemin et à revenir à Malakal au Soudan. La tentative de record Paris - Madagascar est vouée à l'échec, mais les deux pilotes décident de poursuivre leur raid. Ils sont retardés à Mozambique, du 23 mars au 2 avril, par des ennuis mécaniques. Le 3 avril, Paul de Forges et

Maurice Finat se posent à Ivato-Tananarive. Pour le retour en France, les deux aviateurs quittent Tananarive le 19 avril. Le lendemain, peu après le décollage de Moshi au Tanganika, par très mauvais temps, le Farman qui vole à basse altitude est brusquement rabattu vers le sol par un violent courant descendant et s'écrase dans la forêt. Maurice Finat est tué sur le coup et Paul est grièvement blessé. Quand il revient à lui, il voit sortir un os de la jambe gauche de son pantalon et son pied pendre en-dessous, presque arraché. L'os de son bras gauche également cassé sort de son poignet. Mais c'est surtout l'estomac qui lui fait horriblement mal et il a l'impression d'étouffer, avant de perdre une seconde fois connaissance. Paul est secouru par des indigènes et un missionnaire protestant, le Révérend Becker, qui lui donne les premiers soins et le reconforte. Il est ensuite transporté à l'hôpital européen de Moshi pour être opéré. Un chirurgien anglais, le docteur Sanderson, décide de surseoir à l'amputation de la jambe gauche et réussit une opération des plus délicates. Pendant plusieurs jours les médecins croient Paul de Forges perdu et ce n'est qu'au bout de quinze jours qu'ils peuvent répondre de lui conserver la jambe. Après six semaines pendant lesquelles il a beaucoup souffert, il quitte l'hôpital de Moshi pour Monbasa. Désormais, il marchera avec une canne...

Le 14 juin 1935, en compagnie de sa mère venue le rejoindre par avion, Paul embarque à Monbasa à bord du paquebot « Le Bernardin de Saint-Pierre », à destination de la France. Convalescent, Paul se rétablit auprès de sa mère, au château familial de La Bousseaie, à Rieux. Il profite de ce repos forcé pour relater l'extraordinaire odyssee de son raid. Celle-ci sera publiée l'année suivante, sous le titre : « Vers la grande île avec Finat ». Le 7 avril 1936, sur le Farman 190 baptisé « Paris », Paul de Forges, accompagné de Philippe d'Estailleur-Chanteraine, du docteur Richou et du mécanicien Vernas, s'envole de Paris à destination des Indes. Le chef de mission, Philippe d'Estailleur-Chanteraine, a décidé de vivre trois mois loin de la Métropole, au service d'une grande cause de propagande et de liaison coloniale. Pour ce voyage il a l'heureuse chance de s'associer Paul de Forges pour pilote. Après des escales en Tunisie, Tripolitaine, Egypte, l'équipage du

« Paris » met le cap sur la Syrie. Avant d'atteindre Damas, une panne d'alimentation brutale force Paul de Forges à se poser en campagne sans moteur.

Le terrain est effroyable, l'avion survole des collines et des ravins. Au prix d'un atterrissage acrobatique, Paul sauve l'appareil et ses compagnons de bord, en se posant au flanc d'une colline. Mais il ne peut être question d'en repartir qu'en allégeant à l'extrême l'appareil. Pendant que ses compagnons se dirigent en caravane vers Damas, Paul arrache du minuscule terrain l'avion vide dans lequel on n'a laissé que quelques litres d'essence. Tout se termine bien grâce à la maîtrise du pilote. Le 21 avril la mission arrive à Bombay. Le 16 mai le « Paris » est à Chandernagor où il prend congé de l'Inde française. Le 26 mai il est à Karachi et le 1^{er} juin à Bouchir d'où décision est prise de visiter la Perse. De Téhéran à Paris, la mission brûle les étapes, et après une magistrale trajectoire entre Damas et Athènes, elle traverse l'Europe pour se poser à Paris le 22 juin 1936, au milieu d'une foule d'admirateurs et d'amis à la tête de laquelle se trouvent les représentants du ministre de l'Air et du ministre des Colonies. Cette liaison avec l'Inde française a mis en lumière le pilote de grande classe qu'est Paul de Forges, dont l'esprit d'initiative, le désintéressement et le courage doivent être donnés en exemple à toutes les générations.

Le 29 avril 1937, Paul de Forges épouse mademoiselle Christiane de Vaucresson. De cette union naîtront Yveline en 1939, Alain en 1941 et Yann en 1942. Paul connaîtra les deux premiers au cours de permissions, mais non le troisième, Yann, « né un mois après son dernier départ pour l'Angleterre... et pour la mort », écrit sa grand-mère, la comtesse de Forges. Ajoutons : Et pour la gloire, car mourir pour sa Patrie, dit le poète, l'abbé Henri Le Breton, « c'est s'immortaliser par une belle mort ».

Rappelé comme officier de réserve en décembre 1937, Paul de Forges est affecté à la 33^{ème} Escadre de reconnaissance à Nancy et nommé sous-lieutenant. Il sert au G.R. 1/33 équipé successivement de Potez 542, 540, 637 et 63/11. Le 11 novembre 1939, Paul est promu lieutenant.

Le 20 décembre 1939, au cours d'une mission entre Mayence et Francfort, Paul de Forges est attaqué par un Messerschmitt 109 et blessé d'une balle à un bras. Il réussit cependant à ramener son avion au sol avec son observateur, le lieutenant Novellet, et son mitrailleur, l'adjudant Tourel. Ce jour-là, Paul de Forges ignore qu'il est le premier pilote d'observation français abattu au-dessus du territoire allemand durant la drôle de guerre. Paul et ses deux compagnons d'infortune sont faits prisonniers. En mars 1940, Paul de Forges est interné à l'Oflag de Lagluft. Souffrant toujours de sa blessure à l'épaule, les Allemands qui l'ont fait prisonnier le renvoient mourir dans ses foyers. Attitude chevaleresque pour un pair qui s'est illustré dans des raids internationaux ? Peu importe. Le lieutenant de Forges s'en moque. A 28 ans, il ne veut pas mourir, il se bat pour se battre encore. Chez les de Forges, si l'on est conscient, et fier, de son rang social, si l'on fait tout pour le conserver il est une chose avec laquelle on ne badine pas : le patriotisme.

A peine rétabli, Paul quitte Christiane qui a tant fait pour sa guérison. Son objectif : rallier les Forces françaises libres. Pour cela, il gagne les Pyrénées centrales et franchit clandestinement la frontière au Val d'Aran le 2 décembre 1942. Puis il traverse l'Espagne et parvient par la suite à rejoindre l'Angleterre. Arrivé à Londres, Paul de Forges signe le 27 janvier 1943 un engagement volontaire dans les Forces aériennes françaises libres sous le matricule n° 35.346. D'abord affecté au quartier général Air à Londres le 30 janvier, il rejoint ensuite le camp de formation de Camberley le 19 février, puis enfin le Centre Air n° 1 le 6 avril 1943. Quand Paul apprend que le commandant Pouyade recherche des pilotes de renfort pour le « Normandie » il se porte immédiatement volontaire.

Les deux hommes sympathisent dès leur première rencontre. Pierre Pouyade est heureux de trouver en Paul de Forges un pilote et ami du même âge que lui. En compagnie de Pierre Pouyade et de huit autres pilotes, le capitaine de Forges rejoint sa nouvelle unité à Kationki en URSS le 9 juin 1943. Nommé adjoint au commandant du groupe, Paul obtient sa première victoire le 15 juillet 1943, en abattant un Messerschmitt 110 au-dessus de Krasnikovo. Il récidive le lendemain sur un Messerschmitt 109, puis trois jours plus tard sur un Junkers 88.

Le 31 août 1943, le capitaine de Forges est engagé dans un combat avec de nombreux Focke-Wulf 190 dans la région d'Ielnia, à 45 kilomètres au sud-est de Smolensk. Paul de Forges ne rentre pas au terrain avec ses camarades. Lors de ce même combat, disparaît également l'aspirant Jean de Sibour.

En la personne de Paul de Forges, la France perd un héros, l'armée de l'Air un pilote et un combattant de premier ordre, et ses camarades de « Normandie » bien davantage encore. Porté disparu, le capitaine de Forges est déclaré « Mort pour la France » en opération aérienne.

En 1991, une rumeur parvient aux oreilles de l'attaché de l'Air de l'ambassade de France à Moscou : « Il y a un pilote français dans le marais... ». L'histoire vient de Bivalka, un petit village perdu à 80 kilomètres de Smolensk... Il faut attendre septembre 1998, pour que des recherches sérieuses soient entreprises afin d'essayer d'identifier « le pilote inconnu de Bivalka ». Les pièces d'avion retrouvées sont attribuées sans ambiguïté grâce à leurs numéros à un Yak 9. L'avion que pilotait Jean de Sibour, ce même 31 août 1943, étant un Yak 1, il ne peut plus y avoir de doute. Le marais a livré son secret ; le pilote enseveli est identifié avec certitude, il s'agit du capitaine Paul de Forges. Mais hélas, les fouilles ne purent être menées à terme, en raison de la nature du terrain.

Chevalier de la Légion d'honneur, le capitaine Paul de Forges est également titulaire de la Médaille militaire, la Croix de guerre 39-45, la Médaille des blessés et la Médaille de la Résistance française.

Au-delà de la mort, Paul de Forges laisse un exemple aux jeunes, celui d'avoir consacré sa vie entière à l'aviation avec une ardeur magnifique et d'avoir combattu de toutes ses forces au service de la France et de la liberté.

Le Mémorial Normandie-Niemen est actuellement en déménagement et a besoin de votre soutien financier. Les correspondances et les dons (déductibles de vos impôts) sont à adresser : Mémorial Normandie-Niemen - Musée de l'Air et de l'Espace - Aéroport de Paris-Le Bourget - B.P. 173 - 93352 LE BOURGET cedex

L'ouvrage « Ceux du Normandie-niemen » peut être commandé directement chez l'auteur au prix de 23€, frais de port inclus : Yves Donjon 21 rue Saint-Nicolas 22960 PLEDRAN ; les chèques sont à libeller directement à l'ordre du Mémorial.

Photos (crédit Mémorial NN) :

la queue du Yak-9 de Paul de Forges, donnée par les Russes au Mémorial Normandie-Niemen ; elle est actuellement dans les réserves du Musée de l'Air.

Alain et Yann de Forges devant les drapeaux des anciens combattants

Yves Donjon lisant la biographie de Paul de Forges

Paul de Forges

Article de presse (PM)

Samedi 22 Septembre 2012 **Le Télégramme**

FRÉHEL

Normandie Niemen. Hommage à Paul de Forges

Jeudi matin, devant le monument aux morts, s'est déroulée une touchante cérémonie en hommage au capitaine Paul de Forges, aviateur du groupe de chasse Normandie Niemen, à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, en présence de Michèle Moisan, maire, des enfants de Paul de Forges, Alain et Yann, et d'élus.

Cette cérémonie était organisée par l'association du mémorial Normandie Niemen, situé au Bourget (93), présidé par Jean-François Anière et par Yves Donjon, historien documentaliste.

Pilote doué

Dans son discours, Yves Donjon a retracé l'histoire incroyable de ce pilote exceptionnellement doué. Paul de Forges est né le 28 juin 1912, à Nantes (44), s'est engagé par devancement de l'appel en mars 1929, et a intégré l'école pratique d'aviation d'Istres (13), en juin 1930. Il a été nommé sergent en 1931, et breveté pilote militaire en mars. Son service militaire terminé, Paul a décidé de se consacrer entièrement à l'aviation.

Rappelé à Nancy (54) en décembre 1937, il a été affecté à la 33^e escadre. Promu lieutenant, il a servi au groupe de reconnaissance



Par une émouvante cérémonie, Alain et Yann de Forges ont rendu un hommage à leur père, Paul de Forges.

ce I/33 à Nancy. Au cours d'une mission entre Mayence et Francfort, Paul de Forges a été attaqué par un ME 109, mais, blessé, il a réussi à ramener son avion au sol avec son observateur et son mitrailleur. Tous trois ont été faits prisonniers et enfermés dans un Oflag.

Il rejoint Londres

Rapatrié sanitaire en mars 1941, il a décidé de rallier la France libre en Angleterre. Dès son arrivée à Londres, il a signé, en janvier 1943, son engagement chez

les Forces libres (FAFL), a été affecté au quartier général de l'air. Volontaire pour servir au sein du Groupe de chasse numéro 3 Normandie, il y a été affecté en juin, occupant les fonctions de commandant d'unité.

Un poème pour un disparu

Lors d'un combat avec de nombreux Focke-Wulf 190 dans le secteur d'Ielna, au sud-est de Smolensk (Russie), il a été abattu et porté disparu le 31 août 1943, en même temps que l'aspirant De

Sibour.

À la suite de rumeurs, des fouilles entreprises en 1998, dans les marais de Bivalka, près de Smolensk, ont permis de retrouver des pièces d'avion attribuées, grâce à leurs numéros, au Yak 9 de Paul de Forges, mais en raison de la nature du terrain, les fouilles n'ont pu être menées à terme.

Jean-François Anière a raconté l'histoire de Normandie Niemen, puis, avec émotion, Alain de Forges a lu un poème, « À mon pilote », écrit par sa mère, la comtesse de Forges.



Les plans du Mur de l'Atlantique II

Par Frédéric Bonnus



Dans un précédent numéro, vous avez pu lire mon article « Non, ce n'est pas Bouvril qui a volé les plans du mur de l'Atlantique ».

Le peintre en bâtiment DUCHEZ a donc réussi à s'emparer dans les bureaux allemands, à Caen, de plan des ouvrages de défense de la côte normande. Il s'agit maintenant de les faire passer en Angleterre.

La jonction avec Londres se fait par le petit bateau de pêche « Les Deux Anges » qui rencontre de temps à autre le chalutier britannique N51. Gilbert Renault, c'est-à-dire Rémy, charge d'abord le jeune Paul Mauger de transporter les documents mais l'expédition échoue. Rémy s'inquiète car il se sent traqué par la Gestapo. Il faut donc prendre une décision...



René Duchez, Un héros !

Trois semaines s'étaient écoulées depuis le jour où Duchez avait subtilisé la carte des défenses allemandes en Normandie, dans le bureau même du commandant de l'organisation Todt à Caen.

Le chef de réseau Centurie, Girard, entre-temps, avait agrandi son champ d'action le long du Mur de l'Atlantique. Sa vie était devenue échevelée ; il la passait dans le vacarme des trains et le brouhaha des gares de jonctions, où il se nourrissait de sandwiches au jambon et du vin rouge piqué des buffets ; il passait des heures sous les lampes aveuglantes de contrôle des laissez-passer.

Dans chaque pays, il désignait un chef d'agence, qui à son tour recrutait des amis. Ainsi, de nouvelles cellules se créaient. Quant à la carte de Duchez, Girard n'y pensait même plus ; Les Allemands ne bougeant pas, le réseau avait eu son temps, croyait-il, pour la faire filer, et elle devait être maintenant à Londres où les gens responsables en tireraient le parti convenable. En fait, la carte se trouvait toujours à Paris, dans le sous-sol de Gilbert Renault, c'est-à-dire de Rémy, de qui tous les membres de la gestapo parisienne détenaient maintenant le signalement.

Renault s'en convainquit le samedi 30 mai à 14h30 sur le pont Mirabeau. Ce fut un petit bonhomme tout rond, tout souriant, Maurice Rossi, maître d'hôtel poli et patient d'un restaurant de la rue de Traktir, qui lui porta la nouvelle.

Rossi avait été chargé par Renault de constituer un réseau de maîtres d'hôtels parisiens, afin de mettre à profit les imprudences de langage commises par des clients tels que le général von Stulpnagel, gouverneur militaire de la ville.

Ce jour là, Rossi avait quitté son travail en catastrophe pour rapporter l'avis que lui avait aimablement donné un client, appartenant aux bas échelons de la Gestapo. Ce « type » lui avait prudemment conseillé de « filer » car son nom était sur la liste des suspects de la Gestapo. Le pire, c'est que le nom de Renault y figurait aussi. Rossi mis alors en garde

Renault en lui disant « ils sont sur vos talons ».

Renault cacha alors prestement sa pochette de soir bleue, mais il ne se crut pas autorisé à partir. A Londres, Dewavrin n'avait pas perdu son temps, deux opérateurs radio et six émetteurs avaient été parachutés avec succès sur le terrain de l'Aisne. L'un des opérateurs, Olivier Courtaud, calme et robuste gaillard d'une quarantaine d'années était déjà arrivé à Paris avec un appareil. Quatre autres émetteurs avaient été enterrés sur place, pour servir de réserve, et le dernier devait prochainement être apporté à Paris. Alex Tanguy, chef des agents de Renault à Lorient, se préparait le 17 juin à effectuer une nouvelle tentative de liaison maritime.

Renault avait encore trois atouts dans sa main : la Gestapo ne connaissait ni ses autres pseudonymes, ni sa famille, ni son lien avec la carte, dont la disparition ne semblait toujours pas signalée. Il prit alors la décision de ne pas partir. Le lendemain, il reçut des nouvelles qui l'émurent au plus haut point et le portèrent à se demander pour la première fois s'il avait eu raison de rester : en rentrant à Paris, Delattre et le nouvel arrivant,

René Georges Weil, avaient été arrêtés par des inspecteurs du service économique, à l'affût des trafiquants du marché noir. Ces fonctionnaires étaient restés tellement saisis en découvrant un poste de T.S.F. que les deux résistants avaient réussi à leur brûler la politesse. Mais sept heures plus tard, la Gestapo, à qui leur signalement avait été communiqué, les arrêtait à la porte d'Auteuil. Delattre ayant essayé encore une fois de s'échapper, les policiers tirèrent sur lui, le blessèrent au bras et le reprirent. Quant à Weil, il avait avalé une pastille de cyanure. Le jeune Paul Mauger, allant retrouver un agent de liaison, fut arrêté lui aussi. La Gestapo l'attendait.

Le 10 juin, Pierre Brossolette, le dynamique journaliste, rentra de Londres. Son enthousiasme avait fait si grande impression sur De Gaulle et Dewavrin que ceux-ci l'avaient chargé d'une mission fort délicate ; il remit à Renault une lettre de Dewavrin, et vit le petit homme serrer les lèvres en lisant le contenu. L'ordre catégorique était « vous reviendrez en Angleterre aussitôt que possible, avec votre famille. Ce qui reste de votre réseau doit être confié à d'autres mains. »

Pour autant, Renault indiqua immédiatement qu'il ne partait quand même pas pensant que Dewavrin ne savait pas ce qui se passait ici et qu'il croyait que tous les réseaux étaient fichus.

Renault ne se montrait pas très réaliste, mais son raisonnement était bien humain. C'était lui qui avait fondé les réseaux de province, lui que les agents connaissaient et suivaient, et un homme a toujours peine à croire que son œuvre pourrait se poursuivre sans lui. Il ne partirait que s'il devenait un danger pour ses amis.

Ce ne fut que le vendredi 12 juin qu'il entendit le signal d'alarme. A 6 heures, ce matin-là, il conversait avec Georgina Dufour, une femme entre deux âges, très soignée, qui lui servait de gouvernante dans son appartement d'Auteuil et s'occupait de ses sœurs dans leur ancienne maison de l'avenue de La Motte-Picquet. Georgina qui apprit que ses sœurs avaient été arrêtées jeudi par la Gestapo. Il sentit son cœur se soulever, le reste de la phrase que lui prononçait Georgina fut couvert par le bruit de l'arrivée d'une rame, les claquements des portes et le brouhaha des voyageurs. Selon les informations, les « Boches » n'étaient venus que parce qu'il avait habité l'appartement avant de le passer à ses sœurs. La Gestapo avait emmené ses sœurs rue des Saussaies pour les interroger, mais il a bien fallu qu'ils les relâchent. Ce n'étaient pas elles qui étaient en danger, mais bien lui et ce de plus en plus. De plus, il apprit que la Gestapo était au courant d'où vivait toute sa famille.

Français avant tout, c'est-à-dire individualiste, il aurait défié ses chefs et risqué toutes les souffrances de l'enfer pour rester en France avec ses hommes, mais sa famille était sacrée ; à aucun prix, elle ne devait être prise dans la tourmente. Il allait donc obéir à De Gaulle et Dewavrin et ainsi soustraire à leur risque actuel ceux que l'ennemi voulait prendre comme otages, puis il reviendrait.

Il ne perdit pas son temps : les heures étaient comptées. Il donna l'ordre à Alex de venir l'attendre à la gare d'Hennebont (un petit coin tranquille à dix kilomètres de Lorient) au train du lendemain matin. Puis il rentra chez lui, mit les messages restants dans une valise, avec la carte du Mur de l'Atlantique, et remplit une seconde valise avec des vêtements pris dans la malle.

Cela fait, il enregistra pour Hennebont la valise contenant les documents. La seconde valise à la main, il grimpa à 6 heures le raide escalier de la chambre que Courtaud occupait à l'hôtel de Royan, près de la gare Montparnasse ; il lui suffit de voir le visage de l'opérateur pour comprendre : les émissions sur ondes courtes sont capricieuses et les troubles de la ionosphère gênent souvent les transmissions quand la distance atteint 500 kilomètres. Courtaud n'avait pas pu contacter Londres.

Renault fit un rapide calcul :

« Ecoutez-moi, voilà ce que l'on va faire. Ce soir, nous partons pour Hennebont, séparément. Votre émetteur peut entrer dans ma valise. On va l'enregistrer et vous garderez le billet de bagages, qui est celui de la valise pleine de messages, déjà enregistrée. Encore une chose, si je suis arrêté avant d'avoir atteint la gare, vous ne me verrez pas à Hennebont, cela va de soi. En ce cas, vous récupérerez les deux valises à la consigne d'Hennebont, vous retrouverez Alex, et vous vous débrouillerez pour que les papiers, ma femme et mes enfants passent en Angleterre. Vous ne direz pas à ma femme que j'ai été arrêté. Mentez autant que vous voudrez, mais persuadez-là que je rallierai le bateau au moment du départ.

L'opérateur radio était calme mais pâle !

« J'ai compris », dit-il simplement.

Renault prit son dernier dîner au restaurant Schubert avec quelques amis. Lorsqu'il arriva à la gare Montparnasse, la machine du train lançait de grosses volutes de fumées noire. Il monta directement dans le compartiment à deux couchettes où il avait fait retenir une place par Cook. Sur la couchette inférieure, un officier allemand se préparait pour la nuit.



Le Colonel Remy

Un contrôleur vint vérifier les billets de location, et les comparer aux papiers d'identité des voyageurs. Renault connut encore un moment d'angoisse.

« Vous êtes Monsieur Morin ? »

« Morin », il avait retenu la place sous ce nom, alors que la Gestapo connaissait ce pseudonyme depuis quinze jours ! La faute n'était plus réparable.

« Oui, Morin ! » dit-il tranquillement.

En montant dans sa couchette, il essaya de contrôler son tremblement nerveux, mais l'Allemand avait déjà chaussé ses pantoufles de nuit et ne releva même pas les yeux.

Le train s'arrêta en gare d'Hennebont, le lendemain matin, un peu après 7 heures. Courtaud était déjà sur le quai. Au-delà des voies, Renault aperçut Alex, sévère, imperturbable, flanqué de son jeune adjoint, Alain de Beaufort. La vue de ses amis réveilla en lui une ombre d'espoir. Peut-être avait-il encore une chance ... Les deux lorientais attendirent dans une vieille Peugeot pendant que Renault et Courtaud allaient chercher les bagages. L'employé leur tendit une valise brune, celle des documents. C'était le principal, la carte était sauve.

« Pardon, nous avons deux valises » dit Renault. L'employé regarda avec étonnement, chercha soigneusement, fit une moue, puis haussa l'épaule. Le cœur battant, Renault s'astreignit à fouiller le quai. Rien, il n'y avait rien. La valise était perdue et l'émetteur était dedans. Ils avaient bien les papiers et la carte, mais plus aucun moyen de prévenir Londres que la mission ne peut avoir lieu.

Alex et Beaufort baissèrent le nez. Ils se consultèrent à voix basse. La valise était sûrement restée dans le fourgon à bagages.

S'ils pouvaient la récupérer à Lorient, Londres pourrait encore être contacté. Mais s'ils arrivaient après le départ du train pour Quimper, son terminus, tout espoir était perdu. C'était aussi simple que cela. Alex démarra et conduisit à tombeau ouvert. En passant à Baud, il déposa Renault et Courtaud devant la maison de Mme Le Crom-Hubert où se cachait sa famille, puis reprit la direction de Lorient dans un nuage de poussière.

Renault connu une fois de plus le miracle habituel : Edith, sa femme, se blottissait dans ses bras, les enfants se serraient autour de lui. Il oublia tout pendant un moment. Puis il se reprit : la guerre n'était pas terminée. Sa famille devait rallier l'Angleterre, et la carte, les messages, devaient prendre le même chemin. Il écarta les enfants pour parler seul à seul avec Edith, sa femme : « Si nous pouvons retrouver l'émetteur à temps, et si nous arrivons à contacter Londres, je t'emmènerai en Angleterre avec les enfants. J'ai quelque chose ici qui ne nous permet pas de rester en France plus longtemps, ce serait beaucoup trop dangereux ». Renault craignit qu'elle refusât de bouger une fois de plus, et lui parlât de l'enfer où elle vivait depuis deux ans. Elle n'y avait jamais fait allusion, mais Renault devait s'avouer qu'il avait toujours pris soin de détourner les conversations à ce sujet. Edith se contenta de sourire. C'était gagné.

Entre Hennebont et Baud, il avait promis à Beaufort de le prendre avec lui sur « Les Deux Anges » pour le mener chez les « Français Libres ». Avec sept passagers et une carte du Mur de l'Atlantique, le vieil homardier pourri n'avait sûrement jamais entrepris de voyage aussi dangereux. Delatre et Mauger connaissaient les détails de cette liaison maritime, et si les Allemands les obligeaient à parler ...

Alex et Beaufort revinrent, les cheveux en brousaille et le visage couvert de poussière, mais la valise à la main. A midi, tout le monde s'assit autour du déjeuner. Renault essaya de se montrer gai devant les enfants, mais ce fut à peine si les convives touchèrent au pâté de campagne. Soudain, Courtaud se leva et quitta la pièce. Renault jeta un coup d'œil sur sa montre : midi vingt-cinq. L'heure de la vacation : Londres allait prendre l'écoute sur toutes les longueurs d'ondes utilisées en Europe. Renault donna un second morceau de pâté aux enfants, et les minutes s'écoulèrent dans un silence de plomb. Courtaud revint enfin, s'assit, prit une tranche de pâté assez épaisse pour nourrir un bataillon, et adressa à Renault l'œillade la plus éloquente qu'il eut jamais vue. « Demain à dix heures nous aurons la réponse » dit-il.

Cinq heures plus tard, Dewavrin était assis devant son bureau de Londres, fatigué, les traits tirés. Près de lui, son adjoint classait les messages reçus. Dewavrin venait de passer trois heures à aller et venir avec le Commandant. L'Amirauté ne s'était pas laissée convaincre facilement, mais avait finalement accepté d'envoyer le N51. Les rendez-vous successifs étaient fixés au mercredi 17 juin à 16 heures G.M.T., puis au jeudi 18 à 10h00 et à 16h00. Le chalutier attendrait une heure à chaque rendez-vous.

Le lundi, Alain de Beaufort vint en auto chercher Renault et sa famille à huit heures du matin. Comme ils devaient embarquer à Pont-Aven, ils avaient jugé prudent de passer les deux journées restantes au petit pays de Riec-sur-Belon, à trois kilomètres du port. Courtaud les accompagnerait pour garder la liaison avec Londres.

Ignorants de l'avenir, les enfants s'amuserent beaucoup à sauter sur les ressorts usés des banquettes pendant le voyage, sauf Michel qui, avec la sagesse de ses dix-huit mois, préféra dormir tranquillement. Alex avait réservé trois chambres pour eux à l'hôtel Ostrea, sur la Grand-Place. Le mardi matin, Courtaud contacta Londres et le rendez-vous fut confirmé pour le mercredi. Il n'y avait plus qu'à attendre. Renault passa un moment à supputer les chances de succès : elles étaient squelettiques, mais les autres possibilités d'évasion étaient tout aussi maigres. La Gestapo le recherchait trop activement pour qu'il pût rester bien longtemps en liberté, et il repoussait avec violence l'idée de se laisser prendre : s'il devait mourir, que ce fût au moins en combattant.

Ce soir là, ils confièrent les enfants à la propriétaire de l'hôtel, et se firent cahoter dans une vieille carriole à cheval jusqu'au Moulin de Rosmadec, une vieille auberge enrobée de glycines, au bord d'un ruisseau qui est bien connue des gourmets. Cette auberge se trouve à quelques pas du port où attendait le

« Les Deux Anges ». Edith portait la sacoche, et Renault disparaissait presque entre deux énormes boîtes de carton remplies aussi de messages, et de la boîte à biscuits contenant le plan de Duchez. En cours de route, il pensa que pour revenir de Riec à Pont-Aven le lendemain matin, une voiture à cheval passerait plus inaperçue qu'une automobile, et il demanda au jeune paysan endormi qui les conduisait s'il pourrait faire cette course. Ce dernier accepta après avoir longuement réfléchi. Renault fut si content qu'il décida de sceller le marché en invitant le gars à dîner.

A 9 heures, ils descendirent entre les pimpantes maisons blanches jusqu'à une petite jetée cachée entre les arbres. Alex montra le « Les Deux Anges » amarré à la berge. Renault comprit tout de suite que ça n'irait pas tout seul !

« Nous n'arriverons jamais à monter tous là dedans » dit Edith en essayant de prendre une voix naturelle.

« Mais si ! » répondit Alex. « Passez-moi tous ces bagages, ils seront plus en sûreté à bord ». Il sauta dans le bateau, ramassa les cartons, la boîte et la sacoche dans la cale avant, et en referma le panneau avec un bon cadenas.

« Bon », dit-il en revenant. « Maintenant, voici les ordres : soyez ici demain matin à 6 heures. Cela nous permettra de nous présenter à l'embouchure de la rivière en même temps que les pêcheurs des autres petits ports. Nous ne serons guère qu'une dizaine au total, mais si nous arrivons tous ensemble à Port-Manech, nous aurons plus de chances de passer sans ennui »

« Port-Manech ? » demanda Edith, étonnée.

« C'est à cinq ou six kilomètres d'ici, à l'embouchure. C'est là que les « Boches » inspectent les bateaux de pêche »

Renault sentit la main de sa femme se crispier dans son bras.

« Comment font-ils cette inspection ? » demanda t-elle.

« Ils sont une quinzaine, en général. Ils montent à bord d'un bateau sur deux en moyenne »

La voix d'Alex restait parfaitement neutre.

« Et s'ils viennent sur le « Les Deux Anges », ils nous trouveront ? » poursuit-elle.

« Sans aucun doute. Nous sommes tous entre les mains de la providence, il n'y a pas d'erreur » répondit Alex.

A 4 heures du matin, Renault sortit de son lit avec des mouvements las. Il n'avait pas fermé l'œil de la nuit, et mourait de sommeil. Edith ouvrit lentement les yeux. Son mari fut saisi de pitié en pensant qu'elle n'avait pas dormi, elle non plus ! Elle se leva lentement et se mit à préparer le biberon du bébé. Renault passa dans la chambre voisine où dormaient les enfants. En quelques secondes, ils furent tous assis dans leurs lits, clignant des yeux sous la lumière brutale des lampes. Jean-Claude dévisageait son père d'un air gêné, en humectant ses lèvres, Catherine était prête à toute éventualité, Cécile souriante et pleine de confiance

« Maintenant, mes enfants, écoutez-moi bien » leur dit Renault. « Après cela, vous vous habillerez. Dans une heure nous allons quitter cette maison, prendre un bateau, et essayer d'aller en Angleterre ». Il sentit soudain qu'à cet instant il les aimait plus qu'il ne l'avait jamais fait, et souffrit de ce qu'il allait leur dire, mais il le fallait. « Nous n'avons pas trop d'espoir de réussir » continua-t-il. « mais si nous restons ici, les boches vont probablement nous prendre ».

Courtaud, qui devait confirmer le départ à Dewavrin, apparut en pyjama sur le palier. Renault lui laissa le soin de reconforter les enfants et descendit silencieusement l'escalier pour s'assurer que la porte était ouverte. Hélas ! Le propriétaire avait oublié. Ils étaient prisonniers dans l'hôtel ! Affolé, Renault courut de pièce en pièce et jusque dans la cuisine, pour trouver une issue. Toutes les portes étaient bouclées. Le désespoir le saisit. Tout espoir était mort, mort, mort ... et cela à cause d'une idiote négligente : il ne savait même pas où elle couchait. Le quart de cinq heures sonna sans que la propriétaire apparut, mais pis encore, la voiture du paysan n'arrivait pas non plus. A cinq heures et demie, l'hôtelière se présenta enfin en robe de chambre et en bigoudis, s'excusant de son retard entre deux bâtiments. Renault lui répondit sur un ton acerbe que ça n'avait aucune importance. Tout était perdu.

Au premier étage, il trouva Edith pâle et silencieuse, entourée de Courtaud et des enfants, on eut dit une famille éplorée dans un studio de photographie.

« Je crains qu'il ne soit trop tard maintenant » leur dit-il tranquillement. La carriole nous a oubliés elle aussi. A peine eut-il refermé la bouche que des pas de cheval résonnèrent à l'extérieur sur les pavés poussiéreux.

« La voila ! » s'écria Catherine.

Un désordre indescriptible s'ensuivit. Ils savaient tous qu'ils n'arriveraient jamais à Pont-Aven à 6 heures, mais tout valait mieux que de rester là et de se faire prendre.

Ils firent leurs adieux à Courtaud et s'entassèrent dans la voiture. Renault coupa court aux excuses du paysan en lui disant de fouetter son cheval au plus vite. Alain de Beaufort les attendait sur la place de Pont-Aven. Ils payèrent le conducteur, et descendirent rondement, presque furtivement vers la rivière, sous l'épaisse frondaison des ormes.

6h15. Le « Les Deux Anges » était prêt à larguer ses amarres. Son moteur pétaradait dans la brume matinale. Alex attendait sur le pont, vert de rage, et ce fut autour de Renault, cette fois, de marmonner des excuses. Alex l'interrompit : « Pas le temps de vous écouter. Montez à bord, c'est tout ce que je vous demande, et prenez vos postes ».

Renault vit Alex enfermer Edith et Cécile dans le coffre bâbord arrière dont il referma la porte à glissière. Puis Catherine et Jean-Claude disparurent dans le coffre tribord. « Comment peuvent-ils y tenir ? » se demandait Renault. Ces compartiments mesuraient un mètre quatre-vingt de long, un mètre de haut, et soixante centimètres de large ; pas la place de se retourner, ni même de bouger. Les passagers devaient s'y coucher l'un contre l'autre, comme des enterrés vivants.

« Allons-y, vite ! » cria Alex. « Descendez dans la cale, à l'avant ! »

Alain de Beaufort et Renault s'approchèrent maladroitement de l'ouverture. Renault tenait toujours le bébé. Il croisa au passage le regard du patron, Louis Yequel. Celui-ci, un Breton imperturbable, a avoué par la suite que si ce n'avait pas été pour les enfants, il n'aurait pas voulu embarquer dans cette aventure. Avec un agent à bord, on avait encore une chance de passer, mais avec une pleine cargaison de réfugiés... Si les Allemands ouvraient un panneau, n'importe lequel, tout l'équipage était perdu.

Dans la cale, l'odeur rance du poisson se mêlait à celle du goudron. Renault pris à la gorge se redressa tant bien que mal avec l'enfant et se pencha en avant. Il pensait qu'il allait vomir. Le panneau de cale mesurait environ trente-cinq centimètres au carré, mais la cale elle-même n'avait guère qu'un mètre cinquante de côté et soixante centimètres de haut.

Un instant plus tard, il se heurta violemment le coude contre un bidon d'essence, et la douleur changea le cours de ses idées. Un juron étouffé lui apprit un moment plus tard que Beaufort en avait fait autant. Le panneau de la cale s'ouvrit, un rayon de soleil troua l'obscurité, puis Alex les interpella

d'une voix furieuse : « Vous ne pourriez pas vous tenir tranquille non ? On approche du poste de contrôle ».

Il n'y avait qu'une chose à faire : s'étendre et ne plus bouger. C'est ce qu'ils firent. Renault gardait maintenant le bébé sur sa poitrine, bien sage, mais son instinct paternel lui disait que l'enfant était complètement éveillé et se demandait à quel moment il conviendrait de commencer la conversation. Le moteur s'était tu.

Renault fouilla dans les poches de son imperméable pour tâcher de trouver le biberon qu'Edith avait préparé avant de quitter l'hôtel. Il avait arrêté depuis longtemps déjà la stratégie à adopter : si le bébé buvait pendant le passage près du poste d'inspection, tout se passerait bien. A un certain moment, il estima que le « Les Deux Anges » devait être entré dans la file des bateaux qui se présentaient au contrôle ; mais ce n'était pas facile. Du lait chaud ruissela sur sa main et sur les joues du bébé. Le petit Michel lança un rire strident. Renault resta pétrifié de peur, la main serrée sur le biberon, immobile. Puis son cerveau reprit son activité : il fallait donner le biberon à l'enfant sans perdre une autre seconde. Il mit la tétine en place, et la poussa vers la bouche de Michel, qui avait lui d'autres idées en tête. Une petite main potelée repoussa le biberon, et le bébé se mit à chanter dans l'obscurité.

« Grand Dieu ! » songea Renault chez qui le père prenait le pas sur l'agent secret, nous avons été assez stupides pour respecter nos habitudes et lui donner à boire à 4 heures ! Il n'a plus soif maintenant. Un mètre plus loin, un bruit caractéristique de bottes clouées résonnait sur les pierres de la jetée : des bottes allemandes ! Le bébé recommença à gazouiller, mais quelqu'un laissa tomber la chaîne d'ancre sur le bois vermoulu du pont. Le vacarme faillit briser les tympanes de Renault. Le flegmatique Louis Yequel avait de la présence d'esprit.

Renault se sentit plein d'admiration pour cette ruse, mais elle ne pouvait être employée deux fois. Si Michel criait encore une fois, tout était perdu. La petite main luttait toujours vigoureusement contre le biberon, et le bébé commençait à manifester sa colère en grognant. Renault se souvint soudain des bonbons au chocolat que, deux jours auparavant, Mme Le Crom-Hubert lui avait donnés pour les enfants. Il fourra un bonbon dans la bouche de Michel, souhaitant que l'enfant n'étouffât pas, et il attendit, en retenant sa respiration. Un aimable bruit de suction remplaça le grognement. Renault, soulagé, reprit son souffle.

Il demeura l'oreille aux aguets, pendant des minutes qui lui parurent durer des heures. Des pas résonnaient encore au dessus de lui, mais plus légers : ceux de Yequel probablement. Le moteur fut remis en route. La cale s'emplit de vapeurs d'essence, et le bateau vibra de toutes ses membrures.

Un mouvement brutal précipita violemment Renault et Beaufort contre les réservoirs à essence. La grande main de l'Océan avait empoigné le « Les Deux Anges » sans prévenir. Puis une seconde, une troisième vague suivirent la première, et le bateau amorça un tangage assez doux qui s'intensifia en devenant de plus en plus rapide.

« Beaufort ? » murmura Renault au bout d'un moment. « Pense-vous que nous soyons dehors ? »

« Je crois que oui. L'inspection n'a duré qu'une minute » répondit Beaufort.

« Est-ce possible ? » rajouta Renault.

« Souvenez-vous, Alex a dit qu'ils en inspectent seulement un sur deux. Nous devons être le second de la paire ! Ils ont dû se contenter de regarder le rôle d'équipage ».

Renault ne put pas répondre. Il avait les yeux et la bouche emplis de sel, non par le sel de la mer, mais celui de ses larmes. Il pleurait sans même chercher à s'arrêter. Non ! Ça lui était parfaitement égal. Sa femme et ses enfants étaient saufs, le plan du Mur de l'Atlantique était sauf. Notre Dame avait entendu sa prière et dans sa bonté leur avait accordé la délivrance.

Après ces moments d'angoisse, le temps sembla s'écouler bien lentement. Le silence absolu à des milles à la ronde n'était troublé que par les coups de queue des congères que les pêcheurs ramenaient de temps à autre sur le pont.

Le « Les Deux Anges » pêcha ainsi pendant une heure puis reprit sa route. Edith et les enfants dormaient paisiblement, épuisés par la peur et les nausées du départ. Renault recommença à s'inquiéter : le rendez-vous n'était prévu que pour 16 heures. Huit heures encore à courir. Et si le N51 ne se présentait pas au premier rendez-vous ? Le « Les Deux Anges » devrait alors rentrer à Pont-Aven, car les bateaux de cette taille n'étaient pas autorisés à passer la nuit en mer, privilège réservé aux chalutiers. A la tombée de la nuit, il devrait se faire inspecter à Pont-Manech, et là, la chance ne leur sourirait peut-être pas aussi bien que le matin ; cette fois les Allemands procèderaient peut-être à une fouille.



Cecile Renault fille du colonel Remy

Sur le N51

Recroquevillé dans le noir, les mains moites, Renault attendit dans l'inquiétude. Un peu avant 4 heures, Alex ouvrit le panneau pour annoncer la présence à bonne distance d'un chalutier camarétois à deux mâts. Ces bateaux n'avaient aucun droit de venir pêcher dans les parages de Lorient. C'était donc, sans doute, le N51, mais il fallait encore attendre pour s'en assurer, car les ordres étaient très stricts : les deux bateaux ne devaient pas échanger les signaux de reconnaissance avant l'heure exacte du rendez-vous. Les minutes passèrent, démesurées. Les yeux collés à la fente du panneau, Renault ne pouvait rien voir, mais il écoutait les commentaires d'Alex

« Ce sont bien eux » dit enfin l'agent. « Ils approchent doucement de nous. Est-ce que je fais le signal ? »

Renault consulta sa montre

« Non, mieux vaut attendre qu'il soit l'heure » répondit-il.

Un moment plus tard, il commença à s'extirper péniblement de sa « prison ». Dès que sa tête fut dehors, il entendit des fracas de moteurs, et Alex se précipita sur lui

« Voulez-vous rentrer, nom d'un chien ! Un avion allemand pique sur nous ».

Le panneau de cale claqua au dessus sa tête. De nouveau l'ombre humide se referma sur lui, accompagnée de l'odeur écœurante du poisson. Il n'entendit rien que le hurlement strident d'un moteur de Focke-Wulf, plus près, toujours plus près, qui bientôt passa au dessus du « Les Deux Anges ».

« Ce vacarme va me briser la tête s'il ne cesse » se dit-il. Mais le bruit diminua et se perdit dans la distance. Alex rouvrit le panneau. Son visage ruisselait de sueur.

« Il n'est pas passé loin l'animal ! Trente mètre au dessus de nous, pas davantage. Fait-on le signal ? »

« Allez-y » répondit Renault avec empressement.

Incapable de supporter la puanteur plus longtemps, il glissa ses épaules dans le panneau et roula sur le pont, suivi aussitôt par Alain de Beaufort. Que le grand air semblait bon ! Au pied du mât, Alex fit semblant d'arracher quelque chose, et largua l'écoute de foc pour laisser battre cette voile. Trois cents mètres plus loin, sur le chalutier, un homme en tricot bleu de pêcheur exécuta la même manœuvre. Le N51 s'approchait lentement.

Dans l'abri de navigation du chalutier, Daniel Lomenech qui portait l'uniforme des enseignes de vaisseau de la Réserve volontaire de la Marine Britannique, avait aperçu le « Les Deux Anges » au moment même où il s'assurait que son bateau se trouvait bien au lieu du rendez-vous porté en rouge sur sa carte : 47° 37' de latitude nord, 4° 2' de longitude ouest.

Il amena son chalutier face au vent puis accosta adroitement la barque d'Alex en se plaçant entre elle et la terre de façon à la cacher. On ne pouvait pas rêver endroit plus discret : pas une voile, pas un atome de fumée à l'horizon.

Renault, qui pensait surtout à la carte du Mur de l'Atlantique, vint prendre des bras d'Alex la boîte de biscuits, les cartons et la sacoche, puis s'avança jusqu'à la proue pour les passer aux mains calleuses des matelots du chalutier. Michel suivit le même chemin, puis tous les membres de la famille furent transbordés un par un. Le cœur débordant de reconnaissance, Renault serra les mains d'Alex, de Yequel et des frères Le Bihan, deux hommes d'équipage.

« Dieu vous bénisse, mes amis, chacun de vous ; et merci à tous ! » lança Renault.

Il se retourna et se pencha un instant sur la houle, et grimpa à bord du N51 où Beaufort se trouvait déjà. Les deux équipages échangèrent des cris et des gestes d'adieu, et pour la première fois de sa vie, Renault vit un sourire sur le visage d'Alex !

Bientôt, Renault ne distingua plus qu'une petite voile blanche sur le chatolement bleuté de la mer : « Les Deux Anges », dont il s'était tant défié, retournait seul à Pont-Aven. Sous l'obscurité croissante, le N51 fit tranquillement route à 8 nœuds vers le nord. Le vendredi, il pénétra dans les eaux britanniques ... Les plans de Duchez étaient enfin arrivés à destination.

Gilbert Renault, dit « Colonel Rémy », est né le 6 août 1904 à Vannes (Morbihan). Il est décédé le 29 juillet 1984 à Guingamp (Côtes-d'Armor)

Connu dans la résistance sous le pseudo « Colonel Rémy », d'opinion monarchiste, catholique traditionaliste, très hostile à l'Allemagne nazie, il refuse immédiatement l'armistice et s'embarque à Lorient pour l'Angleterre le 23 juin 1940.

Engagé dans les Forces Françaises Libres, il est chargé par le général de Gaulle de surveiller les activités ennemies sur la côte atlantique.

C'est dans le cadre de cette mission qu'il intervient dans le département de la Vienne, mettant sur pied début 1941, l'un des plus importants réseaux de renseignement de la zone occupée, sous le nom de " Confrérie Notre-Dame" (CND) auquel était affilié le réseau de Louis Renard. Il rassemble 1400 agents. Doué pour le contact, il parvient à rapprocher des socialistes et certains communistes du chef de la France Libre.

Alors que la CND est démantelée, il échappe à la Gestapo et sera fait Compagnon de la Libération.

Après la guerre, Gilbert Renault entre pendant quelque temps au cabinet personnel du général de Gaulle et organise les grands rassemblements du RPF avant de devenir un écrivain populaire et prolifique.

Il est décédé le 29 juillet 1984 à Guingamp. Ses obsèques se sont déroulées à Lanmodez dans les Côtes-d'Armor. Il a été inhumé au cimetière de Kermouster sur la commune de Lézardrieux (Côtes-d'Armor).

Sources :

Témoignages de Gilbert Renault (Colonel Rémy)

- Rémy, *Mémoires d'un agent secret de la France libre (juin 1940 - juin 1942)*, Éd. Raoul Solar, 1947
- Rémy (préf. Joseph Kessel), *Le Livre du courage et de la peur (juin 1942 - novembre 1943)*, t. 1, Éd. Raoul Solar, 1946

- Rémy, *Le Livre du courage et de la peur (juin 1942 - novembre 1943)*, t. 2, Éd. Raoul Solar, 1946

- Rémy, *Comment meurt un réseau (novembre 1943 - août 1944)*, Éd. Raoul Solar, 1947

- Rémy, *Une affaire de trahison (novembre 1943 - février 1944)*, Éd. Raoul Solar, 1947

- *Mémoires d'un agent secret de la France libre* (Éd. Raoul Solar, 1^{re} éd.)

- Guy Perrier, *Rémy - L'agent secret no 1 de la France libre*, Perrin, 2001

Illustrations : recherches Google





Le Lieutenant Moreau à L'Oflag XVII A

Par Nicolas Moreau



Durant la campagne de France, André Moreau est lieutenant au 159^e Régiment d'Artillerie à Pied. Après la percée de Sedan, toutes les batteries du 159^e RAP reçoivent l'ordre de faire feu sur l'Allemagne, mais tous les régiments sont rapidement contraints à la retraite et à l'abandon de leurs pièces. Malheureusement, les membres du 159^e RAP seront faits prisonniers entre le 17 et le 20 juin 1940 dans la région de Belfort. Le lieutenant Moreau n'y échappa pas, et fut fait prisonnier avec sa batterie le 18 juin 1940 à Héricourt. Il va être transféré au célèbre Oflag XVII A, dont cet article va présenter certains documents inédits, qui témoignent de l'organisation du camp. Tous ces documents ont été rapportés par le lieutenant Moreau lors de sa libération en juillet 41.

Photo : Livret, carte d'identité et plaque de prisonnier du Lieutenant Moreau

| DÉSIGNATION DES DIFFÉRENTS CORPS, POSITIONS DIVERSES, ECOLES, MISSIONS où L'OFFICIER A SERVI | GRADES SUCCESSIVEMENT OBTENUS | DATES CORRESPONDANT à CHACUNE DES INSCRIPTIONS DES COLONNES N°s 1 ET 2 | OBSERVATIONS |
|--|-------------------------------------|--|--------------|
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| Passé à la 21e Bie du 159e R.A.P. aux Armées le | Lt Réserve | 22.10.39, | |
| Passé à la 6e Bie le 16.5.40 | " | 16. 5.40, | |
| Fait prisonnier à BELFORT le | " | 18. 6.40 | |
| Interné à l'Oflag XVII.A. Libéré par le Fronstalag 194 à CHALONS S/MARNE le 24.7.41 | " | 24. 7.41. | |
| Démobilisé par le C.D. de PARIS le e retire à PARIS. Nommé Capitaine de Réserve décret du 3.4.51 (J.O du 7.4.51) p.p. rang du | Cne Réserve | 20. 8.41. 1.12.50. | |
| Affecté à l'E.M. de la Subdivision de MARSEILLE par avis de mutation n° 165.307 PM.3.C. 2 du 3.10.1951 à/c du 1.11.1951. A effectué une période (obligatoire de 6 jours du 21 au 26.9.54 au 1/19 R.A. Camp des Garrigues | cne Réserve | 21. 9.54 26. 9.54 | |
| Rayé des cadres de réserve par décision du 20.8.59 en application de l'article 31 par.1 de la loi du 1.12.1936 à/c du 15.4.59; et admis à l'honorariat de son grade. | " | 15. 4.59 | |

Feuille des états de service.

Chers Camarades

En ce jour où l'on se réveille
Lorsque le vent gémit et que la pluie fait rage
D'un air de guerre loain, un vieux être d'angoisse
Battant dans un coin obscur de la maison.
Un être, sans couleur sans illusion.
On y trouve de tout - des braves magnifiques.
Des résistants attachés à des rêves justes.
Des résistants barbus cherchant un griffon.
Un être, des visages hétéroclites, des yeux.
Et toujours derrière eux des visages d'enfant.
Et vous êtes regardés par la chaîne passante
De ce monde qui retourne à chaque page.

Ne pouvons reculer ces magiques diction.
Nous allons découper les paroles formidables,
Nous jurerons dans l'Argonne et dans
Mégères, Route de cric, Stavelotte ou Sauerbrücken.

Lors, nous débiterons par un sketch inédit
De l'Université, l'Université.
Vous aimez les chansons de vos vieux mères
Qui, au silence, pas une seule parole,
Écoulent les traditions mondaines
Par un accompagnement de violons compacts.

Voilà nous passons "La Liberté Républicaine".
Dans cet acte, vous trouverez deux plateaux de
L'agriculture, peuplé de hommes et de femmes
Et l'ouvrier marrou, le triste Barbemelle.

Vous serez impressionnés par le notre effort.
Si vous êtes ce être d'élite, nous vous
Notre acte, nous danser un peu de réjouissance
Et vous faire oublier votre existence ingrate.



IMPRIMERIE FRANÇAISE
- DE L'ORFÈVRE -

les beaufre
pours nous



eflexez
dise pefl
ee

Mémoires

soirée ceurlelinesque

1 - Prélude

par Fanchette symphonique

2 - Prologue

Un tableau, en vers
La speaker
Courtoise

3 - Ouverture

par Fanchette symphonique

4 - A L'ACADEMIE

UN ACTE BOITFE, à la manière de G. COURTELINE
Le secrétaire perpétuel MME. Jean-Denis
De Académie Joseph Flacide
De Académie Hyacinthe Elgie
Le Académie Lucrèce Lemondant
De Académie Roland de la Trompe
Le Académie Onalme Turvane
L'indépendant Ignace
Les Auditeurs Olympie et Stéphanie
Le portier Lucrèce

5 - Intermède

Un tableau, en vers
La speaker
Courtoise
De mandarin
De chantre
De marinier

6 - UN CLIENT SÉRIEUX

UN ACTE de G. COURTELINE
L'Amateur MM. Local
Le saluon St Pat Mijot
L'essor Barbemelle
Le poivre X
Le président X
Les auteurs X
Une assesseur X
Le diction X
Le plaignant X
Le municipal X

7 - Final

La Troupe sans nom



... "Moi en eux, comme vous, mon Père, vous êtes en moi et moi en vous, pour que Tous soient Un en vous, et que le monde croie que vous m'avez envoyé".

Traité de notre Maître-Autel

L'Aumônier et les 65 Prêtres du camp vous offrent à vous, et à vos familles l'œuvre de leur jour.

"En vérité je vous le dis, si le grain de blé tombé en terre ne germe pas, il demeure seul, mais s'il germe il porte beaucoup de fruits".

Saint-Jean XII-24-25



Ce premier document est un programme de soirée théâtrale organisée à l'Oflag par sa troupe, nommée « la troupe sans nom ». On y voit de nombreux noms d'officiers qui appartenaient à cette troupe. On note la précision des dessins, ainsi que la complexité de la police d'écriture malgré le matériel rudimentaire que devait utiliser l'imprimerie de l'Oflag.



6 AVRIL

LES RAMEAUX

- 8 h. 30 MESSE - Chant solennel de la PASSION
Turbæ polyphoniques de P. Habets
- 9 h. 45 Bénédiction solennelle des RAMEAUX
- 10 h. 10 GRAND'MESSE
Chant solennel de la PASSION
Offertoire : "Aestimatus sum" répons à 4 voix de Vittoria
Sortie : Chant de triomphe 4 voix de J. Noyon
- 16 h. 30 6e conférence de carême :
"Les Substances de la Vie" Lt Patenôtre

9 AVRIL

MERCREDI SAINT

- 14 h. 30 Chant des Matines et Laudes du Jeudi Saint
Lamentations de Jérémie
Répons V : "Judas mercator" 4 voix Vittoria
Répons VIII : "Una hora" 4 voix Vittoria
- 19 h. 10 Prière du soir

10 AVRIL

JEUDI SAINT

(Deux messes seulement seront célébrées)

- 7 heures MESSE DES POLONAIS
Les Français peuvent y communier
- 7 h. 45 GRAND'MESSE SOLENNELLE
(Sainte Communion)
Entrée : Prélude et Fugue en sol majeur orgue J. S. Bach
Offertoire : "Conantibus illis" 5 voix Haller
Communions "Domine, non sum dignus" 4 voix Vittoria
Procession au Reposoir
Dépouillement des Autels



10 heures

Cérémonie du Lavement des pieds

13 h. 30

Conférence "Le mystère de JÉSUS" Cne Renard

14 h. 45

Chant des Matines et Laudes du Vendredi Saint

Répons V "Tenebrae factae sunt" 4 voix Vittoria

Répons VIII "Jesum traditit" 4 voix Vittoria

18 h. 30

Répétition de la conférence "Le Mystère de JÉSUS"

19 h. 30

Adoration

Ave verum 4 voix Lesbordes
"Ubi Caritas et amor, Deus ibi est"
Répons grégorien
"O vos omnes" 4 voix Vittoria

11 AVRIL

VENDREDI SAINT

9 h. 15

MESSE des PRÉSANTIFIÉS

Chant solennel de la PASSION selon St-JEAN "Turbæ" de Habets

"Adoration" de la Croix-Improperes

13 h. 30

Conférence

"Les 7 paroles du CHRIST en Croix" Lt Delcros

14 h. 45

Chemin de la Croix

15 h. 45

1er Nocturne et Laudes du Samedi Saint

18 h. 30

Répétition de la conférence "Les 7 paroles du CHRIST en Croix"

19 h. 30

Adoramus Te, CHRISTE, 4 voix Palestrina

STABAT MATER Chœurs à 4 voix (Nanini, abbé Brun, Lesbordes)

"Tenebrae factae sunt" 4 voix [Vittoria



Al-le. lu-ia-

12 AVRIL

SAMEDI SAINT

(Aucune messe ne sera dite avant la Grand'messe)

9 h. 15

Bénédictio du Feu Nouveau
Chant de l' "Exsultet" pour la bénédiction
du Cierge Pascal
Chant des Prophéties
Bénédictio de l'eau baptismale
Chant des Litanies des Saints

GRAND'MESSE SOLENNELLE

Chant de l'Alleluia
Offertoire : "En toi est la joie", orgue, J.S. Bach
Sortie : Final en si bémol, orgue, C. Franck

15 heures

Chant des Matines 1 nocturne et Laudes
de PAQUES
Entrée : Prélude et Fugue en ré majeur
orgue J. S. Bach
Sortie : grande pièce symphonique
orgue C. Franck

16 h. 45

Autour du clocher

BÉNÉDICTION de la CLOCHE - - DE L'OFLAG XVII A - -

19 h. 30

Chant solennel des Complies
Entrée : LE CHRIST est ressuscité
orgue J. S. Bach
Sortie : Concerto en fa orgue F. Haendel



15 AVRIL

PAQUES

LA SOLENNITÉ DES SOLENNITÉS

8 h. 15

et

GRAND'MESSES SOLENNELLES

10 h. 15

Entrée : ouverture du Messie
(Orchestre) F. Haendel
Kyrie, Gloria, Sanctus, Benedictus et Agnus
de la MISSA FESTIVA pour chœur à 4 voix
orgue et orchestre de A. Lesbordes
Offertoire : chœur final du Messie
(Chœur à 4 voix, orgue, orchestre) F. Haendel

9 h. 30

GRAND'MESSE SOLENNELLE DES POLONAIS Baraque 17 E

16 heures

VEPRES SOLENNELLES
Entrée : Fantaisie en sol mineur orgue J.S. Bach
Sortie : Fugue en sol mineur J.S. Bach

16 h. 45

7e conférence de carême :
"Les victoires de la vie" Lt Patenôtre

19 heures

CHANT SOLENNEL des COMPLIES
Entrée : Menuet gothique, orgue, Boelmann
Salut du T. S. SACREMENT
O Salutaris (4 voix égales) Perosi
O Fili et Filiae (chant traditionnel)
Regina coeli jubila 3 voix Prætorius
Tu es Petrus 4 voix Haller
Tantum ergo grégorien
Sortie : Toccata en do mineur pour orgue
Boelmann

Ici, nous avons un programme de la Semaine sainte et de Pâques de 1941, avec ses messes, des conférences. On peut voir à plusieurs reprises la mention de messes pour les Polonais, en effet, ils étaient, avec les Français, les nationalités les plus présentes dans l'Oflag XVII A en cette année 1941.

Spectacle du

Banc No 5

5.

IMPRIMERIE FRANÇAISE
DE L'OFLAG XVII A

SOIRÉE AU PROFIT DU COLIS DE FRANCE PROGRAMME



JUILLET 1941

Encore un programme, mais cette fois-ci d'une soirée au profit du colis de France, avec notamment la production d'une pièce de Sacha Guitry.

PROGRAMME

✂

PREMIÈRE PARTIE

1 PETITE SUITE (Jeux d'enfants) G. Bizet
L'ORCHESTRE

2 LE PAS D'ARME DU ROI JEAN Saint-Saëns
ARIOSO du « ROI DE LAHORE Massenet
DASSIÉ

3 TROISIÈME BALLADE Chopin
M. FRANCK

4 LEBLANC dans son répertoire

5 ROMANCE EN FA Beethoven
LA MOTTE ROUGE

LES DEUX COUVERTS
Comédie en un acte de SACHA GUITRY

M. PELLETIER Gounod Mme BLANDIN Bocquier
JACQUES.. Rigaud ÉMILE Bourret

DEUXIÈME PARTIE

1 LE JAZZ DES JEUNES 41

2 RENAULT dans son répertoire

3 MISSONIÉ dans son répertoire

4 POURRAIN dans son répertoire

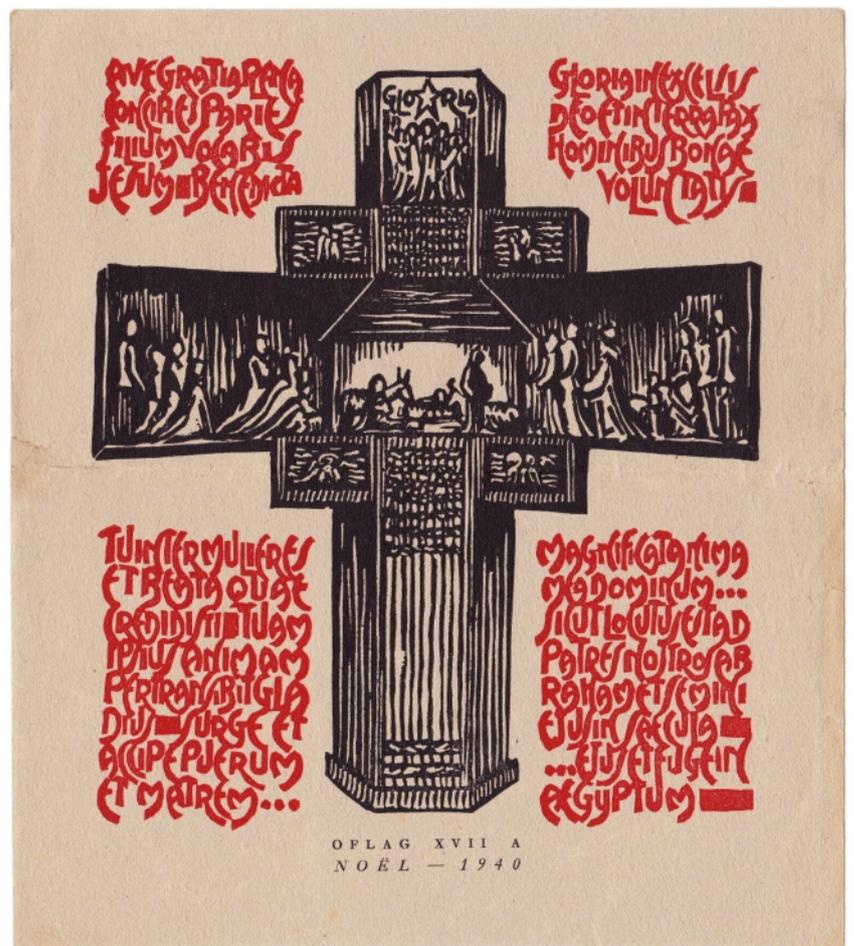
5 MARC et RÉMY

Le spectacle sera présenté par LOUBET

L'APPEL DU CLOWN
Comédie en un acte de RÉGIS GIGNOUX

LE CLOWN Grimault LE MONSIEUR Gauthier
PARTNER Lafont LA DAME Béliard

Sûrement le plus beau de tous ces documents, une affiche de Noël 1940 avec des chants en latin.



LISTE D'OUVRAGES d'une BIBLIOTHÈQUE = SCOLAIRE =

(Enfants jusqu'à 14 ans)

DRESSÉE D'APRÈS LES RENSEIGNEMENTS FOURNIS
PAR LES MEMBRES DU PERSONNEL ENSEIGNANT
DE L'OFLAG XVII A

Ces livres ont été choisis parmi ceux qui plaisent le plus
aux enfants

1941

IMPRIMERIE FRANÇAISE
DE L'OFLAG XVII A



Ici, nous avons une liste de livres pour enfants, on y apprend la présence d'un personnel enseignant dans l'oflag, en effet, les officiers qui étaient professeurs dans le civil pouvaient donner des cours aux autres officiers. Cette liste a sûrement été publiée en vue d'une libération prochaine, malheureusement, beaucoup des officiers qui y étaient détenus y sont restés jusqu'à la fin de la guerre, sauf 5 qui réussirent à s'échapper lors de la grande évasion de l'Oflag.

1^o — JUSQU'A 11 ANS

| | |
|--|-------------------------|
| Contes | Anderzen |
| Fauvette et ses petits frères | Ab der Halden |
| La Chaumière | — |
| Enlevez les cules | Chambe |
| Aventures de Plik et Plok | Christophe |
| Le Sapeur Camembert | — |
| Les aventures de Pinokio | Collaot |
| Un capitaine de 20 ans | Chevaine |
| Alice au pays des merveilles | Carvel |
| Danielle | Mme Coulomb |
| Pour nos enfants | A. France |
| Robinson Crusoë | Fœ |
| Le petit Lord Fauntleroy | — |
| Contes | Grimon |
| Blancheneige | — |
| Tap Tap et Billi | Pérochon |
| Bon Sanga | L. Gérard Guénot |
| Le cirque Brocardi | — |
| Capitaine Courageux | Kiwling |
| Histoire comme ça | — |
| Mon petit Trott | Lichtenberger |
| Les contes bleus | Laboulaye |
| La Bique | Magnin |
| Contes | Perrault |
| Les lunettes de Grand'mère | — |
| Le Livre de 4 saisons | Pérochon |
| Au point du jour | — |
| Contes des 101 matins | — |
| Le tour du monde par trois enfants | Richard et Albe |
| Le Livre des bêtes | Mmes Reyrier et Broulet |
| Mémoires d'un âne | Séjour (Cste de) |
| Un bon petit diable | — |
| Les petites filles modèles | — |
| Claude et Colette à la Maison forestière | Tartier |
| La fille aux pieds nus | — |
| La fille des Bohémiens | — |
| L'île noire | — |
| Collection du Père Castor | Flammariou |
| Les Albums de Mickey | — |
| Collection blanche | Hachette |

2^o — DE 11 à 14 ANS

| | |
|--|---------------|
| Le Roman d'un brave homme | About |
| L'homme à l'oreille cassée | — |
| Le Roi des montagnes | — |
| Hors du nid | Ab der Halden |
| Grands cœurs | E. de Amicis |
| Les histoires du petit coq jaune | Ayné |

| | |
|---|----------------|
| Contes (Edition pour enfants) | Ayné |
| Eugénie Grandet | Baltze |
| Vic de Guynemer | Bordeaux |
| Le Tour du monde par deux enfants | Bruno |
| Contes | Bauchor |
| Quatre du cours moyen | Bourbiaguet |
| Le forêt sereine | — |
| Trois voiles claquantes | — |
| Trois balles sifflantes | — |
| Trois étoiles filantes | — |
| L'île en feu | Bousserard |
| Dix ans sous terre | Casteret |
| Au fond des gouffres | — |
| Pavillon haut | P. Chack |
| Contes chinois | Challoye |
| Contes norvégiens | — |
| Dans l'enfer du Ciel | Chambe |
| L'ami Fritz | E. Chatrian |
| L'invasion | — |
| Madame Thérèse | — |
| Waterloo | — |
| Histoire d'un conserit de 1815 | — |
| Contes | — |
| Histoire d'un sous-maitre | — |
| Les Rantzau | — |
| La Maison de Claudine | Colette |
| Le dernier des Mohicans | Cooper |
| La chasse aux lions | Curwood |
| Kazan | — |
| Les chasseurs de loups | — |
| Bari, chien loup | — |
| Le Grizzly | — |
| Les chasseurs d'Or | — |
| Le Petit chose | A. Daudet |
| Lettres de mon Moulin | — |
| Tartarin de Tarascon | — |
| Tartarin sur les Alpes | — |
| Contes de la brousse et de la forêt | Danesne |
| David Copperfield | Dickens |
| Contes de Noël | — |
| Le Monde perdu | C. Doyle |
| Le rayon vert | — |
| Chapuzot à Madagascar | Drault |
| La Tulipe noire | Dumas |
| Les livres de Paul | d'Yvoi |
| Pour nos enfants | France |
| Jacques le Poucet et Klapp la Cigogne | Frayssie |
| Robinson Crusoë | Fœ |
| La Bourrime | Elder |
| Geus de France au labeur | J. et Gréchaux |

RAPATRIEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE

FICHE DE TRANSPORT

Départ de Châlons le 24 JUN 1941

Premières destinations { **PARIS**
VERSAILLES

4

Départ : 18 h. 31

| | |
|-----------------------------|---|
| TIMBRE A DATE DE LA GARE | AVIS IMPORTANT Cette fiche est exigée au contrôle de la S. N. C. F. pour l'entrée en gare de Châlons. Elle tient lieu de titre de transport en cours de route et doit être présentée conjointement avec le titre de libération ou de congé. |
|-----------------------------|---|

Billet de train de retours de camp

Le lieutenant Moreau aura plus de chance et sera libéré en juillet 1941 au Frontstalag 194 de Châlons, comme le montre son billet de retour, qui, pour des raisons inconnues n'a pas été tamponné par la SNCF.

MINISTÈRE DE LA GUERRE

LIVRET INDIVIDUEL

CLASSE 1934

AG. *Moreau*

DIJON XVII A
N° 1.4268

DIJON XVII A
N° 1.4268

Le lieutenant Moreau sera démobilisé en août 1941 et se retirera à Paris.

En aucun cas la présente
fiche ne devra servir de
titre de paiement pour la
prime de démobilisation.

la carte d'identité

EXEMPLAIRE N° 1

N° de la fiche *10021*
(par série de 3 exemplaires)

REGION DE PARIS
DIRECTION DE L'INTENDANCE
CENTRE DE LIBERATION
DU DEPARTEMENT DE LA SEINE
Rue de Liège, 7
PARIS-9.

Centre de démobilisation : Brigade de Gendarmerie de

Arme : *Artillerie* Grade : *Lieutenant*

Nom : *Moreau* Prénoms : *André*

Né le *24 Avril 1910* à *Paris (France)*

Nationalité : ⁽¹⁾ Français de naissance - naturalisé - ne justifiant d'aucune nationalité.
(Article 3 de la loi de recrutement.)

Situation de famille : ⁽¹⁾ célibataire - marié - veuf - divorcé *enfants.*

Profession (exercée avant les hostilités) *Ingénieur*

Adresse (avant les hostilités) *étieux Aisne*

Adresse où se retire l'intéressé : *41, rue de Boulainvilliers Paris (16^e)*

Bureau de recrutement : *Paris* N° M^e de recrutement :

ou à défaut localité où a été passé le conseil de révision :

Dernier corps d'affectation : *159^e rég. Artillerie à pied*

Centre mobilisateur ou localité ou unité } *Dep. Art. N° 324 - Belfort -*
ou dépôt rejoint au moment du dernier } *Date : 24 Août 1939 -*
appel sous les drapeaux ⁽¹⁾. } *Séjour par le Front Stalag 1941 -*

Affecté spécial au titre de l'établissement : *Lieutenant pour le 24.7.1941.*

*La démobilisation du titulaire de la présente
fiche n'est valable que pour la durée du congé
de captivité qui lui a été accordé par l'autorité
Allemande. Néanmoins l'intéressé a perçu la
prime de démobilisation de mille francs.*

A Paris,
le *20 août* 1941

Le Commandant du Centre de
démobilisation LALLEMAND
commandant le Centre de libération
du Département de la Seine.



(1) Rayer la mention inutile.

| | |
|---------------------------|--------------------------|
| Empreinte des deux pouces | Signature de l'intéressé |
| | <i>Moreau</i> |

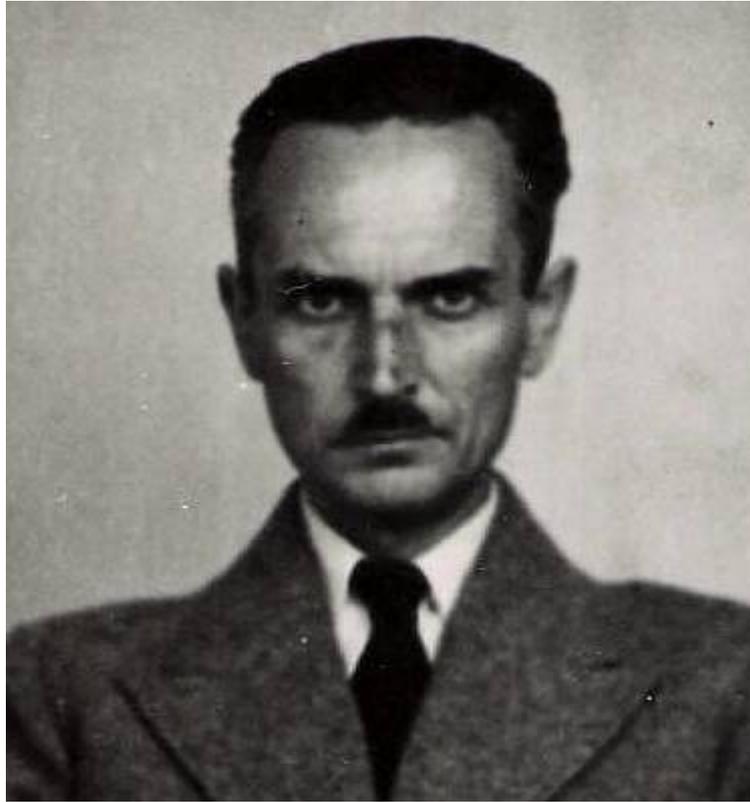
Fiche de démobilisation



Le Pr. Hugo Blaschke

Par Xavier Riaud

Docteur en Chirurgie Dentaire, en Epistémologie, en Histoire des Sciences et des Techniques,
Lauréat de l'Académie Nationale de Chirurgie Dentaire,
Chercheur au Centre François Viète d'Histoire des Sciences et des Techniques – Nantes.



**Professeur Hugo Blaschke (1881- † ?), dentiste
et confident de Hitler et de ses proches**

H

ugo Blaschke naît le 14 novembre 1881 à Neustadt en Prusse de l'ouest. Il passe avec succès son examen pour être dentiste à l'Ecole dentaire de Philadelphie de l'Université de Pennsylvanie aux U.S.A., en 1911. Il part à Londres où il apprend la chirurgie maxillo-faciale. De 1914 à 1918, il participe à la Première Guerre mondiale en tant que « médecin de campagne ». Il y reçoit la croix du mérite militaire de 2^{ème} classe avec épées, la croix du mérite militaire de 1^{ère} classe et la croix d'honneur pour les combattants.

En 1931, Blaschke entre à la NSDAP, le Parti nazi, où il prend le numéro 452 082. Le 1^{er} mars 1931, il entre dans la SA de Röhm. Le 2 mai 1935, il entre dans la SS dirigée par Himmler, en tant que major avec le n°256 882. Le 1^{er} juillet 1935, il se marie avec une femme qu'il a rencontrée pendant ses études aux Etats-Unis. Le 20 avril 1937, il est promu au grade de lieutenant colonel à l'état-major de Himmler.

Hitler avait de très mauvaises dents et une mauvaise haleine. Avant la guerre, il demande à Blaschke d'immobiliser ses dents avec un bridge « *une bonne fois pour toute* ». Il souhaitait que ce bridge soit en place pour de nombreuses années. Blaschke réalise dès lors un bridge métallique massif assez inhabituel et facile à reconnaître.

Le 20 avril 1939, le dentiste devient colonel au bureau central de la SS. Le 1^{er} janvier 1941, il entre dans la Waffen-SS au rang de colonel et en temps que chef de section au service sanitaire. Le 20 avril 1941, il reçoit une promotion au grade de colonel en chef dans la SS générale à l'état-major du Service général du personnel. Le 30 janvier 1942, il est nommé colonel en chef dans la Waffen-SS au Service sanitaire. Le 25 juin 1943, Hitler lui confère le titre de professeur honoraire. Le 1^{er} octobre 1944, il est promu général de brigade dans la SS générale. Le 9 novembre 1944, il reçoit le grade de major général de la Waffen-SS auprès du médecin du Reich SS et de la Police.

Après 10 ans de travail, Blaschke devient l'organisateur et le responsable de tout le service dentaire de la SS, - et en particulier de la Waffen-SS -, et de la Police. Il est l'instigateur du suivi dentaire des soldats notamment. Dans son exercice quotidien, il est le dentiste personnel de Hitler, de Himmler, de Goering, d'Eva Braun, de Goebbels, de Bormann, du professeur Karl Brandt, du docteur Grawitz, d'Oswald Pohl, d'Albert Speer, de leurs familles et de bien d'autres.



Hugo Blaschke est en arrière-plan, derrière l'enfant

Les Américains capturent Blaschke à Berchtesgaden, le 20 mai 1945, le dentiste ayant quitté Berlin, le 19 avril, sur ordre du Führer lui-même. Un rapport d'interrogatoire existe dans les archives militaires de Washington en date de novembre/décembre 1945. Avant de partir, Hugo Blaschke avait préparé un bridge pour Eva Braun qui ne devait pas être scellé avant ce 19 avril 1945. Les Russes ont retrouvé cette prothèse lorsqu'ils ont fouillé la clinique des urgences dentaires située dans le sous-sol de la Chancellerie du Reich, où Blaschke travaillait. Peu après, lorsqu'ils arrivent au cabinet dentaire de ce dernier au Kurfürstendamm 213 à Berlin, ils capturent son prothésiste et son assistante dentaire qui partent en captivité et y demeurent pendant près de neuf années.

Ce sont des éléments de prothèse dentaire réalisés par Blaschke qui ont attesté de l'identification formelle des corps calcinés de Hitler, - dans le cas du Führer, ces éléments ont été comparés à trois radios du crâne prises le 19 septembre 1944, et deux autres effectuées à la demande du dentiste, le 21 octobre de la même année -, et d'Eva Braun, respectivement en 1973, pour le despote et en 1981, pour sa compagne.

Après la guerre, Blaschke est interné en tant que détenu à Nuremberg. Il est condamné à 10 ans d'emprisonnement pour crimes de guerre et crimes contre l'Humanité. Son implication dans l'exploitation de l'or dentaire récupéré dans la bouche des détenus morts dans les camps de concentration est reconnue incontestable. Il était en effet chargé du stockage et de la répartition de cet or pour les prothèses dentaires des officiers SS.

Tous les auteurs s'accordent pour dire qu'Hugo Blaschke est mort à Nuremberg, mais la date de son décès demeure inconnue. Certains avancent la date du 8 décembre 1958, d'autres, celle du 6 décembre 1959 ou encore celle du 15 septembre 1960.



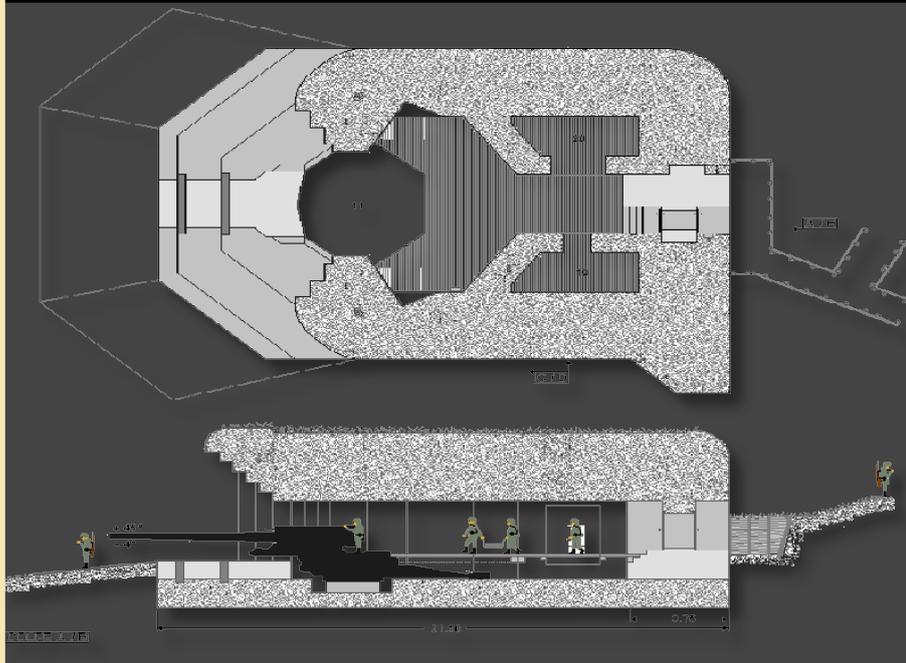
La Batterie côtière marine De Crisbecq/Saint-Marcouf

3./1261 HKAR

Par Jean COTREZ



La batterie de Saint-Marcouf (Stp 134-135) selon la dénomination allemande ou de Crisbecq selon les alliés est la batterie d'artillerie la plus puissante de toute la baie de Seine. Ses 3 canons Skoda K39/41 de 210 mm d'une portée de 33 km peuvent engager des cibles depuis St Vaast-la-Hougue, sur la côte orientale nord du Cotentin jusqu'à la baie de Veys au sud de Utah beach avec une cadence de tir de 3 coups toutes les 2 minutes. Bien que lourdement bombardée, puisque le site a reçu, rien que dans la nuit du 5 au 6 juin 44, 600 tonnes de bombes, les 3 canons (2 sous casemates et un en encuvement) ne seront pas endommagés et le 6 juin 1944, seront en mesure d'engager soit les navires alliés croisant au large d'Utah, soit les troupes de la 4ème DI débarquées sur cette même plage distante de 11 km de la batterie.



plan R683 *(Patrick Fleuridas)*

« Le blockhaus type R683 est un beau bébé de classe A, c'est-à-dire que la dalle de toit et les murs extérieurs mesurent 3.5 mètres d'épaisseur... »

Historique

C'est en 1941 que les Allemands choisissent un terrain à mi-chemin entre le hameau de Crisbecq et St-Marcouf afin d'y établir une batterie d'artillerie de la Heer (HKB) codée 3./1261 HKAR soit la 3ème batterie du Heeres-Küsten-Artillerie Regiment 1261. Situé à moins de 3 km du littoral (les Gougins), le site d'une altitude de 31 mètres offre un panorama libre de tout obstacle sur 15 km de part et d'autre. A noter que le poste de direction de tir de la batterie d'Azeville, située quelques km en arrière est déjà présent sur le site choisi. Plus tard ce PdT sera placé sous blockhaus type R120a. (WN 134).

Les travaux commencent à l'été 1941, par la construction de 6 encuvements qui accueillent des canons français de 15.5 cm.

Au cours de l'année 1942, l'OT continue de construire différents bunkers, à commencer par le PdT qui sert également de PC dont nous reparlerons plus tard ainsi que des baraquements plus légers en bois. 1943 voit l'édification d'abris pour le personnel de la batterie de types 501, 502, 621 et 622 et 3 soutes à munitions type R134 (1 pour 2 canons) pour les obus de 155.

Au nord ouest de la position on installe un L410A de la LW avec un canon FlakVierling 38 de 2 cm. La défense anti-aérienne du site est complétée par 6 positions au sud de la batterie armées de canon AA de 7.5cm français. Pour la protection terrestre de la batterie on construit plusieurs tobrouks pour Mg.

Avec l'arrivée de Rommel comme inspecteur de l'AW, fin novembre 1943, les choses vont rapidement évoluer pour la batterie de Crisbecq, devenue entre temps le WN 135. Il décide de transférer cette batterie de la Heer à la Kriegsmarine et d'en faire une MKB (MAA 266 Marcouf) équipée de casemates imposantes et surtout de remplacer les canons de 155 français par 4 canons de 210. Débute alors la construction de 3 casemates type R683 que l'on détaillera plus loin qui abriteront ces canons. La finalité du projet consistait en 4 blockhaus R683 pour chacun des canons de 210 et d'une casemate M272 pour la pièce de 150 d'éclairage. Le 6 juin 2 pièces sont sous casemate et la 3ème est en encuvement derrière la casemate nro 1

leur pièce d'artillerie. Le premier est achevé le 31/03/44 et le second le 15 avril de la même année. Le 3ème n'est pas terminé quant à la 4ème, seules les fouilles sont commencées.

Le blockhaus type R683 est un beau bébé de classe A, c'est-à-dire que la dalle de toit et les murs extérieurs mesurent 3.5 mètres d'épaisseur. Il nécessite 2000 m³ de béton et 123 tonnes de ferrailage. La dalle de toit à elle seule pèse 1200 tonnes... Il mesure 21.60 m de long pour 16 m de large. Il est équipé de part et d'autre du couloir central de 2 niches permettant de stocker 50 obus d'un côté et autant de gargouilles de l'autre...

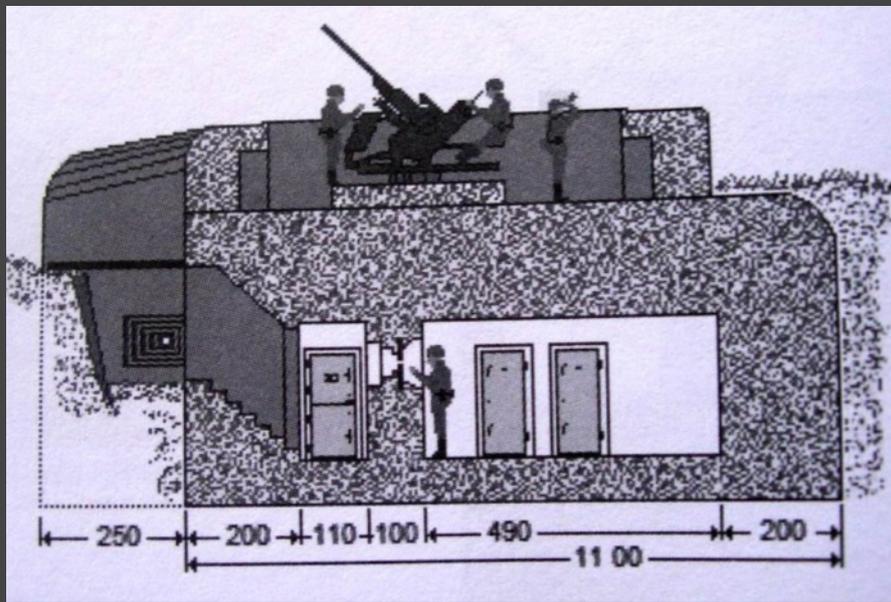
Inventaire des blockhaus

1) Blockhaus de combats :

R683 :

Commençons par la raison d'être de cette batterie, à savoir les blockhaus abritant les canons de 210. Ils sont du type R683. Il était donc prévu d'en construire 4 mais les nombreux bombardements du site vont gravement retarder les travaux et le 6 juin 1944 seuls 2 sont terminés et équipés de

Les autres munitions sont réparties dans des soutes type R134. A l'origine le transfert depuis les soutes devait se faire sur des wagonnets circulants sur des rails mais les bombardements ont tellement chamboulé le site que le réapprovisionnement des blockhaus depuis les soutes devra se faire à la main lors des combats. Pour rappel un obus de



plan encuvement

L410A (Patrick Fleuridas)

Ce blockhaus de la Luftwaffe, à ne pas confondre avec son petit frère le L410, est un abri pour 2 sections d'hommes avec en plus un rôle de PC.

210 pèse 135 kg.

Le canon étant fixé dans les soubassements du blockhaus, un plancher est installé afin que les servants soient à hauteur de la culasse du canon. L'embrasement à 120° mesure 5,5 m de large pour 2,7 m de haut. Il est prévu d'installer un bouclier autour du canon afin d'en protéger les servants. Son épaisseur de 2 à 3 cm n'est ni rassurante ni efficace pour la protection des artilleurs. Si l'on ajoute la hauteur de la dalle de toit, la hauteur totale de l'embrasement est de 6 m. Elle sera protégée par des filets de mailles d'acier, accrochés sur le devant de l'embrasement et tendus vers le bas. Le rôle de ces filets est de stopper les roquettes tirées par l'aviation alliée en direction de la salle de combat. L'embrasement est équipée d'un front Todt qui permet d'éviter les ricochets des projectiles et les piédroits de redans qui jouent le même rôle.

Ce blockhaus ne comporte aucun local, hormis les 2 soutes, ni moyens de protection propre (tobrouk, caponnière).

Les dégâts constatés sur la casemate nro1 (la plus en avant) sont dus aux tests de résistance des blockhaus effectués fait par le génie US à l'aide de fortes charges d'explosif. Ceux plus impressionnants constatés sur la casemate nro 2 (basculement du

toit – voir fig 1) sont dus à un accident. En effet le génie US avait stocké de grosses quantités d'explosif dans cette casemate dans laquelle, de plus, il restait encore des obus de 210 ainsi que des gargousses. Le 21 août vers midi une gigantesque explosion se fait entendre. Il semble qu'un GI imprudent soit rentré dans le blockhaus avec une cigarette allumée... L'explosion tuera 12 Américains et fera de nombreux blessés.

L410A :

Le deuxième blockhaus de combat remarquable est un L410A. Ce blockhaus de la Luftwaffe, à ne pas confondre avec son petit frère le L410, est un abri pour 2 sections d'hommes avec en plus un rôle de PC. Cet ouvrage mesure 15,7 m x 13,5 m. Il est de type B avec une dalle de toit et des murs d'une épaisseur de 2 mètres. Il nécessite 885 m³ béton et 52 tonnes de ferrailage et profilés. La face arrière protégée par une caponnière intérieure et possède 2 entrées protégées par des créneaux de défense intérieurs dont les servants se trouvent dans les 2 chambrées. Les 2 entrées donnent chacune dans un sas étanche aux gaz. Seul celui de droite possède l'équipement de décontamination. Sortant du sas on entre dans la première chambrée équipée de 3 ensembles de 3 lits pliables, d'armoires, de tables et d'un radiateur. En passant par une porte type 19 P7 on accède à la seconde chambrée qui sert également de salle opérationnelle. Afin de gagner un peu de place, elle ne comporte que 6 couchettes pliables. Elle est également équipée d'un radiateur. Cette salle

communique avec la chambre de l'officier chauffée et avec le local chauffage/ventilation abritant la chaudière de chauffage central et un ventilateur d'extraction type HES 2.4.

En ressortant de la chambrée on débouche sur un sas qui dessert le sas d'entrée à gauche, la caponnière et la soute à munitions garnie d'environ 2000 coups. Bien entendu la quantité de munitions stockée ici, dépend du type d'arme installée dans l'encuvement situé sur le toit du blockhaus.

Les surfaces des différents locaux sont les suivantes :

Chambrées : 20m² chacune environ
Soute à munitions : 7,35 m²
Chambre officier : 6 m²

La hauteur de plafond est de 2,30 m. L'encuvement sur l'ouvrage de Crisbecq accueille un canon de 2cm Flak 38. Le muret de l'encuvement mesure 1,6 m de hauteur et abrite plusieurs niches dans son épaisseur permettant d'y abriter les munitions pour le tir immédiat.

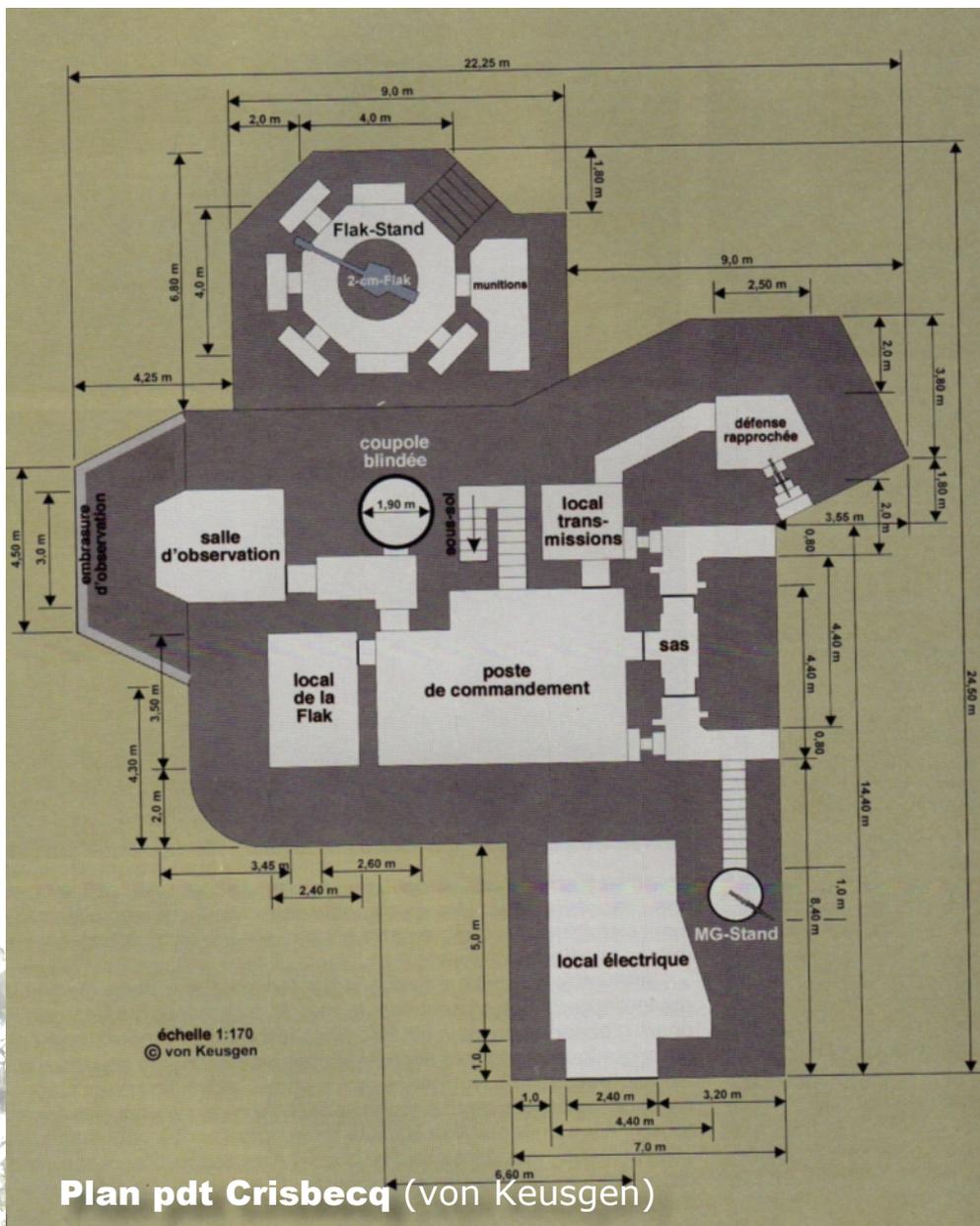
Les autres emplacements de combat consistent en 8 tobrouks pour Mg, 7 autres dans des positions de campagne. La défense antiaérienne du site est assurée par 6 canons français de 7,5 cm en encuvements avec 3000 coups par tube, une pièce de 2 cm Vierling et 4 autres positions pour pièce de 2 cm Flak sur affût tournant.

Ensuite viennent les ouvrages qui ne sont pas vraiment des blockhaus de combat mais qui interviennent dans les combats comme le PdT et les soutes à munitions.

Poste de direction de tir :

Le poste de direction de tir, servant également de PC de batterie qui est l'archétype du blockhaus type SK. A savoir qu'il ne correspond à aucun plan pré-établi dans le catalogue de constructions de l'OT. Il se présente sous la forme d'un blockhaus de 22 m x 24 m. On pourrait l'assimiler à une construction de type B puisque les murs font 2 mètres d'épaisseur mais la dalle de toit dépasse par endroit cette épaisseur. Il présente aussi la particularité de posséder un sous-sol comportant 3 locaux abritant les opérateurs. De plus la construction se fera en plusieurs étapes. D'abord le corps central du blockhaus, puis plus tard l'adjonction d'un local technique abritant un générateur électrique et enfin une extension destinée à la flak avec un encuvement pour pièce de 2 cm Flak 29 Oerlikon et une petite soute à munitions attenante.

La face arrière possède 2 entrées protégées par des créneaux de défense intérieurs qui se rejoignent dans un sas qui débouche par une entrée unique dans la salle opérationnelle. A noter que les 2 entrées sont en plus couvertes par une caponnière intérieure et les alentours immédiats sont eux sous la menace d'un tobrouk extérieur dont l'accès se fait par l'entrée de gauche du blockhaus. De la salle opérationnelle on a accès à un escalier menant au sous-sol, à la cloche blindée d'observation périscopique d'un diamètre de 1.90 m, à un local réservé aux artilleurs de la Flak et enfin à la visière d'observation.



R134 :

Le site comporte 3 soutes à munitions de ce type. Du temps des 6 encuvements pour les canons de 155, il avait été prévu de bâtir 1 soute pour 2 encuvements. On en restera là. Elles se situent donc entre 2 encuvements anciens.

La soute type R134 est un blockhaus compact de 10.5 m x 10.5 m de type B (2 m d'épaisseur). Il comporte 2 locaux séparés de 3m x 5 m. L'accès à ses soutes se fait par un couloir traversant le blockhaus sur toute sa largeur et donnant ainsi 2 accès séparés et protégeant les soutes d'un coup direct dans leur entrée. Sa construction demande 490 m3 de béton.

2) Blockhaus passifs :

On évoque ici les blockhaus destinés à abriter les hommes de la batterie. Le site en comprend de 4 types différents : R501 SK, 1 R502 SK, 1 R621 et 2 R622.

Le 501 et le 621 sont 2 blockhaus identiques, c'est-à-dire prévus pour abriter un groupe de combat. Ils diffèrent par le fait qu'ils sont issus de 2 programmes différents, la série 500 qui était plus particulièrement destinée au Westwall et la nouvelle série 600 prévue pour l'AW avec des améliorations techniques issues de l'expérience.



Entrée du R501SK

« Ce blockhaus est prévu pour abriter un groupe de combat de 10 hommes. Il possède une seule entrée dont l'accès est protégé par un créneau de défense intérieur ... »

R501SK :

Le R501 « SK » pour la batterie de Crisbecq vient du fait qu'il possède un tobrouk de défense rapprochée intégré au blockhaus. Or cet élément n'est pas prévu sur les plans d'origine du R501 d'où la précision SK. Ce blockhaus est prévu pour abriter un groupe de combat de 10 hommes. Il possède une seule entrée dont l'accès est protégé par un créneau de défense intérieur dont le servant se tient dans la pièce centrale de l'ouvrage. Cet accès donne sur un sas étanche qui lui-même débouche sur la salle de repos des hommes. Il est équipé de 5 ensembles de 2 couchettes rabattables.

Il est de type B (2 mètres d'épaisseur), nécessite 356 m³ de béton. Ses dimensions sont 9m x 10m plus l'appendice de 4.40 x 2.20 m abritant le tobrouk dont l'accès se fait par l'extérieur de l'ouvrage. Comme tous les blockhaus à une seule entrée, il possède une sortie de secours.

R502SK :

Le R502 est dans la série 500 le grand frère du 501. Il est normalement prévu pour abriter 2 groupes de combat. Il possède 2 entrées séparées, protégées par des créneaux de défense intérieurs, qui se rejoignent dans un sas étanche qui débouche dans la

chambrée de gauche. Les 2 chambrées communiquent entre elles. Celle de droite possède un local supplémentaire qui abrite selon les ouvrages, soit un périscope soit une cloche blindée d'observation. Ce local est séparé de la chambrée par une porte. Il nécessite 630 m³ de béton. Cependant le R502 de la batterie de Crisbecq mérite bien son extension SK. En effet alors que le 502 « standard » est prévu pour abriter 20 hommes, celui-ci n'en abrite que 10. En effet la chambrée de droite a été largement modifiée et abrite un bureau, une citerne d'eau potable et une soute à munitions à laquelle on accède à partir du sas droit...

Quand au tobrouk il est incorporé dans le mur gauche de la face arrière du blockhaus.

De fabrication type B, le R502 mesure, sans tenir compte des extensions du mur de la façade arrière (flanquements), 15 m x 8 m.

R621SK :

Le R621 est dans la série 600 l'équivalent du R501, c'est-à-dire abri pour un groupe de combat. L'évolution entre les 2 séries fait que le 621 possède 2 entrées séparées qui se rejoignent dans un sas étanche qui débouche dans la salle de repos. Chaque entrée est protégée par un créneau de défense intérieur et ici le tobrouk est prévu d'origine. En plus du 501 il possède un périscope situé dans la salle principale. Sinon on note la présence d'un poêle et d'un ventilateur manuel. Possédant 2 entrées, la sortie de secours a disparu.



R621SK



Le R622

« Le R622 est le grand frère du R621. 621 pour 1 groupe de combat. 622 pour 2 groupes de combat. ... »

Extérieurement il se distingue du R501 par son double flanquement sur la face arrière dont celle de droite contient le tobrouk. Cela lui donne une dimension de façade de 14m environ pour 9.60m de profondeur. Il nécessite 485 m³ de béton et 27 tonnes de ferrailage et profilés. Il possède également le périscope dans la partie droite de la chambrée. La particularité de celui de la batterie qui nous intéresse est que ce R621 possède 2 tobrouks extérieurs. Il est utilisé ici comme centre de soins.

R622 :

Le R622 est le grand frère du R621. 621 pour 1 groupe de combat. 622 pour 2 groupes de combat. Facile ! (pour une fois)... C'est l'équivalent pour la série 600 du R502 de la série des 500 !

Il reprend donc l'architecture générale du R621 (2 entrées, 1 sas, 1 tobrouk...) mais le sas possède 2 sorties qui desservent 2 chambrées séparées par une cloison de 80 cm qui communiquent entre elles par une porte blindée. Chaque chambrée possède 1 ventilateur et 1 poêle. Le périscope unique se situe toujours dans celle de droite. Le blockhaus de type B nécessite 650 m³ de béton et 34 tonnes de fers et profilés. A noter ici que le tobrouk est dans le flanquement gauche.

La façade arrière en comptant les 2 flanquements mesure 21.6 m alors que la face avant mesure elle 12.6m. Les chambrées sont d'une surface de 21 m² chacune. Le site de Crisbecq comporte 2 blockhaus R622.

Pour la batterie de Crisbecq, tous les blockhaus passifs sont à moitié enterrés afin de les dissimuler à toute observation. L'OT relie tous les blockhaus entre eux par un système de tranchées de 2 mètres de profondeur recouvertes par des tôles, elles même recouvertes de nattes ou de filets de camouflage. Le dessus des blockhaus est recouvert de plaques de gazon afin de les dissimuler aux reconnaissances aériennes. Pour protéger la batterie contre une attaque terrestre, elle est entourée d'une double rangée de barbelés et de champs de mines.

De plus pour parer une attaque aéroportée, ses environs sont plantés « d'asperges de Rommel ».

LES HOMMES DE LA BATTERIE

La batterie est sous les ordres de l'Oberleutnant zur See Walter Ohmsen. Il a sous ses ordres 2 officiers, 24 sous-officiers et 287 hommes de troupe. L'âge moyen de l'effectif est de 32 ans. La protection de la batterie est assurée par la 6ème compagnie du 919ème Grenadier regiment qui porte l'effectif total à environ 400 hommes.



Vue aérienne de Crisbecq

Oliver D.



Utah beach

vue depuis la casemate n°1

LA 3/1261 HKAR DANS LES COMBATS DU JOUR J :

La batterie de Crisbecq sera impliquée de différentes manières dans les combats du jour J et des jours suivants. D'abord en tant que batterie d'artillerie longue portée, elle engagera les navires croisant très au large à portée de ses canons (USS Tuscalosa, Quincy et Nevada). Ensuite elle harcèlera les troupes et gênera le débarquement sur la plage d'Utah. Enfin et c'est peut-être là son plus haut fait d'arme, elle ralentira la marche des alliés dans sa course vers Cherbourg en résistant victorieusement aux assauts des troupes américaines.

Le jour J : entre le 19 avril et le 4 juin, la batterie a reçu quotidiennement la visite des escadrilles de bombardement qui auront déversé 2800 tonnes de bombes. Or ce 5 juin, les occupants de la batterie n'entendent pas les bourdonnements habituels annonçant le déluge. Cependant vers 01h30, ce 6 juin 101 Lancaster larguent 598 tonnes de bombes sur la batterie. Le D-day vient de commencer. Toutes les pièces anti-aériennes sont détruites mais les canons de 210, eux, sont intacts. A 05h52, l'ordre d'ouvrir le feu sur la flotte alliée est donné. Elle engage alors des cibles distantes de 17 km. De leurs côtés les navires

USS Nevada, Texas et Arkansas chargés de faire taire cette dangereuse batterie ouvrent le feu 3 minutes plus tard par salves avec des effets dévastateurs dans la zone de la batterie. Notre but ici n'étant pas de faire une thèse sur l'efficacité des tirs, nous nous bornerons constater que les rapports sur les pertes provoquées par la batterie divergent, soit qu'ils viennent de Ohmsen ou de la flotte alliée. (voir la divergence sur la perte du Corry ou du Quincy). Il semblerait en recoupant divers témoignages que la batterie n'ait infligé aucune perte à la flotte alliée. Certains affirment que le USS Corry a été touché par un coup au but en provenance de la batterie.



Les alliés précisent, quant à eux, que le Corry était encadré par les tirs et ayant été contraint à faire demi tour, il aurait sauté sur une mine pendant cette manœuvre... Ce qui est sûr, c'est qu'à 08h00, un coup au but d'un obus de 356 du cuirassé US Nevada touche la casemate nro 1. A 09h00 le même cuirassé met un autre coup au but sur la casemate nro 2. Tous les servants sont tués et la pièce est détruite. Ohmsen dirige alors sa dernière pièce de 210 placée en encuvement dans l'attente de la construction de son blockhaus, vers Utah beach.

Cette pièce sera mise hors d'usage à 18h30. Le 7 à l'aube, des colonnes d'infanterie US procèdent à la première attaque de la batterie. Attaque repoussée. Dans le même temps Ohmsen reçoit la croix de fer de II ème classe pour sa résistance la veille. Il n'a pas le temps de fêter l'évènement. Les fantassins et le génie US soutenus par quelques Sherman abordent le périmètre de la batterie pour une deuxième attaque dans l'après-midi. Le canon de 210 en encuvement a été remis en service et il recommence à harceler Utah beach. 2 vieux canons de 75 français de flak sont également remis en état et tirent maintenant à l'horizontale sur les troupes attaquant la batterie. A ces attaques s'ajoutent les tirs de l'artillerie US débarquée ainsi que des raids des chasseurs bombardiers. Le soir Ohmsen passe de la seconde à la première classe, je parle des attributs de sa croix de fer... Le 8 au matin, le dernier canon de 210 reprend ses tirs sur Utah. En tout début d'après midi, la batterie reçoit la visite de 40 chasseurs bombardiers qui ravagent le site pendant 20 minutes. Cette attaque aérienne est le prélude à une nouvelle offensive du 1er bataillon de l'IR22 qui cette fois pénètre largement le périmètre de la



Crisbecq, 3/1261 HKAR

« La batterie va tomber comme un fruit mûr le 12 juin au matin, abandonnée de tous ses combattants... »

batterie faisant plusieurs victimes du côté des défenseurs, dont Ohmsen lui-même. Sentant la fin proche, il demande alors à la batterie d'Azeville d'ouvrir le feu sur sa batterie pour en déloger les Américains. A 16h00 ces derniers ont abandonné les lieux mais le tir ravageur d'Azeville a fait de nombreuses victimes dans les rangs allemands. Les GI's partis, l'artillerie de marine reprend son tir sur la batterie. Cela n'empêche pas Ohmsen et ses hommes encore valides de se lancer dans un contre attaque pour repousser encore plus loin les Américains. Cette action verra 98 GI's fait prisonniers et ramenés à la batterie. Les 9 et 10 juin, les Américains se concentrent sur la batterie d'Azeville, ce qui laisse un peu de répit à Ohmsen et ses hommes. Le 11 juin, il reçoit l'ordre de tenter une percée pour rejoindre les lignes allemandes situées à 8 km au nord de la batterie. Il enferme les prisonniers américains dans les abris et abandonne ses blessés intransportables aux soins d'un infirmier et d'un sous officier et la troupe de 78 hommes se met en marche vers minuit. Et cette expédition va réussir !

La batterie va tomber comme un fruit mûr le 12 juin au matin, abandonnée de tous ses combattants. Les combats pour celle-ci auront coûté la vie à 307 Allemands. Ohmsen recevra pour ce fait d'arme la croix de chevalier de la croix de fer. Il sera capturé à Cherbourg le 26 juin 1944.

Sources :

« **les canons de Saint-Marcouf** » de Helmut Konrad von Keusgen – éditions Heimdal

« **alerte sur le mur de l'Atlantique** » de Bertil Stjernfelt – éditions Presse de la cité

« **le mur de l'Atlantique en Normandie** » de Rémy Desquesnes – éditions Heimdal

« **la batterie de Crisbecq** » de Philippe Tanne

« **les batteries de côte en Normandie** » de Alain Chazette – éditions Histoire et fortifications.

Photos : auteur sauf mention contraire



des pillards qui ont fait sauter le créneau de défense intérieur d'un des abris



La Ligne Chauvineau Par Thierry Abran et ses collégiens

Par Jean COTREZ



blockhaus « type 1 » pour canon après restauration

Poursuivant les interviews de ceux qui restaurent les fortifications au lieu de les détruire, nous allons vous présenter un cas un peu à part. En effet un professeur d'histoire comme nous avons tous rêvé d'en avoir un a entrepris la restauration de blockhaus français de la méconnue ligne Chauvineau et ce en impliquant ses collégiens de classe de troisième au lycée Marcel Pagnol de Betz (60). Nous qui sommes tant attachés au devoir de mémoire, ne pouvons manquer d'y voir là le passage de témoin entre générations. Petit rappel donc de ce qu'était la ligne Chauvineau.

Cette position est en fait essentiellement une ligne de défense anti-char. Elle s'étendait le long de la rivière Oise, de Conflans-Sainte-Honorine à Précý-sur-Oise, suivait le cours de la rivière « la Nonette » et celui du canal de l'Ourcq jusqu'à la Ferté-sous-Jouarre, soit une longueur de 130 km. Elle devait être constituée d'environ 300 blockhaus, de 15 km de fossés anti-char, de zones inondables (grâce à des barrages sur les cours d'eau) et de divers barrages de tétraèdres sur les routes et les voies ferrées. Les blockhaus étaient réduits à leur plus simple expression et le nombre de modèles fut limité à 7. Elle prit le nom de son concepteur, le général Chauvineau, commandant le génie de la région de Paris. (Pour l'étude complète de cette ligne de fortification, voir la rubrique BTP de l'Histomag'44 n° 65 de mai 2010).



Collégiens au travail

Sur le blockhaus type 1

L'INTERVIEW

Histomag'44 : Pourriez-vous d'abord vous présenter vous, ainsi que le groupe d'élèves qui ont participé à cette restauration ?

Thierry Abran : Je me présente, je suis Thierry Abran ; enseignant d'Histoire-Géographie au collège Marcel Pagnol de Betz (Oise) et j'anime depuis maintenant 6 ans une Action Educative et Culturelle intitulée : « Archéo-Blockhaus » auprès d'un groupe d'une vingtaine d'élèves de 3^e volontaires dont l'objectif est la restauration de blockhaus de la ligne Chauvineau (1939-1940).

HM : Comment vous est venu cette idée d'impliquer votre classe dans ce projet ? Dans quel cadre pédagogique l'avez-vous inscrit ?

TA : L'idée m'est venue en découvrant dans la campagne du Valois les nombreux vestiges de cette ligne enfouis pour beaucoup dans la végétation. Peu à peu, l'idée d'en faire un projet pédagogique au sein du collège s'est imposée à moi surtout lorsque je compris que ces ouvrages bétonnés étaient inconnus de mes élèves et méconnus de leurs parents et de la

population locale. Faire s'approprier aux ados ce patrimoine et son histoire m'est apparu une idée à creuser (si j'ose dire) ; d'autant plus que le programme d'Histoire de 3^e traite de la Seconde Guerre mondiale. Accrocher les élèves à l'Histoire par un projet concret, voilà l'idée qui m'intéressait. L'Inspection Académique proposant un dispositif appelé AEC, pour des actions périscolaires, nous nous y sommes inscrits.



on trouve de tout dans un blockhaus... n'est-ce pas M Abran ?

HM : Vu de l'extérieur, on a tendance à penser que des ados filles et garçons sont très éloignés du devoir de mémoire. Comment ont-ils réagi à votre proposition et puisque maintenant l'on sait que cette opération a admirablement fonctionné, avez-vous été surpris de leur implication ?

TA : C'est d'abord la curiosité qui les a poussé à s'engager dans le projet, puis la perspective d'un travail différent, à l'extérieur. Ensuite, le devoir de mémoire, le respect du patrimoine sont venus se greffer, valeurs que nous essayons d'inculquer aux collégiens. Cette histoire leur est vite apparue comme celle de leur village, de leurs ancêtres et donc pas si lointaine.

Je ne suis pas si surpris de leur implication. A partir du moment où on intéresse les ados à un projet, ils ont la capacité d'y adhérer surtout si les contraintes sont minimales (pas d'évaluation, ni de leçons à apprendre...) C'est un aspect non négligeable dans l'attractivité de ce projet...

HM : Quelles ont été les réactions des responsables du collège et de la mairie ?

TA : Les responsables du collège ont été dès le début partie prenante dans l'aventure et nous ont fait confiance, conscients, je pense de son intérêt pédagogique et de l'ouverture du collège vers l'extérieur qu'elle constitue. Les municipalités de Betz et de Varinfroy nous soutiennent et valorisent un projet qui donne de la jeunesse une image positive.



Peu à Peu ...

Le Blockhaus apparaît !

En outre, la remise en valeur du petit patrimoine peut à terme déboucher sur des projets touristiques locaux et permettre de faire connaître davantage nos villages. (Circuits de randonnées par ex.)

La Communauté de Communes du Valois s'y intéresse.

HM : Avez-vous été soutenus par ces 2 entités ?

TA : Oui, nous bénéficions depuis le début d'un soutien chaque année renouvelé. Le collège met à la disposition des élèves et des enseignants volontaires un créneau horaire dans l'emploi du temps dévolu à cette action (2h hebdomadaires). Les municipalités mettent à notre disposition, si besoin, du personnel et des engins lorsque nos petits bras ne suffisent pas. Elles assurent ensuite l'entretien des sites.

HM : Si vous avez du faire face à des difficultés, quelles étaient elles ?

TA : Les difficultés ont été pour l'instant rares. Celle que nous redoutons, car elle peut empêcher le projet d'être mené à bien, réside dans le refus du propriétaire des terres sur lesquelles se trouvent les blockhaus.

C'est malheureusement déjà arrivé. Mais la plupart jouent le jeu et nous y mettons quelquefois toute notre conviction pour qu'ils acceptent.

HM : Avez-vous eu des réactions de la part des parents d'élèves ?

TA : Les parents ont également conscience des bienfaits du projet dans la scolarité de leur enfant. Ils les voient apprendre autrement et quelquefois avec plaisir. Ils les découvrent parfois enclin à des travaux manuels et paysagers qu'ils ne soupçonnaient pas. En tout cas, ils les voient avec des pioches et des pelles à la main, certains pour la première fois ! Certains parents passent nous voir sur le chantier et quelquefois donnent même un coup de main.

HM : Concrètement comment se sont déroulées ces restaurations de blockhaus ?

TA : Je dirais à chaque fois avec plaisir, avec sérieux, enthousiasme et bonne humeur. Plaisir de se retrouver sur le chantier 2 heures hebdomadaires, avec un effectif réduit et un objectif commun : faire renaître les blockhaus et les restituer.

Avec sérieux : ne jamais oublier les objectifs pédagogiques, la mise en perspective de ce travail face à l'Histoire, le respect des règles de sécurité, le respect du travail de groupe, celui des autres. Réfléchir à ce qu'on fait, se poser des questions.

Dans la bonne humeur ; en créant entre élèves et professeurs (3 à chaque séance) une ambiance de travail détendue, sympathique, inédite.

HM : Avez-vous l'intention de refaire ce genre d'opération à l'avenir ?

TA : On va essayer de continuer le plus longtemps possible, car il y a des blockhaus à restaurer en très grand nombre ans le secteur. Cela dépendra de la motivation de chacun, des possibilités d'organisation. Rien n'est jamais acquis d'avance (même si le projet paraît en béton !!). Mais l'envie est là, les échos de ce modeste projet sont positifs, les élèves heureux d'y participer... Alors oui.

HM : Quelle est la bonne question que je ne vous-ai pas posée ?

TA : Vous ne m'avez pas demandé, à titre personnel, ce que m'apporte ce projet. Eh bien, pour un enseignant d'Histoire, c'est le rêve. Faire découvrir une page d'Histoire méconnue à ses élèves, faire d'eux des acteurs de la renaissance du patrimoine, sur le terrain, en transmettant le plaisir d'apprendre et en partageant avec eux de bons moments, c'est une expérience enrichissante.

Retrouvez Thierry Abran et ses collégiens restaurateurs sur le blog qu'ils ont créé :

<http://aec-betz.over-blog.net/>

et aussi une petite vidéo ici :

<http://crdp.ac-amiens.fr/blogtrotteurs-reportages/?p=269>





Le Coin des Lecteurs

Par Vincent Dupont

Université de Picardie Jules Verne
Centre d'Histoire des Sociétés, des Sciences et des Conflits



B

onjour à toutes et à tous,

Aujourd'hui nous souhaitons avant toute chose vous recommander quelques ouvrages en rapport avec la thématique du dossier spécial de ce numéro, puis nous vous présenterons comme d'habitude plusieurs ouvrages sortis (ou sur le point de sortir) qui ont retenu l'attention de la rédaction. Nous allons vous les présenter en espérant qu'ils vous plairont tout autant !

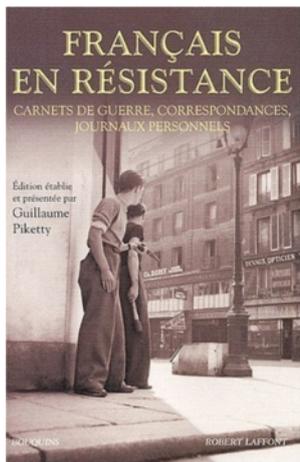


Commençons donc avec un ouvrage dont la parution n'est certes pas récente mais qui mérite d'être évoqué puisqu'il recoupe la thématique que nous avons évoqué dans ce numéro :

Français en Résistance :

Carnets de guerre, correspondances, journaux Personnels

Etablie et présentée par Guillaume Piketty
Editions Robert Laffont
1 216 pages – 30 €



Quelques-uns luttèrent au sein de l'armée des Ombres. Les autres combattirent au grand jour sous l'étendard frappé de la croix de Lorraine. Tous dirent « non » à l'armistice de 1940, au régime de Vichy, à l'occupation de la France et à l'ordre nazi en Europe. Au service de la liberté, tous risquèrent ce qu'ils avaient de plus cher, quelquefois jusqu'au sacrifice suprême.

Résistants ou Français libres, ils s'appelaient Charles d'Aragon, Pierre Brossolette, Claire Girard, Louis Martin-Chauffier, Lazare Rachline, ou encore Diego Brosset, Gabriel Brunet de Sairigné, François Garbit, René Génin, Philippe Leclerc de Hauteclocque, René Plevin. Guillaume Piketty a rassemblé dans ce volume les écrits intimes que ces tenants du « non intransigeant » rédigeaient au long des années noires. Correspondances privées, carnets personnels, journaux, inédits ou peu connus, ces textes donnent à voir le quotidien d'êtres de chair et de sang qui, par leur engagement, s'élevèrent au-dessus d'eux-mêmes. Ils montrent la lucidité dans la tempête, mais aussi l'abattement après la débâcle et les renoncements de l'été 1940. Ils disent la difficulté de transgresser, la douleur de la séparation d'avec des proches, l'hésitation devant l'inconnu, la peur du risque quelquefois. Ils racontent la lutte au quotidien, toute d'abnégation et d'improvisation, d'audace et de foi. Ils révèlent les espoirs pour demain, l'aspiration à un monde meilleur. Honneur et courage, force et persévérance, loyauté et fraternité sont les maîtres mots de ces écrits.

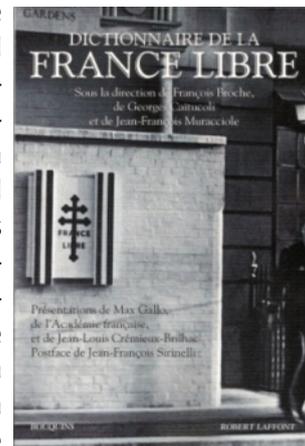
Source : communiqué de presse

Chez le même éditeur – non ce n'est pas voulu et aucunes royalties n'ont été perçues par votre serviteur, je peux vous en assurer ! – vous pouvez aussi trouver cet excellent usuel :

Dictionnaire de la France Libre

Sous la direction de François Broche, Georges Caïtucoli et Jean-François Muracciole
Editions Robert Laffont
1 602 pages – 30 €

Le refus de la défaite de 1940, exprimé par l'appel du 18 juin, a poussé une poignée de volontaires à s'engager sous le drapeau à croix de Lorraine du général de Gaulle. Quatre ans plus tard, amalgamée avec l'armée d'Afrique et la Résistance intérieure au sein de la France combattante, la France libre permettra à la France de siéger à la table des vainqueurs, à Berlin, le 8 mai 1945.



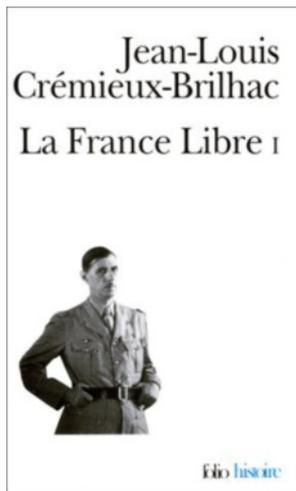
La France libre n'est pas un bloc. Elle comporte quantité de facettes, de moments, de singularités qui sont aujourd'hui, pour la première fois, rassemblés dans un dictionnaire thématique, biographique et « mémoriel » comportant près de 1 350 entrées. Après un dictionnaire consacré à la Résistance - aventure collective par excellence - et un autre centré sur Charles de Gaulle - aventure essentiellement individuelle -, ce Dictionnaire de la France libre, prolongée par la France combattante, présente à la fois le rôle joué par le général de Gaulle entre le 18 juin 1940 et le 2 septembre 1945, mais aussi « une histoire collective faite, comme la Résistance intérieure, de la conjonction de destins assumés et nourrie d'initiatives individuelles » (Jean-Louis Crémieux-Brilhac). Il montre que la France libre, en dépit de l'extrême modestie de ses moyens initiaux, est peu à peu parvenue à réaliser l'immense défi lancé à sa fondation : incarner la France. Il n'est pas un aspect de la vie nationale qui lui ait échappé, de la gestion des territoires coloniaux à la préparation des réformes économiques et politiques de la Libération - comme au sein d'un véritable gouvernement. Cet ouvrage fait aussi toute la lumière sur la Résistance dite « extérieure », qui a rassemblé, dans les territoires de l'empire et dans de nombreux pays étrangers, les hommes et les femmes, militaires et civils, décidés à poursuivre la lutte contre l'Allemagne nazie aux côtés des Anglo-Saxons et des Soviétiques. Chaque entrée fait le point, de la manière la plus précise et la plus concise, sur les grands thèmes et les principaux personnages qui ont marqué l'histoire de la France libre. Une part importante est également faite à la dimension coloniale de la France libre, trop souvent négligée.

Source : Quatrième de couverture

Poursuivons avec un autre ouvrage publié en 1998 puis réédité en 2001 en deux tomes mais qu'il nous faut immanquablement rappeler à toute personne souhaitant se documenter sérieusement sur la France Libre pour un prix très abordable, je veux parler de :

La France Libre

Jean-Louis Crémieux-Brilhac
Editions Gallimard – Collection Folio Histoire
Tome 1 : 845 pages et Tome 2 : 664 pages – 12 € par tome



Faire l'histoire de la France Libre, c'est, patiemment tisser autour de De Gaulle la toile d'une aventure collective faite d'une multitude d'exploits individuels, mais aussi d'un réseau complexe de microsociétés. Mais faire l'histoire de la France Libre n'est pas seulement en restituer l'esprit. C'est en distinguer les composantes et les époques, en reconstituer les multiples facettes et ne né-

gliger aucune des lourdes questions qu'elle soulève : son rôle et son poids dans un conflit planétaire, sa légitimité à «être la France» tant vis-à-vis de Pétain que des alliés, sa stratégie vis-à-vis de l'intérieur, sa capacité d'anticiper l'avenir national. Faire l'histoire de la France Libre, c'est aussi retracer pas à pas l'autocréation continue et à peu près ignorée d'une organisation d'abord militaire et morale, puis administrative et financière, d'un organisme vite politique qui reconstitue bribe à bribe la souveraineté nationale et la légalité républicaine, préparant avec ou contre la Résistance intérieure l'après-Libération. Faire l'histoire de la France Libre, c'est encore et surtout revenir sur le rôle de ce grand homme dans cette histoire, non pour détruire la légende, mais pour lui imposer les rectifications du savoir et faire apparaître un de Gaulle assez différent, plus réaliste, plus calculateur, plus visionnaire ; c'est mieux comprendre ce dont les Français libérés lui furent redevables.

Source : Quatrième de couverture

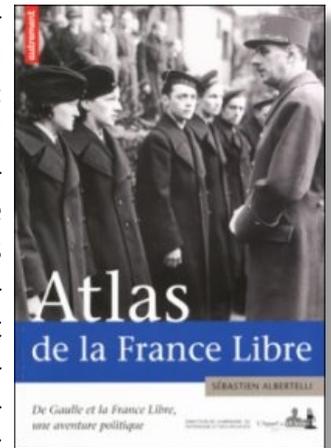
Enfin concluons ces recommandations sur le thème de notre dossier spécial par une mention toute particulière aux éditions Autrement qui font depuis des années des ouvrages et en particulier des atlas de qualité, et tout particulièrement :

L'Atlas de la France Libre

de Sébastien Albertelli
Editions Autrement
79 pages – 16 €

La France Libre est longtemps apparue comme un bloc presque immuable : non seulement le général de Gaulle en avait lui-même gravé la geste dans le marbre de ses Mémoires de guerre, mais des gardiens sourcilleux veillaient à préserver le Mythe. Depuis une quinzaine d'années, elle a toutefois fait l'objet de travaux qui en ont profondément renouvelé la compréhension : sans rien retirer aux mérites des combattants, sans que les projets du général de Gaulle seraient restés lettre morte, ceux-ci ont mis l'accent sur la dimension essentiellement politique qu'a revêtue l'aventure de la France Libre. Le caractère extrêmement réduit de ses troupes à l'échelle d'une guerre planétaire et l'exiguïté des territoires placés sous son autorité attestent qu'en définitive son importance historique réside avant tout dans la réalisation d'un espoir fou : à partir de rien, ou pas grand-chose, incarner la France, insoumise, et reconstruire un Etat dont l'autorité et la souveraineté seraient reconnues par les Français et par leurs alliés. Le plus souvent inédits et réalisés à partir des recherches les plus récentes, les cartes et graphiques qui composent cet atlas offrent une lecture originale et vivante de cette épopée que fut la France libre.

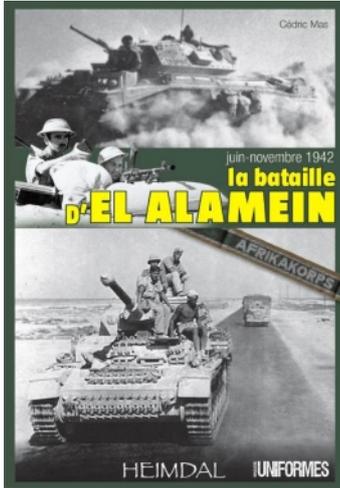
Source : Quatrième de couverture



Maintenant nous manquerions à tous nos devoirs si nous ne parlions pas aussi de l'excellent ouvrage que va sortir un ami et contributeur régulier de ce magazine, spécialiste des Forces Françaises Libres et qui s'intéresse aujourd'hui à ...

La Bataille d'El Alamein

De Cédric Mas
Editions Heimdal
128 pages – 36 €



« Stalingrad du désert », « tournant de la Seconde Guerre Mondiale », la bataille d'El Alamein attire de nombreux superlatifs par son caractère dramatique, et ses résultats décisifs pour la campagne d'Afrique du Nord, de Méditerranée et du front Ouest. En effet, c'est autour de cette gare perdue dans l'un des déserts les plus arides d'Afrique

du Nord, que les soldats italiens et allemands, emmenés par le General-feldmarschall Erwin Rommel vont connaître l'échec puis la défaite. Face à eux, les Alliés vont se montrer héroïques en juillet et implacables en octobre 1942. Pour bien comprendre cette bataille il nous faut relire les récits des combats acharnés qui vont se dérouler pour quelques arpents rocaillieux à Tell el Eisa, à Miteiriya, à Ruweisat ou sur l'Himeimat. Loin des clichés d'une prétendue « guerre sans haine », les soldats de nombreuses nations vont en effet venir à El Alamein se battre avec férocité. Et la mort sera trop souvent au bout de leur chemin.

A l'aide de nombreux clichés photographiques inédits (près de 260 photos au total !), nous vous proposons d'aborder cette bataille injustement méconnue en France, au moment où nous célébrons le soixante-dixième anniversaire de ces combats, en reprenant les trois batailles qui vont se dérouler, à l'aune des archives les plus récentes, mais surtout en replaçant ces opérations dans leur contexte, et en analysant leurs enjeux et leurs conséquences en s'appuyant sur des cartes et ordres de bataille des plus complets. Dans ce livre, vous découvrirez sous un jour nouveau des opérations que l'on croyait connaître. Venez revivre les épopées de l'Afrikakorps et de la 8th Army !

Source : Quatrième de couverture

Deux ouvrages mettant en avant des carnets de guerre ont aussi retenu notre attention. Nous vous avons d'ailleurs déjà présenté dans notre précédent numéro la collection qu'ont récemment publié les éditions Jourdan. Et bien ce sont deux autres ouvrages de cette collection très intéressante qui sont récemment parus et il importe de les présenter :

J'étais un kamikaze

Par Yasuo Kuwahara
Collection « 39-45, Carnets de guerre »
180 pages – 16,90 €

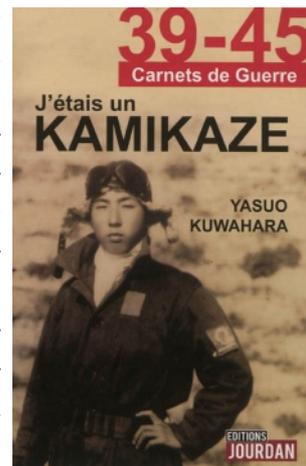
A l'heure actuelle, il existe encore des hommes et des femmes qui apprennent, jour après jour, les moindres détails de leur mission-suicide, et qui se préparent psychologiquement à sacrifier leur vie à un idéal dont on les a persuadés, à force de manipulations, qu'il était grand et noble.

Tels ont été les pilotes kamikazes qu'en un geste désespéré le Haut Commandement japonais lança à l'attaque des escadres alliées durant la guerre du Pacifique. Leur dramatique histoire nous est racontée ici par Yasuo Kuwahara, qui fut l'un d'eux.

Kuwahara avait quinze ans quand il entra dans l'Armée de l'Air japonaise. Il a vu, l'un après l'autre, ses meilleurs amis se préparer à la mort et se briser avec une folle détermination contre les navires américains. Lui-même les aurait suivis s'il n'y avait pas eu la capitulation.

Ce livre, témoignage unique, nous révèle une des plus troublantes énigmes de notre temps : le conditionnement intellectuel et l'état d'esprit qui rendent possibles ces attaques-suicide. Si le style, instaurant des dialogues, peut inspirer une réaction de recul à certain, je vous rassure, on s'aperçoit très vite que cela aide plutôt le lecteur à s'approprier l'histoire de Yasuo Kawahara pour mieux la comprendre.

Source : Communiqué de presse



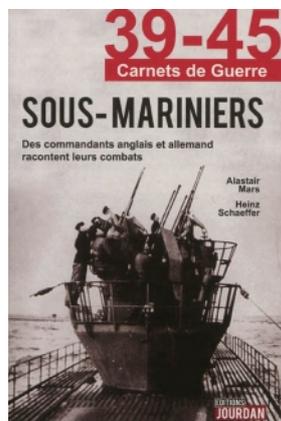
Sous-mariniers

Des commandants anglais et allemand racontent leurs combats

Par Alastair Mars et Heinz Schaeffer

Collection « 39-45, Carnets de guerre »

303 pages – 19,90 €



L'Anglais Alastair Mars et son « Unbroken » coula plus de 30 000 tonnes de navires ennemis, prit part à des opérations secrètes, survécut à quelques 400 mines sous-marines, sans compter les innombrables attaques d'avions et de bateaux, attaqua seul douze navires de guerre et détruisit deux croiseurs lourds.

L'Allemand Schaeffer nous raconte son U-977 et l'incroyable odyssée qui le mena des côtes de Norvège à l'Argentine en échappant aux flottes alliées.

Deux commandants de sous-marins, un Anglais et un Allemand, dans des récits simples mais poignants, nous racontent l'histoire souvent dramatique de leurs campagnes sous-marines. Deux témoignages qui font partie des plus impressionnants de la dernière guerre par leur qualité et leur contenu très complet. On ne regrette qu'une chose : que le récit d'Heinz Schaeffer soit plus court que celui d'Alastair Mars !

Source : Communiqué de presse

Enfin pour terminer nous allons encore vous parler du Japon mais d'un homme en particulier qui vient de faire l'objet d'une publication conjointe des éditions de l'excellente chaîne Arte et d'Armand Colin :

Ishiwara, l'homme qui déclencha la guerre

de Bruno Birolli

224 pages – 20 €

Qui est le général Ishiwara Kanji, cette figure hors du commun dont la vie romanesque a marqué le destin du Japon en précipitant son pays dans la Seconde Guerre mondiale ?



Issu d'une famille de samouraïs, l'homme se hisse rapidement au sommet de l'armée impériale et devient une figure incontournable du paysage intellectuel de l'extrême droite japonaise. Depuis son plus jeune âge, son obsession est de détruire l'Occident en écrasant militairement les Etats-Unis. Formé en Allemagne dans les années 20, il revient au Japon fort des nouvelles théories de la Guerre totale. Aventurier politique, en rébellion ouverte contre l'establishment, il participe aux putschs qui contribuent à déstabiliser la démocratie, puis s'engage dans l'invasion de la Mandchourie en 1931. Oublié aujourd'hui, cet événement marque pourtant le début de la guerre qui va ravager la Chine et nourrir une idéologie fasciste et raciale au Japon, conduisant le pays vers Pearl Harbor et l'attaque contre les Etats-Unis en 1941. L'auteur livre ici le portrait d'un stratège averti et d'un officier sans faille derrière lequel se cache un homme fragile se laissant parfois aller à la solitude et au désespoir. A travers Ishiwara, l'auteur décrit un esprit fasciné par la guerre et le nazisme et nous fait découvrir un personnage tout à tour attachant et détestable, fragile et puissant. Une lecture très intéressante et aboutie sur la vie et la carrière d'Ishiwara, pour comprendre la montée en puissance du Japon sous un autre regard.

Source : Communiqué de presse



HISTOMAG'44

La Seconde Guerre Mondiale par des passionnés pour des passionnés !

Numéro 80 - Novembre / Décembre 2012

Vous souhaitez

***Participer à
L'Histomag?***



Vous souhaitez

***commenter
L'Histomag?***

Contactez la Rédaction :

histomag@39-45.org

Rendez-vous ici :

courrierhistomag.39-45.org

